

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS
INTERNATIONALES**

**LES RELATIONS ENTRE LA BULGARIE ET LA TURQUIE APRES
1990 ET LES TURCS EN STATUS MINORITAIRE**

THESE DE MASTER RECHERCHE

Heni HAZBAY

**Directeur du recherche : Prof. Dr. Beril DEDEOĞLU
(Université Galatasaray)**

NOVEMBRE 2008

Introduction

Je voudrais également remercier ceux qui ont rendu cette thèse possible:

Prof.Dr.Beril Dedeoğlu qui est un peu la mère de cette thèse pour avoir m'aider chaque fois que j'ai demandé. Je voudrais remercier à ma mere, mon frere qui n'ont jamais cessé de me supporter.

Je veux aussi remercier à Prof.Dr. Ercüment Tezcan et Doç.Dr. Emre Öktem pour ses aides.

Table des matières

Introduction	1
I. Première partie : Survol chronologique des fondements historiques des relations entre L'Empire Ottoman et La Bulgarie	4
A. Fondements historiques	4
1. L'Empire Ottoman, La Bulgarie et l'histoire commune	4
1.1. La Bulgarie indépendante et la racine des relations avec les Turcs	10
1.2. La Bulgarie : Entité Homogène.....	15
B. Autour de la question de la nation après 1990.....	22
1. Nation et Nationalisme : Le cas de La Bulgarie.....	22
1.1. Les changements des relations entre La Bulgarie et La Turquie	22
1.2. Les Relations turco-bulgares et les effets de La Première Guerre Mondiale.....	34
2. La Période Communiste, 1944-1989.....	37
2.1 La liberté de religion en Bulgarie : Point de vue des minorités	52
II. Deuxième partie : Le problème de minorité en Bulgarie	56
A. L'histoire des problèmes principaux des minorités et des Turcs	56
1. L'histoire des Bulgares dans l'Empire Ottoman et l'histoire des Turcs dans La Bulgarie	56
1.1. Le Model d'étude Bulgare : La Racine des problèmes de minorité	59
1.2. La pression invisible de l'Etat sur les droits des minorités	65
2. La réponse aux pressions : Les développements interethniques en Bulgarie	76
2.1. Une minorité différente : Les Turcs En Bulgarie	76
B. La Bulgarie moderne et l'évolution du problème ethnique après 1990	84
1. La situation du Parti Communiste Bulgare	84
1.1. Les premières élections démocratiques en Bulgarie. Quel résultat pour les Turcs ?.....	87
2. Ce que 1989 a détruit : Les droits de minorité, les Turc, les femmes et tout.....	96
2.1 Chômage, pauvreté, exclusion	97
2.2 Les femmes, premières victimes	98
C. La Nouvelle définition du problème des minorités	101
1. L'objectif actuel après 1990: l'égalité pour tous dans le monde actuel	101
1.1. Le bilan pour les politiques sociales depuis 1989 et les étapes du problème.....	109
2. Les élections de 2001 : La fin du problème ?	117
3. La loi de 2002 : Un pas vers une société démocratique pour les minorités	121
Conclusion.....	129

Liste des abréviations

ANS	Assemblée Nationale Suprême
BSP	Parti Socialiste Bulgare
COMECON	Le conseil d'assistance économique mutuelle
KGB	Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti (le nom du principal service de renseignement soviétique.)
MDL	Mouvement pour les droits et libertés
MNSD	Mouvement national de la société de développement
OTAN	L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PCB	Parti Communiste Bulgare
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
UE	Union Européenne
UFD	Union des Forces Démocratiques
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

Résumé

Le sujet de cette thèse est d'examiner les dynamiques de la politique bulgare concernant les minorités, en particulier les minorités turques. Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le problème clé affectant des relations bulgares-turcs a été le statut de la minorité turque en Bulgarie. Au cours de la période du régime communiste en Bulgarie (1946-1989), la politique du gouvernement Bulgare concernant les droits de la minorité turque était inconsistante. Des périodes de relative tolérance et de respect pour les droits de la communauté turque ont alterné avec des décennies de discrimination, y compris les programmes d'état tentant d'assimiler la minorité dans le courant principal de Bulgarie. La période de discrimination ouverte a commencé vers la fin des années 60. Dans les années 80, il y avait des restrictions indues sur le droit d'expression de l'identité culturelle des Turcs Bulgares. Finalement, les politiques d'assimilation du gouvernement Bulgare ont atteint leur sommet dans 1984-1985, mises en exécution avec un programme notoire de l'état, forçant les Turcs bulgares à «soumettre une application» pour changer leurs noms turcs avec des alternatives bulgares. L'exode infâme de Turcs ethniques en Turquie dans les 1989, a marqué la fin des politiques de discrimination. Depuis la chute du régime Communiste au mois de novembre 1989, le traitement de la minorité turque s'est amélioré considérablement.

Les relations Turco-Bulgares ont principalement reflété le traitement de la minorité Turque en Bulgarie, sauf pendant la période 1968-1984 lorsqu'un adoucissement relatif dans les relations bilatérales coïncida avec une période de limitation des droits culturels des Bulgares Musulmans. En ce moment, les relations turco-bulgares peuvent être décrites comme excellentes; il y a des lois pour protéger les droits de la minorité Turque. Les Bulgares d'origine Turque participent dans la prise des décisions, les classes de langue turque fonctionnent, subventionnées par le gouvernement Bulgare. Le cas de relations turco-bulgares dans la période qui suivit la Guerre Froide, fournit un exemple de succès, à savoir comment maintenir des relations ethniques pacifiques; ce qui par conséquent contribue à l'établissement des bonnes relations entre deux pays voisins balkaniques, l'un Musulman et l'autre Chrétien. L'analyse de l'histoire des relations bilatérales de ces deux pays, parallèlement aux développements des problèmes de minorité, devrait fournir un discernement valable quant aux facteurs qui influencent le succès des relations

interethniques et entre les deux états. Il est impossible de proposer un terme unique définissant les citoyens Bulgares d'origine ethnique Turque, qui serait valide pour la période depuis 1947 jusqu'à nos jours. Sur le plan des définitions utilisées par la Constitution, trois phases peuvent être distinguées. Dans la première phase, (1947-1971) un Parlement de majorité communiste a adopté une loi qui est connue sous le nom de « Constitution de Dimitrov », d'après le chef de gouvernement en pouvoir alors, avec une proposition déclarant « les minorités nationales autorisées recevoir de l'enseignement dans leur langue maternelle et développer leur culture nationale » reconnaissant ainsi l'existence de minorités nationales et leur rendant leurs droits conférés par l'état. Au cours de la seconde phase (1971- 1991), la « Constitution de Jivkov » qui « annula toute référence aux Minorités » était en force. La Constitution qui est actuellement en force a été adoptée en 1991 par une Grande Assemblée Nationale où les Socialistes (le nouveau nom de l'ancien Parti Communiste) étaient majoritaires (avec 211 chaises sur un total de 400), ce qui a été suffisant pour passer le document malgré la désapprobation véhémente de l'opposition. Les droits de tous les citoyens Bulgares sont protégés par des provisions définissant leurs droits individuels, plutôt que leurs droits collectifs. Le fait que la Bulgarie ait ratifié le contexte de la Convention pour « la Protection de Minorités Nationales » en Février 1999 a mené quelques politiciens à croire que la Convention n'avait pas d'objet à protéger en Bulgarie. Reste à savoir si le concept de « la minorité nationale », et les droits collectifs concomitants seront employés par le corps législatif Bulgare dans l'avenir, ou si l'accent continuera à rester sur les droits et l'égalité individuelle devant la loi.

Si l'on pouvait juger la véritable situation des Turcs Bulgares uniquement à partir de leurs droits en tant qu'affirmés par la Constitution, on pourrait en déduire qu'entre 1947-1971, ils jouirent des droits dans le domaine de la culture, telle que l'étude de la langue turque et la pratique de l'Islam. Certains académiciens Bulgares affirment que cela était effectivement le cas jusqu' à 1958, quand un plénum spécial du Politbureau du parti communiste décida d'introduire des modifications aux politiques de l'autorité à l'égard des Turcs. Ainsi, jusqu' en 1958, la population Turque a été en mesure de participer aux écoles en langue Turque et de publier des périodiques en Turc. Le fait que cette liberté culturelle substantielle a été établie pendant cette période peut être du à la forte présence de la langue Turque dans l'éducation et les médias. Des centaines d'écoles primaires en langue Turque,

plusieurs lycées, trois instituts pour la formation des enseignants fonctionnaient, trois journaux et un journal été publiés en Turc; les journaux locaux avaient des suppléments en Turc. Dans certaines zones urbaines des pièces de théâtre étaient mises en scène en langue Turque et la radio nationale avait une émission régulière en Turc. Cependant, la déclaration qui disait que d'ici en 1994, tous journaux turcs avait été fermés, et que le gouvernement insistait que les écoles turques enseignent la langue utilisant des caractères arabes bien que la Turquie ait accepté l'alphabet latin en 1929. Cependant, il admet qu'à la suite de la consolidation du pouvoir par le Gouvernement Communiste «les journaux turcs ont été autorisés à être publiés de nouveau, à condition qu'ils soutiennent les politiques du gouvernement». Vu que c'était le cas avec toutes les publications à l'époque, il serait juste de dire que ce n'était pas une discrimination basée sur l'ethnicité. Par ailleurs, ces faits apparaissent refléter une politique plutôt tolérante en comparaison avec les mesures que le régime Communistes avait pris contre les autres communautés traditionnelles : les Catholiques et les Protestants. « Pendant les premières années de communisme ils ont souffert des persécutions sévères ; une grande partie de leur clergé a été exécutée à la suite des procès-spectacle et ils ont été forcés à mener une existence presque symbolique.

Quel que soit le motif derrière cette politique du gouvernement Bulgare, une de ses conséquences logiques était que dans les douze années à suivre (1951-1963), les relations Turco-Bulgares ont atteint leur point le plus bas. L'émigration des Turcs Bulgares a été interdite et en même temps, les politiques du gouvernement Bulgare à propos des minorités ont subi un changement. En 1958, une Assemblée plénière spéciale du Politbureau a marqué le début des politiques plus restrictives concernant les droits culturels des minorités. Ce changement dans les politiques a affecté d'abord les Roms, dont les journaux bilingues ont commencé à être publiés en Bulgare et leurs noms Musulmans ont été changés en noms Bulgares. Cependant, la presse en langue Turque était encore en cours de publication au début des années 50. En outre la, nomenclature du parti était recrutée parmi les Turcs et les Pomaks (Bulgares musulmans). Dans les années 50, des milliers de Turcs sont devenus membres du Parti Communiste Bulgare (BCP) et des dizaines de milliers ont tenu des positions dans les bureaux publiques et des hautes positions directoriales. Malgré cela, il y eut des

critiques soutenant que peu de Turcs avaient été élus au Comité Central et au Parlement, et qu'aucun n'était membre du Politbureau, ministre ou général.

Au début des années 60 un changement radical a eu lieu, à la fois dans l'idéologie et la politique concernant les Turcs et les Bulgares Musulmans. Le BCP a passé des résolutions pour accélérer l'« intégration » des Musulmans dans la société Bulgare. Graduellement, les écoles primaires et secondaires Turques ont été fermées, tous les journaux ont été publiés en Bulgare, et les rideaux fermés sur les théâtres turcs. En 1964, il y eut des démarches pour changer les noms des Musulmans Bulgares ethniques de la région occidentale de Rhodopes. Cette tentative a été mise à fin par le Comité Central du BCP en raison de la forte résistance de la population. Le nombre d'imam est tombé de 2.715 en 1956 à 570 en 1982 et à 400 en 1987. Durant 1962-1963, les missions turques en Bulgarie ont reçu plus de 380,000 pétitions Turques pour émigrer. En 1968, la Bulgarie et Turquie ont conclu un nouvel accord sur l'émigration des minorités ethniques Turques de Bulgarie. La logique du gouvernement bulgare derrière la décision de conclure cet accord après une interdiction sur l'émigration pendant 17 années a engendré de diverses explications et hypothèses stipulant que pour des raisons économiques, aucun des deux pays ne voulait d'émigrations ; la Turquie a refusé d'accepter que Bulgarie avait besoin de la main d'œuvre bon marché de la minorité turque (surtout puisque le travail bulgare était tout aussi bon marché dans le temps). Néanmoins, après la signature de l'accord d'émigration en 1968, les relations entre les deux états se sont considérablement améliorées. Un nombre d'accords sur le transport, le commerce, le tourisme etc. a été signé après 1968. Le fait que la Bulgarie n'a jamais pris ouvertement parti avec Grèce sur la question de Chypre a été apprécié en Turquie. Entre 1968 et 1984 il y eut vingt-deux visites de haut niveau entre le deux pays.

L'amélioration des relations Turco-Bulgares entre 1968-1984 coïncidé avec une période où les droits des Bulgares Musulmans avaient été restreints. La Constitution de Jivkov adoptée en 1971 avait éliminé toute référence aux minorités. En 1974, les leçons de turc sont devenues facultatives et les étudiants ont été « découragés » d'y assister. Au début des 1970, les autorités ont lancé une campagne pour changer les noms turcs et arabes des musulmans parlant le Bulgare, avec des noms bulgares. Contrairement aux réactions suscitées par la campagne des années 80 qui visait à changer les noms des Turcs Bulgares, cette campagne n'a pas produit de

changement dans la politique Turque. Par contre, la même campagne ayant lieu en 1984-1985, affectant cette fois les Turcs bulgares a attiré l'attention des Turcs aussi bien que de la presse internationale. La procédure formelle consistait à exiger des Turcs de remplir une application pour changer leurs propres noms. Les « encouragements » de l'état incluait des mesures s'étendant des sanctions économiques à une violence ouverte. Des milliers de gens qui ont résisté ont été envoyés en prison ou aux camps de travail. Ce « programme », exécuté dans le secret a pris plusieurs mois pour être complété. Par conséquent, il a été défendu de porter les habits traditionnels Turcs aussi bien que pratiquer les rites musulmans ; même la musique folklorique turque était bannie. Cette politique est allée jusqu'à détruire les cimetières musulmans et modifier dans les registres municipaux, les noms des musulmans décédés. L'état est arrivé à enrayer toute résistance très rapidement, puisque personne n'était autorisé à visiter des institutions comme les banques, les hôpitaux etc. sans une carte d'identité portant un nom bulgare. La propagande accompagnant la campagne a visé à peindre la Turquie comme une menace imminente à l'intégrité territoriale de l'état Bulgare. La terminologie utilisée par la presse pour décrire la minorité turque incluait des termes tels que « la cinquième colonne d'un état ennemi », « terroristes », « séparatistes ». La méfiance et la crainte pour une Turquie et ses « plans agressifs » ont été inculquées. Naturellement, les relations Turco-Bulgares se sont détériorées brusquement à la suite de cette campagne. Au début des années 80, les relations bilatérales avaient atteint leur point culminant avec la visite du Général Evren à la Bulgarie (1981) et la visite du Président Jivkov en Turquie (1983). En 1984, une baisse tranchante dans les relations bilatérales survint logiquement, à la suite du traitement des Turcs bulgares. A la suite de la pression des partis d'opposition et la presse, le gouvernement turc proposa un nouvel accord d'émigration à la Bulgarie. La Bulgarie (et l'Union Soviétique) qui considérait la question en tant qu'une affaire interne n'avait pas l'intention de signer un accord d'émigration à ce moment-là. La Turquie riposta en limitant les relations bilatérales dans les domaines de commerce, d'électricité et d'importation, de la culture, des sports etc. En outre, la Turquie amena la question aux divers forums internationaux tels que le Conseil d'Europe, l'Assemblée de l'OTAN, la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), et UNESCO.

Sur la scène internationale, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont soutenu les réclamations de la Turquie. L'Allemagne, La France, L'Italie et les autres membres de la CE ont recommandé le traitement de la question au sein de la CSCE, au lieu du cadre bilatérale avec la Bulgarie. La Grèce était le seul membre-état de la CE qui a soutenu ouvertement la Bulgarie. Par conséquent, les relations gréco-bulgares se sont améliorées à tel point qu'au mois de septembre 1986 les deux pays ont signé une déclaration d'amitié et de consultations en cas où il y aurait une menace à la sécurité de leurs pays respectifs. En Turquie certains ont soutenu que ce n'était pas compatible avec les obligations de la Grèce en tant que membre de l'OTAN.

Malgré la condamnation internationale des politiques Bulgares concernant les Turcs, le gouvernement Bulgare a poursuivi son cours choisi. Cela a été rendu possible par la position de l'Union Soviétique qui considérait le problème des minorités comme une affaire interne de l'état Bulgare. Ainsi, ce sont plutôt les facteurs internes que l'engagement international qui ont provoqué le développement qui survint dans la situation de la minorité Turque. Durant le printemps et l'été de 1989, quelques Turcs bulgares s'engagèrent dans des actions de protestation pour exiger de recouvrir leurs noms. Un conflit dans le village de Todor Ikonomovo entraîna le décès de sept personnes après que la police avait tiré sur les villageois.

Le 27 Mai 1989, le Président Bulgare Todor Jivkov promit à tous ses citoyens des passeports touristiques internationalement valides et demanda à la Turquie d'ouvrir ses frontières. Cette « quête » était pour le moins étrange, vu que c'était le gouvernement Bulgare qui avait refusé de signer un accord d'émigration avec la Turquie. Turgut Ozal, Premier Ministre alors, lui fit savoir que les frontières turques étaient ouvertes et n'avaient jamais été fermées. Cette déclaration s'est aussi révélée un peu exagérée, étant donné que la Turquie fermerait ses frontières trois mois après avoir tenté d'arrêter la marée de réfugiés. A la suite de cette nouvelle direction politique prise par la Bulgarie, du 3 juin jusqu'au 21 août 1989 (quand Turquie a scellé sa frontière), 311.862 Turcs ethniques sont arrivés à émigrer.

La raison la plus importante de l'émigration après 1989 était la différence de niveau de vie en Bulgarie et en Turquie. La principale raison pour laquelle les gens ont décidé d'émigrer était d'assurer un meilleur standard de vie dans un pays où les

conditions économiques étaient meilleures. Le gouvernement Turc a aidé à héberger les réfugiés de 1989 qui n'avaient pas de familles en Turquie, en construisant dix camps à cet effet. L'état a fourni quelque assistance dans la recherche d'emploi. La politique officielle de l'état à propos de fournir de l'hébergement, de la nourriture etc. et l'attitude du peuple Turcs, n'était pas uniforme : Les gens ordinaires avaient une tendance à montrer peu d'hospitalité aux immigrants Bulgares. Certains immigrants l'ont formulé de cette façon : « Ils nous ont traités en êtres inférieurs... Ils ne nous ont pas acceptés comme leurs égaux, pas même ceux qui avaient émigré en 1978... Ils nous ont appelés « gavurlar », « bulgarlar » (les infidèles, Bulgares) ; nous en avons entendu suffisamment des noms ». Approximativement 150.000 émigrés sont retournés en Bulgarie après l'avoir quittée en 1989, se sentant déprimés faisant face au chômage et au manque de débouchés.

Toutefois, un bon nombre d'entre eux ont réussi à améliorer leurs standards en travaillant dur et vivant frugalement. Une caractéristique intéressante qu'on retrouve souvent parmi les émigrés de Bulgarie est qu'ils sont disposés à vivre dans une privation constante afin d'épargner de l'argent pour acheter leur propre maison. Cela reflète dans une large mesure une particularité bulgare typique : posséder sa propre maison est considéré un accomplissement essentiel et une base pour le succès. C'est un état d'esprit en contraste avec l'Occident qui met l'accent sur la mobilité, et qui a produit ce que Dimitrova a étiqueté « la construction offensive » des émigrés bulgares en Turquie.

Un autre élément spécifique « importé » de Bulgarie est que dans les quartiers turco-bulgares, les femmes portaient souvent des mini-jupes, et les garçons et les filles des shorts, – loin de la « tenue de mise » caractéristique dans la plupart du pays. Les jeunes ont des difficultés à s'adapter à la version islamique des relations entre les deux sexes : Les dortoirs d'étudiants sont séparés, par exemple ; et il serait considéré comme immoral pour une femme de prendre le café avec un collègue mâle. Les contacts entre les émigrés et leurs collègues/camarades de classe sont caractérisés par la réserve et la retenue. Les mariages de la plupart des émigrés sont donc contractés au sein de la communauté d'émigrés.

Après 1994, les individus qui sont arrivés dans le cadre de la vague d'émigration de 1989 ont été accordés double citoyenneté. Par conséquent, beaucoup d'enfants et des gens retraités préfèrent passer l'été en Bulgarie. Quelques-uns préfèrent revenir poursuivre leurs études supérieures ou faire leur service militaire en Bulgarie. Les deux états ont un accord à propos de la reconnaissance mutuelle du service militaire.

Dans la première décennie après la Seconde Guerre Mondiale, les Turcs Bulgares bénéficiaient toujours d'un certain nombre de droits en termes d'expression de leur identité culturelle. La langue turque était présente dans les établissements d'enseignement public et les médias locaux. Bien que la communauté turque puisse, pour le moment, exprimer librement son identité ethnique, elle a été défavorablement affectée par la collectivisation forcée des terres qui a suivi le changement de régime. Un nombre approximatif de 150.000 d'individus vivant dans certaines zones rurales a décidé de migrer en Turquie en tant que conséquence directe de l'expropriation de terres.

La politique sur « la question turque » du gouvernement Bulgare à travers la période de La Guerre Froide était extrêmement inconséquente et chaotique. En 1950, le gouvernement Bulgare a accusé la Turquie d'encourager les Turcs Bulgares pour émigrer et, en même temps de ne pas délivrer assez de visas. Quand la Turquie augmenta le nombre d'émission des visas– ce qui eut pour résultat l'émigration des 150.000 personnes mentionnées ci dessus – le gouvernement Bulgare arrêta l'émigration unilatéralement. De la même manière, il a décliné une proposition Turque pour la négociation d'un accord d'émigration en 1984, tandis qu'il dirigeait en même temps un programme d'assimilation sous forme d'une campagne de changement de noms, condamnée internationalement.

Depuis la fin années 60 jusqu' à la chute du régime communiste en 1989, la situation de droits Humains s'est détériorée dans le pays. Après le changement de régime en 1989, les relations ethniques se sont fortement améliorées en Bulgarie. Les droits de la communauté Turque ont été réintégrés et un parti musulman a participé au processus de décision depuis le commencement des libres des élections. Cependant, l'émigration des Turcs Bulgares en Turquie n'a pas cessé. Cette fois c'est le bas standard de vie en Bulgarie qui motive les Turcs Bulgares à continuer à migrer en Turquie. Ce n'est pas

une surprise, d'autant plus qu'actuellement les jeunes d'origine Turque aussi bien que d'origine Bulgare vont très probablement opter pour l'émigration comme une alternative aux problèmes de chômage et de rémunération sans attrait en Bulgarie. Ainsi, ironiquement, les conditions des droits humains et les restrictions sur l'émigration tout au long de la période de la Guerre Froide été complètement renversées en Bulgarie pour le moment. A présent, le pays a considérablement amélioré le traitement de Turcs Bulgares et ne pourrait pas les empêcher d'émigrer : cette fois-ci c'est la Turquie qui essaie de limiter l'afflux d'immigrants économiques. Comme mentionné ci-dessus, c'est seulement après le changement de régime en 1989 que les relations bilatérales commencent à améliorer. Actuellement, les relations Turco-Bulgares pourraient être décrites comme excellentes. En fait de nos jours, au cours des pourparlers bilatéraux, l'accent est mis sur l'amélioration de la coopération économique au lieu du traitement de minorité. Des projets conjoints sont en cours visant à accroître le développement économique des régions Bulgares où la population ethnique Turque est dense.

L'amélioration dans le traitement des Turcs par les Bulgares a été impressionnante depuis 1989. Certains développements notés par le rapport du Ministère des Affaires Etrangères des Etats-Unis en 2000 incluent le fait que les classes de turc fondées par le gouvernement continuaient, et que le 2 octobre 2000, la télévision nationale Bulgare avait lancé un programme, donnant les informations en langue turque. D'après le recensement de 1992, il y avait 800.055 Turcs dans une population totale de 8.487.317; en d'autres termes moins que 10% de la population, parce qu'en fait depuis 1992, le taux d'émigration en Turquie a été considérable.

Les améliorations dans la politique du gouvernement Bulgare concernant la communauté turque ont été reconnues par la Turquie, comme le prouve le remerciement formulé en 1999 par le Président de La République Turque au gouvernement Bulgare, pour le bon traitement des Turcs Bulgares. Les problèmes qui restent à l'ordre du jour dans les relations Turco-Bulgares concernent principalement des questions économiques telles que comment soulager les difficultés économiques des régions habitées par les Turcs en Bulgarie ; que faire pour faciliter les projets de commerce et d'infrastructure. En 2000, les exportations en Turquie formaient les 4% du GDP Bulgare. Actuellement il n'y a pas d'obstacles à maintenir des bonnes

relations bilatérales et une coopération économique améliorée. Les politiciens turcs ont démontré à maintes reprises la bonne volonté nécessaire dans ce but.

Les relations Turco-Bulgares pourraient trébucher de nouveau à cause de la minorité Turque en Bulgarie, parce que la discrimination existe toujours dans la pratique. Heureusement, à la lumière des développements des dernières années, un tel scénario apparaît extrêmement peu probable. Les Turcs Bulgares sont bien intégrés dans la société Bulgare et leurs droits de minorité leurs sont accordés. Cependant, un bon nombre de Turcs Bulgares aimeraient avoir l'occasion de migrer en Turquie à la recherche d'un meilleur niveau de vie. Il y a pourtant un autre facteur qui pourrait affecter les relations Turco-Bulgares : la direction générale de la politique étrangère de la Turquie envers les pays Balkaniques, surtout la Grèce. Depuis 1945 jusqu'à présent, la question de Chypre a été amenée deux fois dans la politique Bulgare.

Jivkov, Président en ce moment, a utilisé la première occasion pour justifier sa campagne de changement de noms dirigée contre Turcs Bulgares en 1984-1985. La seconde a servi d'argument aux les députés durant la Grande Assemblée Nationale en 1991, pour la formulation spécifique de quelques clauses de la Constitution Bulgare actuelle. Par conséquent, les développements futurs dans les relations Turco-Grecques vont en toute probabilité affecter la direction des relations Turco-Bulgares. En ce moment, le soutien de la Grèce pour la candidature de la Turquie à l'UE, et son dialogue avec la Turquie sont des raisons valables pour être optimiste.

Actuellement, un bon nombre de conditions préalables pour maintenir l'atmosphère de bienveillance et de coopération dans les relations Turco-Bulgares sont en place. Le développement des relations bilatérales entre ces deux pays dans les dernières quinze années a démontré que les problèmes de minorité ne présentent pas une barrière insurmontable pour l'établissement et la maintenance de bonnes relations entre pays voisins Balkaniques. Cela prouve qu'une solution pacifique pour les problèmes de minorité, comme celles prises par l'Europe Occidentale, est applicable dans la région, à condition que les deux parties soient prêtes à être modérées et tolérantes.

Abstract

The subject of this thesis is to examine the dynamics in Bulgarian politics of minority, especially about the Turkish minorities. Since the end of WWII, the key issue affecting Bulgarian-Turkish relations has been the status of the Turkish minority in Bulgaria. During the period of communist rule in Bulgaria (1946-1989), the policy of the Bulgarian government concerning the rights of The Turkish minority was inconsistent. Periods of relative tolerance and respect for the Rights of the Turkish community have alternated with decades of discrimination, including state programs attempting to assimilate the minority into Bulgaria's Mainstream. The period of overt discrimination began in the late 1960s. By the 1980s, there were undue restrictions on the expression of the cultural identity of the Bulgarian Turks. Finally, the Bulgarian government's assimilation policies reached a peak in 1984-1985, with a notorious state program forcing the Bulgarian Turks to 'apply' to change their Turkish names to Bulgarian alternatives. The infamous exodus of ethnic Turks to Turkey in 1989 marked the end of the policies of discrimination. Since the fall of the Communist regime in November 1989, the treatment of the Turkish minority has improved substantially.

Bulgarian-Turkish relations have largely reflected the treatment of the Turkish minority in Bulgaria, except for the period 1968-1984 when a relative warming in bilateral relations coincided with a period limiting the cultural rights of Bulgarian Muslims. At present, Bulgarian-Turkish relations can be described as excellent; there are laws to protect the Turkish minority's rights. Bulgarian Turks participate in decision-making, Turkish-language classes continue funded by the Bulgarian government. The case of Bulgarian-Turkish relations in the post Cold war period provides an example of success in maintaining peaceful ethnic relations; hence, contributing to good-neighborly relations between a Muslim and a Christian country in the Balkans. Analyzing the history of the bilateral relations between Bulgaria and Turkey parallel to the developments in minority issues should provide valuable insights as to the factors that influence the success of both inter-ethnic and inter-state relations in the region.

It is impossible to come up with a single term to define Bulgarian citizens of Turkish ethnic origin that would be valid for the period between 1947 and the present-day. In terms of definitions used by the Constitution, three phases can be distinguished. In the first phase, 1947-1971, a communist-dominated Parliament adopted a law that became known as the Dimitrov Constitution after the then head of government, with a clause stating ‘national minorities are entitled to be taught in their mother tongue and develop their national culture’ thus recognizing the existence of national minorities and stipulating the rights conferred to them by the state. During the second phase, 1971-1991, the so-called Zhivkov Constitution was in force that ‘dropped all references to Minorities.’ The Constitution in force at present was adopted in 1991 by a Grand National Assembly in which the Socialists (the new name of the former Communist Party) had a majority (211 out of 400 seats), sufficient to pass the document despite the vehement disapproval of the opposition. The rights of all Bulgarian citizens are protected through provisions defining their individual, rather than collective rights. The fact that Bulgaria ratified the framework Convention for the Protection of National Minorities in February 1999 has led some politicians to believe that the Convention does not have an object to protect in Bulgaria. It remains to be seen whether the concept of ‘national minority’, and concomitant collective rights, will be employed by the Bulgarian legislature in the future, or whether the emphasis will continue to rest upon individual rights and equality before the law, as is currently the case.

If one could judge the actual situation of the Bulgarian Turks solely from their rights as stated by the Constitution, one would infer that during the period 1947-1971 they enjoyed rights in the sphere of culture, such as studying Turkish and practicing Islam.

Some Bulgarian scholars argue that this was indeed the case until 1958, when a special plenum of the communist party Politbureau decided to introduce changes to the authority’s policies towards the Turks. Thus, until 1958, the Turkish population was able to attend Turkish-language schools and publish periodicals in Turkish. The fact that substantial cultural freedom was established during this period can be inferred by the strong presence of the Turkish language in both education and the media. Hundreds of Turkish-language primary schools operated, several Turkish high schools, three institutes for teacher training, three newspapers and one journal were

published in Turkish; local newspapers had Turkish language supplements. In some urban areas plays were staged in Turkish and the state radio broadcast in Turkish on a regular basis. By way of contrast, a Turkish scholar stated that by 1994 all Turkish newspapers had been closed, and the government insisted that Turkish schools teach the language using Arabic characters even though the Turkey had accepted the Latin alphabet in 1929. However, he admits that once the Communist government had consolidated their power, 'Turkish newspapers were allowed to be published again on the condition that they support government policies.' Since this was the case with all publications at the time, it is fair to say this was not tantamount to discrimination on the basis of ethnicity. In addition, these facts appear to reflect a rather tolerant policy when compared with the Communist regime's measures against other traditional communities: the Catholics and the Protestants during the same period. During the first years of communism they suffered severe persecutions when most of their clergy were subsequently executed after show-trials and were forced to lead an almost symbolic existence.

Whatever the motive behind this policy of the Bulgarian government, one of its logical consequences was that in the following twelve years (1951-1963), Bulgarian-Turkish relations reached their lowest point. The emigration of the Bulgarian Turks was forbidden, and at the same time, the Bulgarian government's policies concerning minorities underwent a change. In 1958, a special plenum of the Politbureau marked the beginning of more restrictive policies concerning the minorities' cultural rights. At first, this change in policies affected the Roma, whose bilingual newspapers began to be published in Bulgarian and the names of the Muslim Roma were changed to Bulgarian names. At the same time, the Turkish-language press was still being published in the early 1950s. In addition, party nomenklatura were recruited from the ranks of the Turks and Pomaks (Muslim Bulgarians). In the 1950s, thousands of Turks became members of the Bulgarian Communist Party (BCP) and tens of thousands held public office and top managerial positions provide a criticism to the effect that few Turks were elected to the Central Committee and Parliament, and none were members of the Politbureau, ministers or generals.

In the early 1960s a drastic change in both the ideology and the policy regarding the Turks and the Muslim Bulgarians took place. The BCP passed resolutions to accelerate 'integration' of Muslims into Bulgarian society. Gradually, Turkish primary and the secondary schools were closed down, all newspapers were published in

Bulgarian, and the curtains closed on Turkish theatres. In 1964, an effort was made to change the name of the ethnic Bulgarian Muslims from the Western Rhodopes region. This attempt was ended by the Central Committee of the BCP due to the strong resistance from the population. The number of imam dropped from 2,715 in 1956 to 570 in 1982 and 400 in 1987. In 1962-1963, the Turkish missions in Bulgaria received more than 380,000 petitions from Turks requesting emigration. In 1968, Bulgaria and Turkey again concluded an agreement on emigration of ethnic Turks from Bulgaria. The rationale of the Bulgarian government for concluding this agreement after a ban on emigration for 17 years has given rise to various explanations and hypotheses argue that, for economic reasons, neither country wanted emigration: Turkey refused to accept that Bulgaria needed the cheap labor of the Turkish minority (especially since Bulgarian labor was just as cheap at the time).

Nevertheless, after signing the 1968 emigration agreement, relations between the two states improved considerably. A number of agreements on transportation, trade, tourism etc. was signed after 1968. The fact that Bulgaria never took sides openly with Greece on the Cyprus issue was appreciated in Turkey. Between 1968 and 1984 there were twenty-two high-level visits between the two.

The ‘warming’ in Bulgarian-Turkish relations in 1968-1984 coincided with a period in which the rights of the Bulgarian Muslims were restricted. The Zhivkov Constitution adopted in 1971 dropped all references to minorities. In 1974, Turkish-language lessons became optional and the students were ‘discouraged’ from attending. In the early 1970s³ the authorities launched an action for changing the Turkish-Arabic names of the Bulgarian-speaking Muslims to Bulgarian equivalents. Unlike the subsequent renaming of the Bulgarian Turks that was about to follow in 1980s, this campaign produced no policy response from Turkey.

By contrast, the name-changing campaign of 1984-1985, this time affecting the Bulgarian Turks drew the attention of both the Turkish and the international press. The formal procedure consisted of requiring people to fill out an application for changing their own names. State ‘incentives’ included measures ranging from economic sanctions to overt violence. Thousands of people who resisted were sent to prison or labor camps.

This 'program', carried out in secrecy was completed in several months. Consequently, it was forbidden to employ traditional Turkish or Muslim dress and rituals, and even Turkish folk music, were banned. This policy went as far as destroying Muslim graveyards and changing the names of dead people in the municipal registries. The state succeeded in curbing all resistance very quickly, as nobody was allowed to visit banks, hospitals etc. without an identity card bearing a Bulgarian name. The propaganda accompanying the campaign aimed to portray Turkey as an imminent threat to the territorial integrity of the Bulgarian state. The terminology used by the press while describing the Turkish minority included terms such as 'the fifth column of an enemy state', 'terrorists', 'separatists'. Distrust and fear from Turkey and its 'aggressive plans' were instilled.

Naturally, Bulgarian-Turkish relations deteriorated sharply as a result of the campaign. In the early 1980s, bilateral relations had reached their highest point with the visit of General Evren to Bulgaria in 1981 and the visit of President Zhivkov to Turkey in 1983. In 1984, a sharp downturn in bilateral relations followed logically as a result of the treatment of the Bulgarian Turks. As a result of pressure from the opposition parties and the press, the Turkish government proposed on February 22 a new emigration agreement with Bulgaria. Bulgaria (and the Soviet Union) considered the question an internal affair and had no intention of signing an emigration agreement at this point. Turkey responded by restricting bilateral relations in the fields of trade, electricity imports from Bulgaria, culture, sports etc. Moreover, Turkey brought the issue to various international forums such as the Council of Europe, the NATO Assembly, the Conference for Security and Co-operation in Europe (CSCE), and UNESCO.

On the international scene, the US and the UK supported Turkey's claims. Germany, France, Italy and other EC members recommended that handling the matter in the CSCE, rather than bilaterally with Bulgaria. Greece was the only EC member-state that openly supported Bulgaria. Consequently, Greek-Bulgarian relations improved to such an extent that in September 1986 the two countries signed a declaration of friendship, consultations should a threat to the security of either party arise. In Turkey some argued that this was not compatible with the obligations of Greece as a NATO member. Despite the international condemnation of the policies

concerning the Bulgarian Turks, the Bulgarian government pursued its chosen course. This was made possible by the position of the Soviet Union, considering the minority problem as an internal affair of the Bulgarian state. Thus, internal factors rather than international involvement brought about the next development in the situation of the Turkish minority. In the spring and summer of 1989, some Bulgarian Turks engaged in protest actions demanding the recovery of their names. A clash in the village of Todor Ikonomovo resulted in seven deaths after the police had fired at villagers. On May 27 the Bulgarian Head of State Todor Zhivkov had promised all its citizens worldwide valid tourist passports and asked Turkey to open its borders. This 'request' was strange in the light of the fact that it was the Bulgarian government that had refused to sign an emigration agreement with Turkey. The Turkish Prime Minister Ozal replied that the Turkish borders were open and had never been closed. This statement also proved to be somewhat far-fetched, as Turkey would close its borders three months after attempting to stop the tide of refugees. As a result of this new policy direction by Bulgaria from 3 June through to 21 August 1989 (when Turkey sealed its frontier), 311,862 ethnic Turks managed to leave.

The most important reason for emigration after 1989 was the difference between the living standards in Bulgaria and Turkey. The main reason people decided to emigrate was to ensure a better standard of living in a country where the economic conditions were better. The Turkish government provided accommodation for the 1989 refugees who did not have relatives in Turkey by building ten camps for the purpose. The state provided some assistance in finding employment. The official state policy of providing accommodation, food etc. and the attitude of the Turkish people, differed: ordinary Turks tended to give the Bulgarian immigrants a cold reception. In the words of some of the immigrants from Bulgaria: They had believed us to be inferior...They did not accept us as equals, even those who had emigrated in 1978 did not treat us as equals...They called us 'giavurlar', 'bulgarlar' (infidels, Bulgarians); we've heard enough names. Approximately 150,000 emigrants returned to Bulgaria after having left in 1989, feeling despondent after facing unemployment and a lack of opportunities. However, many of them managed improve their chances of by working hard and living frugally. An interesting feature that recurs often among the emigrants from Bulgaria is that they are willing to live in constant deprivation in order to save money for a house of their own. This reflects to a large extent a typical Bulgarian

peculiarity: owning a house is considered an essential achievement and a basis for success. This is something that is in contrast to the Western emphasis on mobility, and produced what Dimitrova labeled a ‘construction offensive’ of the Bulgarian emigrants in Turkey. Another specific element ‘imported’ from Bulgaria is that in ‘Bulgarian-Turkish’ neighborhoods women often wore miniskirts, and boys and girls wore shorts – far from the characteristic ‘dress code’ in most of the country. Young people adapt with difficulty to Islamic gender relations: student dormitories are separated, for example; and it would be regarded as immoral was a woman having coffee with a male colleague. Contact between emigrants and their colleagues/classmates are characterized by aloofness and restraint. Most emigrant marriages are consequently contracted within the émigré community. After 1994, the individuals who came as part of the wave of emigration in 1989 were granted dual citizenship. Hence, many children and retired people prefer to spend the summer in Bulgaria. Some prefer to come back to pursue their higher education or perform military service in Bulgaria. The two states have an agreement concerning the mutual recognition of one another’s military service.

In the first decade after WW II, Bulgarian Turks still enjoyed a number of rights in terms of expressing their cultural identity. The Turkish language was present in both public educational establishments and the local media. Although the Turkish community could, for the time being, express its ethnic identity freely, it was adversely affected by the forced collectivization of land that followed the change of regime. A number of individuals from some rural areas (nearly 150,000) decided to migrate to Turkey as a direct consequence of the expropriation of land. The ‘Turkish question’ policy of the Bulgarian government throughout the Cold War period was highly inconsistent and chaotic. In 1950, the Bulgarian government accused Turkey of encouraging Bulgarian Turks to emigrate and, at the same time, not issuing enough visas. When Turkey did increase the number of visas issued – resulting in the emigration of the above mentioned 150,000 people – the Bulgarian government halted the emigration unilaterally. In the same fashion it declined a Turkish proposal for negotiating an emigration agreement in 1984, while at the same time conducting an assimilation program in the form of a name-changing campaign that brought international condemnation. Since the late 1960s, the human rights situation in the country deteriorated, until the fall of the communist regime in 1989.

After the change of regime in 1989, ethnic relations in Bulgaria improved considerably. The rights of the Turkish community were reinstated and a Muslim-based party has been participating in decision-making ever since the first free elections were held. However, the emigration of Bulgarian Turks to Turkey has continued. This time it is the low standard of living in Bulgaria that motivates the Bulgarian Turks to continue to migrate to Turkey. This comes as no surprise, as many young people of both Turkish and Bulgarian ethnic origin are currently likely to choose emigration as an alternative to the problems of high unemployment and unattractive remuneration in Bulgaria. Thus, ironically, the Cold War situation of poor human rights records and restrictions on emigration has been completely reversed for the time being in Bulgaria. At present, the country has considerably improved the treatment of Bulgarian Turks and could not stop them from emigrating: this time Turkey is trying to limit the inflow of economic immigrants.

As mentioned above, only after the change of regime in 1989 did the bilateral relations begin to improve. Currently, the Bulgarian-Turkish relations could be described as excellent. At present, the focus in bilateral talks has shifted from improving minority treatment to enhancing economic cooperation. Joint projects are underway aiming at increasing the economic development of the Bulgarian regions heavily populated with ethnic Turks. From 1989 on the improvement in treatment of the Bulgarian Turks has been impressive. Some developments noted by the US Department of State 2000 report include the fact that Turkish-language classes funded by the government continued and that on 2 October 2000 Bulgarian national television launched Turkish-language newscasts.

According to the 1992 census, there were 800,055 Turks out of a total population of 8,487,317; in other words less than 10% of the population. Indeed since 1992 emigration to Turkey has been considerable. The improvements in the Bulgarian government's policy toward the Turkish community have been recognized in Turkey, as the Turkish head of government thanked the Bulgarian government for the good treatment of the Bulgarian Turks in 1999.

The issues that remain on the agenda in Bulgarian-Turkish relations involve primarily economic problems: alleviating the economic difficulties of the Turkish-inhabited regions in Bulgaria, facilitating trade and infrastructure projects.

In 2000, 4% of Bulgarian GDP comprised exports to Turkey. Currently there are no obstacles to maintaining good bilateral relations and enhanced economic cooperation. Turkish politicians have repeatedly demonstrated the necessary goodwill in this respect. A constructive,

Turkish-Bulgarian relations could once again stumble because of the Turkish minority in Bulgaria, as discrimination still exists in practice. In the light of developments of the last years though, such a scenario appears highly unlikely.

The Bulgarian Turks are well integrated into Bulgarian society and are granted more rights than Turkey would be willing to grant its minorities at present. At this point many Bulgarian Turks would like to have the opportunity to migrate to Turkey in search for a better standard of living, an opportunity only the Turkish state could offer. In addition, both countries would benefit substantially from maintaining good bilateral relations.

There is yet another factor that could affect the Bulgarian-Turkish relations: the overall direction of the foreign policy of Turkey as regards the Balkans – especially Greece. From 1945 to the present, the Cyprus question was brought up twice in Bulgarian politics. On the first occasion, the then head of state Zhivkov used it as a justification for the name changing campaign directed at the Bulgarian Turks in 1984-1985. On the second, deputies in the 1991 Grand National Assembly used it as an argument for the specific formulation of some parts of the present Bulgarian Constitution. Thus, future developments in the Greek-Turkish relations are likely to affect the direction of Bulgarian-Turkish relations. At present, the support of Greece for Turkey's candidacy for the EU, and its dialogue with Turkey, are causes for optimism.

At present, a number of prerequisites for maintaining the atmosphere of goodwill and cooperation in Bulgarian-Turkish relations are in place. The development of bilateral relations between these two countries in the past fifteen years has demonstrated that minority issues do not present an insurmountable barrier to good-neighborly relations in the Balkans. This, in turn, provides evidence that a

peaceful, Western European type of solution for minority issues is applicable in the region, provided moderation and tolerance on both sides.

Özet

Bu tezin konusu ve amacı, Bulgaristan'daki azınlıklar politikasının, özellikle de Türk azınlığı ilgilendiren politikanın dinamiklerini incelemektir. II. Dünya Savaşının sonundan beri, Türk-Bulgar ilişkilerini etkileyen en önemli etken, Bulgaristan'daki Türklerin statüsü olmuştur. Bulgaristan'daki komünist rejim sırasında (1946-1989), Bulgar hükümetinin Türk azınlığın haklarına ilişkin politikası tutarsızdı. Türk azınlığın haklarına göreceli müsamaha ve saygı gösterilen dönemleri, ayrımcı ve devletin bu azınlığı Bulgar bütünlüğüne dahil etme programlarını içeren onyıllar izlemiştir. Açık ayrımcılık dönemi, 1960'ların sonunda başladı. 1980'lere gelindiğinde, Bulgar Türklerin kültürel kimliklerini ifade etme haklarına aşırı ve usulsüz kısıtlamalar konmuştu. Sonuç olarak, Bulgar hükümetinin asimilasyon politikaları 1984-1985 yıllarında, Türkleri Türk adlarını Bulgar isimlerle değiştirmek için "başvurmaya" zorlayan meşhur devlet programı ile tepe noktasına ulaştı. Türklerin 1989'da utanç verici bir şekilde Türkiye'ye göçe zorlanmaları, ayrımcı Bulgar politikalarının sonuna denk gelir. Komünist rejimin 1989 Kasımında çökmesinden sonra, Türk azınlığa yapılan muamele belirgin bir şekilde düzelmiştir.

Türk-Bulgar ilişkileri, Bulgar Müslümanların kültürel haklarının kısıtlandığı dönemle eşzamana rast gelen göreceli bir ılıman ikili ilişki süreci olan 1968-1984 dönemi haricinde, büyük ölçüde Bulgaristan'daki Türk azınlığa yapılan muameleyi yansıtmıştır. Günümüzde, Türk-Bulgar ilişkileri mükemmel olarak tanımlanabilir; Türk azınlığın haklarını koruyan yasalar mevcuttur. Bulgar Türkleri karar alma süreçlerinde yer almaktadırlar. Türkçe lisan sınıfları, Bulgar hükümeti tarafından sağlanan ödenekle devam etmektedir. Soğuk Savaş sonrası dönemdeki Türk-Bulgar ilişkileri, barışçıl etnik ilişkiler yürütmek, dolayısıyla da Balkanlarda bir Müslüman ülke ile bir Hıristiyan ülke arasında iyi komşuluk ilişkileri sürdürmeye destek olmak konusunda bir başarı örneği teşkil etmektedir.

Türkiye ve Bulgaristan arasındaki ikili ilişkileri, azınlık sorunlarındaki gelişmelere paralel olarak incelemek, yöredeki etnik unsurlar arasında olduğu kadar, devletler arası ilişkilerin başarısını etkileyen etkenleri değerlendirme konusunda önemli ve nesnel veriler sağlayacaktır.

1947'den bugüne dek olan zaman dilimindeki Türk etnik kökenli Bulgar vatandaşları tek bir sözcükle tanımlamak mümkün değildir. Anayasada kullanılan tanımlamalar doğrultusunda, üç dönem öne çıkmaktadır. İlk dönemde (1947-1971), komünist ağırlıklı bir Parlamento hükümetin başının adına istinaden “Dimitrov Anayasası” olarak bilinen ve “ulusal azınlıklar ana dillerinde eğitim alma ve ulusal kültürlerini geliştirme hakkına sahiptirler” maddesini içererek ulusal azınlıkların varlığını tanıyan ve onlara devlet tarafından tanınan hakları ele alan bir kanun koymuştur.

1971-1991 arasında “Jivkov Anayasası” olarak bilinen ve “azınlıklara ilişkin tüm referansları yok sayan” ikinci dönem yaşandı.

Günümüzde geçerli olan Anayasa ise 1991 yılında muhalefetin şiddetli itirazlarına karşın Büyük Ulusal Meclis tarafından Kabul edildi. Bu meclisin çoğunluğunu 400 sandalyenin 211'i ile Sosyalistler (eski Komünist Parti'nin yeni adı) oluşturuyordu.

Bulgar vatandaşların tümünün hakları, kolektif olarak değil, birer birey niteliği ile haklarını tanımlayan koşullarla korunmaktadır. Bulgaristan'ın 1999 Şubatında “Ulusal Azınlıkların Korunması Anlaşması”na imza atması, bazı siyasetçileri, Bulgaristan'da korunması gereken bir sınıf olmadığı doğrultusunda düşünmeye itti. Ancak “ulusal azınlık” konseptinin ve bununla beraber gelen kolektif hakların gelecekte Bulgar yasama organı tarafından uygulamaya konup konmayacağını zaman gösterecek.

Bulgar Türklerinin Avrupa Birliğine girilmeden önceki durumunu, yalnızca Bulgar Anayasasına dayanarak değerlendirmek isteyen biri, 1947-1971 yılları arasında Türklerin kültür alanında –Türkçe öğrenmek ve İslam dinini uygulamak gibi- haklardan yararlandıklarını söyleyebilir. Bazı Bulgar bilim adamları, komünist parti politbürosunun özel bir genel kurul toplantısı sonucunda Türklere karşı yürütülen politikalarda değişiklik yapılmasına karar verdiği 1958'e dek durumun gerçekten de böyle olduğunu savunmaktadır. 1958'e dek, Türkler Türkçe tedrisat yapan okullara devam etme ve Türkçe dergi çıkarma hakkına sahipti. Türkçenin eğitim ve iletişim alanındaki güçlü varlığı, bu dönemdeki temel kültürel özgürlüğün kanıtı olarak algılanabilir. Yüzlerce Türkçe tedrisat yapan ilköğretim okulu, pek çok lise, üç öğretmen okulu eğitim vermekte, üç Türkçe gazete ve bir dergi yayınlanmaktaydı; yerel gazetelerin Türkçe ekleri vardı. Bazı kentsel alanlarda tiyatro oyunları Türkçe sahneye konuyor ve devlet düzenli olarak Türkçe yayın yapıyordu.

Buna karşın, 1994 yılına dek tüm Türk gazetelerinin kapatıldığını ve hükümetin Türk okullarından, Türkiye'nin 1929'dan bu yana Latin alfabesini kabul etmiş olunmasına rağmen, Türkçeyi Arap harfleriyle öğretmeleri konusunda ısrar ettiklerini savunmuştur; ancak, Komünist hükümetin başa geçmesinden sonra Türk gazetelerinin yayınlanmasına, hükümet politikalarını desteklemeleri kaydıyla yeniden izin verildiğini de eklemiştir. O dönemin tüm yayınları için geçerli bir koşul olduğu için, bu koşulda etnik bir ayrımcılığın söz konusu olmadığını belirtmek gerekir.

Buna ilaveten aynı dönemde Komünist rejimin Bulgaristan'daki Katolik ve Protestan cemaatlere karşı tutumu ile karşılaştırıldığında, Türk azınlık politikasının daha müsamahakar olduğu görülmektedir. Komünizmin ilk yıllarında göstermelik mahkemeler kurulmuş, burada pek çok Katolik ve Protestan yargılanıp ölüme mahkum edilmiştir. Geri kalanlar ise adeta sembolik bir yaşam sürmeye itilmiştir.

Bulgar hükümetinin bu politikasının ardındaki sebep her ne ise, mantıklı sonuçlarından biri olarak müteakip on iki yıl boyunca (1951-1963), Türk-Bulgar ilişkileri en alt seviyeye düştü. Bulgar Türklerin göç etmeleri yasaklanmıştı ve aynı zamanda, Bulgar hükümetinin azınlıklarla ilgili politikasında değişiklik yapıldı. 1958'de, Politbüro'nun özel bir genel kurul toplantısında alınan kararlar ile azınlıkların kültürel haklarının azaltıldığı bir dönem başladı. Bu değişiklik öncelikle Rom'ları etkiledi; iki dilde çıkardıkları gazeteleri Bulgarca basılmaya başlandı ve Müslüman Rom'ların adları Bulgar isimlerle değiştirildi. Bu sırada Türkçe yayınlar basılmaya devam ediliyordu (1950 başları). Buna ilaveten partiye Türkler ve Pomaklardan (Müslüman Bulgarlar) üyeler seçiliyordu. 1950'lerde, binlerce Türk Bulgar Komünist Partisi'ne (BCP) üye oldu; on binlercesi devlet memuriyeti ve üst düzey yöneticiliği yaptı; buna rağmen, Merkez Komite ve Parlamento'ya seçilen Türk sayısının çok az olduğu ve hiçbirinin Politbüro üyesi, bakan ya da general olmadığı için memnuniyetsizlik vardı.

1960'ların başında Türkler ve Müslüman Bulgarlara ilişkin ideoloji ve politikalarda dramatik bir değişiklik meydana geldi. Bulgar Komünist Partisi, Müslümanların Bulgar toplumuna "entegrasyonu" için kararnameler geçirdi. Türk ilköğretim okulları ve liseleri kademeli olarak kapatıldı, bütün gazeteler Bulgarca çıkmaya başladı ve tiyatrolar perdelerini Türk ve Türkçe eserlere kapattılar. 1964'de Batı Rodop bölgesindeki etnik Müslüman Bulgarların isimlerini değiştirme yolunda çalışmalara

başlandı. Bu girişim BCP Merkez Komitesi tarafından, halkın şiddetli itirazları nedeniyle sona erdirildi.

İmam sayısı 1956'da 2.715 iken 1982'de 570'e ve 1987'de 400'e düştü. 1962-1963 yıllarında Bulgaristan'daki Türk misyonları Türklere 380.000'in üstünde göç etme dilekçesi aldılar. 1968'de Türkiye ve Bulgaristan, Bulgaristan'daki etnik Türklere göç etme hakkı tanıyan bir anlaşma imzaladılar.

17 yıl süreyle göç yasağı uygulayan Bulgar hükümetinin bu anlaşmayı imzalamasının mantığı ve gerekçeleri farklı varsayım ve yorumlara neden oldu. Bu mantığa göre, ekonomik nedenlerden dolayı her iki ülke de göç istemiyordu. Türkiye Bulgaristan'ın, Türk azınlığın ucuz işçiliğine ihtiyacı olduğunu kabul etmiyordu (özellikle o dönemde Bulgar emeğinin de aynı derecede ucuz olduğu biliniyor). Buna rağmen, 1968 göç anlaşmasını imzaladıktan sonra iki ülke arasındaki ilişkiler belirgin bir şekilde iyileşti. Taşımacılık, ticaret, turizm v.b konularda birtakım anlaşmalar yapıldı. Bulgaristan'ın Kıbrıs konusunda hiçbir zaman açık olarak Yunanistan'ın tarafını tutmaması, Türkiye'de takdir ediliyordu. 1968-1984 arasında, iki ülke arasında yirmi iki üst düzey ziyaret gerçekleşti.

1968-1984 arasında "ılımanlaşan" Türk-Bulgar ilişkileri, Müslüman Bulgarların haklarının kısıtlandığı bir dönemle kesişir. 1971'de kabul edilen Jivkov Anayasası, azınlıklarla ilgili tüm cümleleri ortadan kaldırdı. 1974'te, Türkçe dersleri seçmeli hale getirildi ve talebeler bu derslere katılmaktan vazgeçirilmeye çalışıldı. 1970'lerin başında yetkililer, Bulgarca konuşan Müslümanların Türk-Arap adlarını Bulgarca isimlerle değiştirmek üzere bir hareket planını hayata geçirdiler. 1980'lerde gerçekleşen Bulgar Türklerinin yeniden adlandırılmasına verdiği politik tepkiyi Türkiye bu "Bulgarlaştırma" planına vermemiştir.

Buna karşın, 1984-1985 yıllarında gerçekleştirilen Bulgar Türklerinin isimlerini değiştirme kampanyası, hem Türk hem de uluslar arası basın dikkatini çekti. Resmi prosedür, insanlardan bir form doldurarak, kendi isimlerini değiştirmek için başvuru yapmalarını istemekte. Devlet "teşvikleri" ekonomik kısıtlamalardan açık şiddete kadar giden bir skala içeriyordu.

Direnen binlerce kişi hapse ya da çalışma kamplarına gönderildiler. Gizlilik içinde yürütülen bu "program"ın tamamlanması birkaç ay sürdü. Dolayısıyla, geleneksel Türk ya da Müslüman giysileri ve adetleri sergilemek, ki buna Türk folk

müziği de dahildi, yasaklandı. Bu politika, Müslüman mezarlıklarını yok etmek ve ölmüş kişilerin belediye kayıtlarındaki adlarını değiştirmeye kadar gitti. Hiç kimsenin Bulgar isme düzenlemiş bir kimlik kartına sahip olmadan banka, hastane v.b. yerlere gitme hakkı olmadığı için, devlet gösterilen bütün direnci hızla kırmayı başardı. Kampanyaya eşlik eden propaganda Türkiye’yi, Bulgar devletinin toprak bütünlüğüne en yakın tehdit olarak göstermeyi amaçlıyordu. Basında Türk azınlıktan bahsederken kullanılan terminoloji “düşman bir devletin beşinci ayağı” “teröristler” “ayırımcılar” gibi kelimeleri içeriyordu. Türkiye’ye ve onun “saldırgan planları”na karşı güvensizlik ve korku aşılandı.

Doğal olarak, bu kampanya sonucunda Türk Bulgar ilişkileri ciddi olarak zedelendi. 1980’lerin başında, General Evren’in Bulgaristan ziyareti (1981) ve Başkan Jivkov’un 1983’teki Türkiye ziyareti ile ikili ilişkiler en tepe noktasına ulaşmıştı. 1984’te, Bulgar Türklerine yapılan muamele sebebiyle ikili ilişkilerde keskin bir düşüş yaşandı. Muhalefet partilerinin ve basının baskılarının da etkisiyle Türk hükümeti 22 Şubat’ta Bulgaristan’a yeni bir göç anlaşması önerdi. Bulgaristan (ve Sovyetler Birliği) konuyu bir iç mesele olarak görüyordu ve bu aşamada bir göç anlaşması imzalamak istemiyordu. Türkiye bu duruma Bulgaristan’la yaptığı ticaret, elektrik ithali, kültür, spor, v.b. alanlardaki ikili ilişkileri kısıtlayarak cevap verdi. Buna ilaveten, Türkiye meseleyi Avrupa Konseyi, Nato Asamblesi, Avrupa Güvenlik ve İşbirliği Toplantısı (AGİT) ve UNESCO’ya götürdü.

Uluslar arası sahnede, ABD ve İngiltere Türkiye’nin isteklerine destek verdiler. Almanya, Fransa, İtalya ve diğer AB üyeleri ise konuyu ikili ilişkiler çerçevesinde Bulgaristan’la halletmek yerine, AGİT’e götürmeyi önerdiler. Yunanistan, Bulgaristan’ı açıkça destekleyen yegâne AB üyesi ülke oldu. Dolayısıyla da Yunanistan-Bulgaristan ilişkileri o denli ilerledi ki, 1986 Eylülünde bu iki ülke bir dostluk anlaşması imzalayarak iki taraftan birinin karşılaşılabileceği güvenlik tehditlerinde karşılıklı danışmanlık yapmayı taahhüt ettiler. Bu, Türkiye’de, böyle bir anlaşmanın, bir NATO üyesi olarak Yunanistan’ın mecburiyetleri ile çakıştığını savunan itirazlara neden oldu. Bulgar Türklerine uygulanan politikaların uluslar arası alanda kınanmasına rağmen, Bulgar hükümeti seçtiği yolda ilerlemeye devam etti; bunun nedeni, azınlık sorununun bir iç mesele olduğunu savunan Sovyetler Birliği’nden aldığı destektir. Sonuç olarak, Türk azınlıkla ilgili gelişmeye neden olan uluslar arası baskılardan ziyade, ulusal etkenler oldu. 1989 bahar ve yazında, bazı Bulgar Türleri protesto hareketleri düzenleyerek ellerinden alınan isimlerinin yeniden

kendilerine verilmesini istediler. Todor İkonomovo kasabasında, polisin halka ateş açmasından sonra yedi kişinin ölümüyle sonuçlanan bir çatışma yaşandı. 27 Mayıs günü, Bulgar Devlet Başkanı Todor Jivkov bütün vatandaşlarına uluslararası dolaşım için geçerli turist pasaportuna sahip olacakları sözünü vermişti ve Türkiye’den sınır kapılarını açmasını istedi. Türkiye ile göç anlaşması yapmayı reddeden tarafın Bulgar hükümeti olması hasebiyle, bu “istek” için en azından garip demek gerekir. Dönemin başbakanı Turgut Özal Türkiye sınırlarının açık olduğu, hiçbir zaman kapatılmadığı cevabını verdi. Bu cevap da tam gerçeği yansıtmıyordu zira Türkiye göç dalgasını durdurmaya çalıştıktan üç ay sonra sınırlarını kapatacaktı. Bulgaristan tarafından 3 Haziran – 21 Ağustos 1989 arasında uygulanan bu yeni politikanın sonucu olarak, Türkiye’nin sınırlarını kapattığı 21 Ağustos 1989 gününe dek 311.862 etnik Türk Bulgaristan’dan göç etti. 1989 sonrasında gerçekleşen göçlerin en önemli nedeni, Türkiye ile Bulgaristan arasındaki hayat standardı farkıydı; insanları göçe iten, ekonomik şartların daha elverişli olduğu bir ülkede, daha iyi yaşam koşullarına sahip olmaktı. Türk hükümeti on kamp kurarak, Türkiye’de akrabası bulunmayan 1989 göçmenlerini yerleştirdi. Devlet, iş bulmaları için yardımcı oldu. Yatacak yer, yiyecek sağlama konusundaki resmi devlet politikası ve Türk halkının göçmenlere davranışı farklılıklar gösteriyordu; ortalama Türk halkı Bulgar göçmenlere genelde soğuk davranıyordu. “Bizi kendilerinden aşağı görüyorlardı... bizi kendilerinde eşit kabul etmediler... 1978’de göçen Bulgar Türkler bile bize eşitleriymiş gibi davranmadılar. .. bize “gavurlar”, “Bulgarlar” diyorlardı; bize takılan isimler canımıza yetti” 1989’da göçenlerden yaklaşık 150.000 tanesi işsizlik ve fırsat eksikliği nedeniyle Bulgaristan’a geri döndü. Buna karşın pek çok göçmen çok çalışıp az harcayarak yaşam seviyelerini yükseltmeyi başardılar. Bulgaristan göçmenlerinin ilginç bir özelliği, kendi evlerine sahip olabilmek amacıyla sürekli yoksunluk içinde yaşamaya razı olup para biriktirmeleri. Bu aslında tipik bir Bulgar özelliğidir; ev sahibi olmak, başarının temel taşı olarak kabul edilir ve saygı görür. Batı’nın hareketlilik eğiliminin tersi bir olup, Türkiye’ye gelen Bulgar göçmenlerin, Dimitrova’nın deyimiyle “inşaat savunması”nı yaratmıştır. Bulgaristan’dan “ithal” edilen bir diğer belirgin gelenek de “Türk-Bulgar” yerleşim bölgelerinde kadınlar sıklıkla mini etek, genç kızlar ve erkekler de şort giyiyor olmalarıdır; Türkiye’nin büyük bölümünde geçerli olan “kıyafet kodu”ndan epey farklıdır. Genç göçmenler, İslami kurallarla yönetildiği zaman, karşı cinsle ilişkilere alışmakta zorluk çekmektedirler. Örneğin Türkiye’de öğrenci yatakhaneleri kız ve erkekler için ayrıdır; pek çok yerde, bir kadının erkek meslektaşısı ile kahve

içmesine iyi gözle bakılmaz. Göçmenlerin birbirleri ve meslektaşları ile ilişkileri mesafelidir. Göçmen evliliklerinin çoğu da dolayısıyla göçmen toplum bireyleri arasında yapılmaktadır. 1989 dalgasıyla gelen göçmenlere 1994'den itibaren çifte vatandaşlık verilmiştir; bunlar arasından pek çoğu yaz tatillerini Bulgaristan'da geçirmeyi tercih eder. Bazıları yüksek tahsillerine devam etmek ya da askerlik görevlerini yerine getirmek için Bulgaristan'a döner (özellikle Kürt yerleşim bölgelerinde askerlik yapmak korkusundan dolayı). İki devlet arasında karşılıklı askeri görev tanıma anlaşması bulunmaktadır.

II. Dünya Savaşından sonraki ilk on yılda Bulgar Türkleri henüz kültürel kimliklerini ifade etme hakkından mahrum edilmemişlerdi. Hem devlet eğitim birimlerinde hem de yerel medyada Türkçe kullanılıyordu. Türk cemaatinin o zamanlar etnik kimliğini serbestçe ifade edebiliyor olmasına rağmen, rejim değişikliğini takip eden toprak kolektifleştirme harekâtı rahatsız ediciydi. Kırsal bölgelerden yaklaşık 150.000 kişi bu toprak istimlâki yüzünden Türkiye'ye göç etmeye karar verdi. Soğuk Savaş süresince, Bulgar hükümetinin "Türk sorunu" politikası son derece tutarsız ve düzensizdi. Bulgar hükümeti 1950 yılında Türkiye'yi, Bulgar Türklerini göç etmeye teşvik edip, buna rağmen yeterli vize vermemekle suçladı. Türkiye verdiği vize sayısını arttırdınca – ki yukarıda bahsedilen 150.000 kişinin göçüne yol açmıştır- Bulgar hükümeti göç iznini tek taraflı olarak iptal etti. Aynı şekilde, Türk hükümetinin 1984 yılında teklif ettiği göçmenlik anlaşması görüşmelerini de reddetti. Bu arada isim değiştirme kampanyası adı altında, uluslar arası kınamalara yol açan ciddi bir asimilasyon programı yürütüyordu. 1960'ların sonundan komünist rejimin 1989'da sona ermesine dek, ülkedeki insan hakları koşulları bozulmaya devam etti. 1989'daki rejim değişikliğinden sonra, Bulgaristandaki etnik ilişkiler belirgin bir şekilde iyileşti. Türk cemaatinin hakları geri verildi ve Müslüman kökenli bir parti, ilk seçimlerden itibaren karar verme mekanizmasında yer aldı. Ancak Bulgar Türklerin Türkiye'ye göçleri durmadı. Bu sefer etkin unsur, düzeltmek istedikleri düşük hayat standartlarıydı. Bu, anlaşılabilir bir durumdur; Bulgaristan'da halen Türk ve Bulgar etnik kökenli pek çok gencin, yüksek işsizlik oranı ve çekici olmayan iş koşullarına alternatif olarak Türkiye'ye göçü seçecekleri tahmin edilmektedir. Bulgaristan'da günümüzde, Soğuk Savaş dönemindeki insan hakları ihlallerinin tamamen sona ermiş olması bu durumu değiştirmemektedir. Ülke artık Bulgar Türklerine uyguladığı muameleyi belirgin bir şekilde iyileştirmiştir ancak göçlerine engel olamamaktadır; bu sefer Türkiye ekonomik göçmen sayısını sınırlamaya çalışmaktadır.

Yukarıda belirtildiği üzere, iki ülke arasındaki ikili ilişkiler ancak 1989'da, rejimin değişmesinden sonra iyileşmeye başlar. Günümüzde, Türk Bulgar ilişkileri "mükemmel" olarak nitelenebilir. Yalnızca azınlık hakları değil, ekonomik işbirliği de yapılmaktadır. Buna ilaveten, etnik Türklerin yoğun yaşadığı Bulgar topraklarında ekonomik gelişme sağlamak için müşterek projeler yürütülmektedir.

Bulgar Türklerine karşı Bulgar devletinin tutumu, 1989'dan bu yana etkileyici bir değişim göstermiştir.

2000 Yılında ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından yayınlanan bir raporda, Bulgar hükümetinin masraflarını karşıladığı Türkçe lisan sınıfların tedrisata devam ettiği ve 2 Ekim 2000 yılında Bulgar ulusal televizyonunun Türkçe haberler programını yayını başlattığı belirtilmektedir.

1992'de yapılan nüfus sayımında, 8.487.317 toplam nüfusun 800.055'i yani %10'undan azını Türkler oluşturuyordu. Bunun nedeni, 1992'den itibaren Türkiye'ye göçün ciddi boyutlarda olmasıydı.

Türkiye, Bulgar hükümetinin Türk cemaatine ilişkin politikasında yapılan iyileştirmeleri tanıdı ve Türk başbakanı 1999'da, Bulgar Türklere gösterilen iyi muameleden dolayı Bulgar hükümetine teşekkürlerini bildirdi.

Türkiye-Bulgaristan ilişkilerinin ajandasında artık ekonomik sorunları iyileştirmek var: Bulgaristan'da, Türk azınlığın yoğun olarak yaşadığı bölgelerin ekonomik sorunlarını hafifletmek, ticaret ve altyapı projelerini kolaylaştırmak gibi.

2000 yılında, Bulgar GSMH'sının %4'ünü, Türkiye'ye yaptığı ihracat oluşturuyordu. Bugün artık iyi ikili ilişkiler ve geliştirilmiş ekonomik işbirliği için herhangi bir engel bulunmuyor. Türk politikacıları bu konuda pek çok kez, gerekli iyi niyet gösterisinde bulundular; ikili ilişkilerin geliştirilmesi için Batılı tarzda bir vizyonla, dostça yaklaştılar, iyimser bir gelecek resmi çizdiler.

Resmi olmayan ancak uygulamada Bulgaristan'daki Türk azınlığın halen maruz kaldığı ayrımcılığın varlığı, gelecekte aynı tür problemlerin yaşanıp yaşanmayacağı sorusunu akla getiriyor. Ancak son yıllarda yaşanan gelişmeler ışığında, bu tür bir senaryo mümkün görünmüyor. Bulgar Türkleri Bulgar toplumuna gayet iyi uyum sağlamış ve azınlık haklarına kavuşmuş durumdadır. Bu aşamada pek çok Bulgar Türk daha iyi bir yaşam standardına kavuşmak için Türkiye'ye göç etmeyi istemektedir.

Türk-Bulgar ilişkilerini etkileyebilecek bir unsur daha vardır: Türkiye'nin Balkanlara ilişkin – özellikle Yunanistan- dış politikası. 1945'ten bu yana Kıbrıs konusu Bulgar politikasında iki kez gündeme geldi. İlkinde, o zamanlar devlet başkanı olan Jivkov bunu Bulgar Türklerine uygulanan isim değiştirme politikasına (1984-1985) mazeret olarak kullandı. İkincisi ise 1991 yılında yapılan Büyük Millet Meclisi oturumunda, milletvekilleri tarafından, bugün geçerli Bulgaristan Anayasası'nın bazı bölümlerine gerekçe olarak kullanıldı. Dolayısı ile, gelecekteki Türk-Yunan ilişkilerindeki gelişmeler Türk-Bulgar ilişkilerini de etkileyecektir. Günümüzde, Türkiye'nin AB üyeliğine Yunanistan'ın verdiği destek ve iki ülke arasındaki diyalog, iyimser bir çerçeve oluşturmaktadır. Ayrıca, Türk-Bulgar ilişkilerinde iyi niyet ve işbirliğini sürdürmek için gerekli şartlar yerine getirilmiş durumdadır. Türkiye-Bulgaristan ikili ilişkilerinin son yıllardaki yükselen çizgisi, azınlık sorunlarının, Balkan ülkeleri arasında iyi komşuluk ilişkileri kurup geliştirmek için ciddi bir engel teşkil etmediğini ispat etmiştir. Bu da, azınlık sorunlarına barışçı ve Batılı tarzı bir bakış açısıyla getirilen çözümlerin, iki tarafın da iyi niyetli, hoşgörülü ve ölçülü bir tavır sergilemesi koşuluyla uygulanabilirliğini doğrulamaktadır.

Introduction

Le but de cette thèse est d'analyser les dynamiques de la politique des minorités, surtout celles qui se rapportent à la minorité turque. Elle va essayer d'examiner d'une part la situation entre les deux Etats, de ce fait étudier la façon dont ce problème a été traité pour aboutir à une solution ; voir comment ces questions et les tentatives de solution ont affecté les relations turco-bulgares, les effets des problèmes qui persistent encore actuellement dans les deux pays et d'autre part, les réactions des peuples turcs et bulgares face à ces questions.

Tout au long de leur histoire, les relations entre la Turquie et la Bulgarie ont eu des problèmes. Pendant de longues années, ces deux pays n'ont pas réussi à établir une connection amicale. Après l'établissement de l'Etat Bulgare, la question de la minorité Turque a été la raison principale de cette animosité; mais le fait que les Bulgares furent sous l'autonomie de l'Empire Ottomane, la différence des religions et des cultures sont des raisons qui étaient à la base des relations hostiles entre les deux pays. Depuis l'établissement de l'Etat Bulgare jusqu'à nos jours, tout en incluant la période de la II Guerre Mondiale, l'un des facteurs les plus importants affectant les relations turco-bulgares a été le statut des Turcs en Bulgarie.

Dans ce travail, nous allons essayer de rechercher et montrer les racines et les causes des problèmes dans les relations bulgare-turques qui ont commencé durant la période Ottomane et la façon dont elles ont été traitées, celles qui ont été résolues et celles qui sont actuellement présentes. Dans ce but, nous allons citer les injustices perpétrées contre la minorité turque en Bulgarie ainsi que les restrictions officielles et non officielles, les contraintes exercées par l'Etat et la société Bulgares.

En traitant le sujet des minorités Turques en Bulgarie, il m'a paru nécessaire de citer les Romains, les Albanais et les autres minorités non Turques. J'ai essayé d'avoir un point de vue plus étendu sur la question en mentionnant ces minorités qui ont vécu des problèmes similaires.

Si nous voulons tracer le début de la problématique, le 13 Juillet 1878 doit être pris comme date d'initiation du problème en question. C'est ce jour-là que la Bulgarie

a été établie comme « une principauté (Knajestvo) dépendant du Sultan Ottoman et lui payant ses taxes » par un traité de paix multinational signé à Berlin. Le 3^{eme} article de ce traité déclarait que « le Prince de la Bulgarie serait élu par la voix libre du peuple et approuvé par la Porte (le gouvernement Ottoman) » Le 2nd paragraphe de la même clause spécifiait que les « droits et intérêts » des Turcs en Bulgarie seraient protégés durant les processus consécutives d'élection du prince et de préparation de la constitution Bulgare.¹ Ce traité faisait référence à la minorité Turque en tant que « Les Turcs ».

La première partie de la thèse commençant par le survol chronologique des fondements historiques des relations entre l'Etat Ottoman et La Bulgarie, traite de l'établissement de l'Etat Bulgare et de la culture ethnique et politique des minorités durant cette période. Le 5^{eme} article du traité de Berlin incluait les principes concernant les droits et libertés des minorités en Bulgarie. Lorsqu'on parle des minorités en Bulgarie, c'est la minorité Turque musulmane qui est plutôt sous-entendue, du fait que la population la plus nombreuse après les Bulgares était la population Turque musulmane. Le 5^{eme} article cité ci-dessus qui avait été composé en tenant compte de la minorité Turque musulmane, leur garantissait les mêmes droits civils et politiques avec la majorité Bulgare. Le gouvernement Bulgare était obligé d'accorder aux minorités du pays, tous leurs droits et libertés minoritaires. Ces droits ne seraient en aucun cas restreints ou abolis par les lois bulgares.

La section « B » de la première partie essaye d'explorer l'impact de l'idéologie nationale sur les minorités qui habitent en Bulgarie. Le but principal de cette partie est de démontrer la façon dont les droits des minorités qui étaient essentiellement protégés par la loi, ont été piétinés. En outre, l'Accord de Neuilly (1919), considéré comme l'un des piliers des relations turco-bulgares, comprend des articles spécifiant très nettement que les droits des minorités, à commencer par ceux des Turcs seraient protégés, suivis et contrôlés.²

¹ Bilal Şimşir, **The Turkish Minority in Bulgaria: History and Culture in The Turks of Bulgaria**, Istanbul, 1990, p.43

² **Ibid.**, p.48

La deuxième partie de la thèse analyse essentiellement le problème de minorité en Bulgarie et premièrement elle touche à la question d'éducation qui se trouve être l'une des pierres principales de la problématique turque en Bulgarie. Entre 1934-1944 les journaux turcs furent fermés ; les archives témoignent la clôture d'approximativement 1700 écoles Turques; la minorité Turque fut opprimée outre mesure. La coercition qui fut exercée soit secrètement soit ouvertement sur la minorité turque par le gouvernement Bulgare, ainsi que les restrictions de leur liberté de religion, ont été examinées dans ce chapitre.

La section « B » de la deuxième partie examine la période récente des relations turco-bulgares et analyse la façon dont le problème a évolué et où il a abouti. Elle comprend l'analyse de l'influence du Parti Communiste Bulgare durant cette période, la plus-value des élections démocratiques, les impacts des promesses de ces élections sur la minorité Turque, ainsi que la nouvelle face du problème. J'ai essayé de me pencher sur les droits du peuple Bulgare, la comparaison de ces droits avec ceux de la minorité turque, l'assimilation des minorités et les valeurs qui ont disparu parmi le peuple bulgare et finalement la nouvelle image qui en est ressortie.

La dernière partie se penche sur la façon dont la Bulgarie actuelle voit la minorité turque, la nouvelle définition du problème et la nouvelle tournure que la situation a pris. Ce dernier chapitre essaye de voir si les problèmes expérimentés dans le passé et qui existent actuellement ont changé et le nouvel aspect des situations qui ont subi des changements. Finalement, elle traite de la dernière décennie qui comprend les élections de 2001, les modifications survenues après les lois de 2002 et le statut des minorités turques à présent, dans une Bulgarie démocratisée, membre de l'Union Européenne.

I. Première partie : Survol chronologique des fondements historiques des relations entre L'Empire Ottoman et La Bulgarie

A. Fondements historiques

1. L'Empire Ottoman, La Bulgarie et l'histoire commune

L'Etat Ottoman était une obéissance absolue réclamée. Même après que les territoires centraux dans l'Anatolie et les Balkans avaient été obtenus et sécurisés, l'armée est restée une classe séparée, et ne s'est pas engagée dans l'administration ou l'agriculture. Dans les provinces, les autorités musulmanes ont également fonctionné comme représentants des Ottomans, mais elles n'ont pas été impliquées non plus dans le gouvernement quotidien. L'expansion régulière de l'empire a empêché le sultan de surveiller personnellement tous ses territoires; une caste administrative a régi les provinces. Tout au long des siècles de son expansion, c.-à-d., jusqu'au début du dix-septième siècle quand il a commencé à décliner, l'empire Ottoman a été soutenu par les impôts collectés des territoires conquis et par le butin de guerre. Les conquérants sont demeurés l'élite politique et militaire et les populations non musulmanes incorporées sont devenues des ouvriers agricoles. Les non Musulmans, appelés les *rayas*, ont dû payer des impôts plus élevés et étaient obligés de fournir de jeunes mâles à être formés dans l'armée impériale. Ils étaient appelés les devshirmés. Cette pratique a été annulée au dix-huitième siècle, en raison du mécontentement des rayas.

La majeure caractéristique du principe d'organisation de l'empire Ottoman était la religion. La langue et l'appartenance ethnique, en revanche, n'étaient pas considérées comme des facteurs aussi importants. Les Ottomans ont groupé ensemble les gens de croyance apparemment semblables, qui reconnaissaient la même autorité interne. Cependant, comme Sugar le note, la nation orthodoxe était "pas du tout unie intérieurement. Des différences linguistiques, ecclésiastiques et même protonationales qui ont précédé la conquête Ottomane, ont non seulement survécu mais ont été

aiguisés quand le millet orthodoxe a été placé sous le patriarche à Istanbul et les Grecs et la langue de grecque sont devenus dominants."³

Les autorités Ottomans ont considéré le système de millet positivement, parce qu'ils pourraient laisser le gouvernement interne et les affaires juridiques aux millets. Même chez les millets non Musulmans, cependant, les cas concernant des musulmans étaient sujets à la loi musulmane et ont été administrés par les autorités centrales.

L'absence d'une classe d'aristocrates fonciers parmi les nationalités balkaniques, excepté en Albanie et la Roumanie, a mené à l'apparition des fonctionnaires d'église comme chefs dans les millets. Le rôle de l'église orthodoxe dans le système de millet a augmenté solidement pendant que le clergé devenait le lien entre les autorités Ottomans et la population locale. En effet, l'église orthodoxe est devenue une partie de la structure d'Etat dans l'Empire Ottoman.⁴

Mais elle a également eu un autre rôle, dit Peter Sugar, comme l'établissement "uniquement 'national' avec lequel l'Europe du Sud-est Orthodoxe sous le règne Ottoman 1354-1804 pourrait s'identifier, " et de ce fait être "l'institution sur laquelle une nation Etat ranimée pourrait être bâtie."⁵

En effet, l'église s'avérerait être le facteur d'unification pour les Serbes et les Bulgares. Elle est demeurée le gardien de la mémoire et de l'identité nationale. Les premiers appels pour la libération, en particulier en Bulgarie, proviennent des monastères et des fonctionnaires d'église.

Bien que l'Etat Ottoman ait été un Etat explicitement religieux, et l'Islam la religion d'Etat, l'Empire a toléré la religion de ses peuples non Musulmans. La conversion a été certainement encouragée, et il y avait quelques cas de conversion forcée. Mais aucun des sultans n'a considéré la conversion systématique de tous ses sujets dus à leurs nombre, à la difficulté de l'opération, et à la probabilité des rébellions importantes. D'ailleurs, l'empire dépendait des impôts de la population non Musulmane, qui payait plus que les Musulmans. Le fait qu'il était permis seulement

³ Peter Sugar, **Southeastern Europe under Ottoman rule, 1354-1804**, Seattle University of Washington Press, 1977, p.231.

⁴ Charles Jelavich, **Tsarist Russia and Balkan Nationalism, Russian influence in the internal affairs of Bulgaria and Serbia, 1879-1886**, Berkeley University of California Press, 1962, p.100.

⁵ Sugar, **op.cit.** p.46-47

aux Musulmans de joindre l'armée et d'occuper des positions administratives, a limité les non Musulmans économiquement à l'agriculture et au commerce. Ces prohibitions, combinées avec des impôts plus élevés, ont formé une incitation puissante pour la conversion.

Indépendamment des raisons économiques pour la conversion en Islam, la conversion s'est également produite en raison de l'adaptabilité du christianisme pratiqué dans la région. Les groupes les plus influents dans la conversion de l'Islam aux Balkans étaient de diverses sectes musulmanes, dont les rituels et la croyance étaient plus près de la foi chrétienne locale. Un des sectes musulmanes pour infiltrer les Balkans était les derviches, qui ont commémoré de divers saints, un élément typique de Christianisme Orthodoxe.⁶

Par conséquent, ce n'était pas toujours ce "difficile pour les chrétiens dont la foi était d'une variété folklorique superstitieuse, à passer à un semblable, mais une version plus rigide, populaire de l'Islam."⁷ En d'autres termes, il y avait également des conversions volontaires en Islam, bien que l'historiographie balkanique traditionnelle ait rarement concédé ce point. Beaucoup de gens en Bosnie, Herzégovine, en Albanie, et les montagnes de Rhodope de la Bulgarie sont devenues Musulmans et ces régions ont toujours une majorité musulmane. L'endurance de la foi de ces groupes peut être prise en tant qu'évidence additionnelle de leur conversion la plupart du temps volontaire.

Les mariages mixtes et les conversions également aidé à changer la démographie des Balkans, et mené à l'apparition des groupes avec de nouvelles caractéristiques, telles que le Pomaks. C'étaient des Musulmans, mais ils ont maintenu la langue Bulgare. Les nationalistes fortement anti musulmans aux Balkans ont fait une distinction entre les Turcs proprement dits et d'autres qui avaient converti en Islam. Ils ont banni les membres de leurs communautés qui ont converti en Islam, et les ont regardés comme "étrangers" et "Turcs."⁸ Tandis que les nationalistes balkaniques admettaient l'existence des convertis Slaves à l'Islam pendant la période

⁶ Antonina Zhelyazkova, B. Aleksiev and Z. Nazarska, **Myusulmanskite obstnosti na balkanite i v Bulgaria (The Muslim communities in the Balkans and in Bulgaria)**, Sofia, 1997, p.38.

⁷ Sugar, **op.cit.**, p.54

⁸ Zhelyazova, **op.cit.**, p.32-33.

Ottomane, ils ont nié que c'était volontaire. De cette façon, ils ont justifié les campagnes postérieures de l'assimilation et de l'acculturation contre ces minorités. Les minorités différant de la majorité en langue aussi bien qu'en religion et culture ont été regardées en tant que plus fondamentalement étranger, et probablement déloyales.⁹

A part la conversion volontaire et le système du devshirmé, il y avait également des exemples de conversion forcée. Dans la plupart des cas, ces campagnes faisaient partie d'une mesure punitive contre les provinces rebelles. Zhelyazkova soutient qu'il y avait relativement peu d'exemples pareils et ils n'étaient pas les éléments d'une pratique établie. Un de ces exemples était le massacre en 1394 de l'élite de Tyrnovo (le capital Bulgare alors), qui s'est opposée à la conversion en Islam. Zhelyazkova soutient que la mémoire de ces mesures punitives Ottomanes est demeurée profondément enracinée dans " la mémoire historique, en particulier des Bulgares, pas sans l'aide de quelques mystifications historiques. " Par exemple, elle remet en cause la validité de quelques documents historiques Bulgares du dix-neuvième siècle. Sa vue critique est pourtant vigoureusement rejetée par la plupart des historiens Bulgares et par le public Bulgare en général.¹⁰

Le système de *millet* a eu des conséquences de longue durée pour les sociétés Balkaniques même après la dissolution de l'Empire Ottoman. La ségrégation religieuse stricte qu'il a encouragée a mené à l'isolement, politiquement et culturellement, les sujets Chrétiens et Juifs de l'Empire. Cet isolement a encouragé la conservation des différentes caractéristiques individuelles des millets et les a tenus à distance de l'assimilation.¹¹

Cela peut également expliquer la contribution culturelle relativement maigre des Musulmans à la culture de la région Balkanique. Les fonctionnaires Musulmans les plus doués ont été assignés aux centres Ottomans principaux. En revanche, l'Europe du sud-est aurait pu être une région d'importance économique et militaire pour les Ottomans, "mais c'était ethnographiquement 'terre étrangère' et ne favorisait pas la création des contributions durables à la civilisation Ottomane Turque."¹²

⁹ Norris, *op.cit.*, p.257

¹⁰ Zhelyazkova, *op.cit.*, s 48-49

¹¹ Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford University Press, 2002, p.14-15

¹² Sugar, *op.cit.*, p.253

Le système de millet a également déterminé la disposition des villes et des zones urbaines dans l'empire. Dans la plupart des villes, les différents millets ont occupé des voisinages différents. Quelques académiciens ont interprété ceci comme un cas de discrimination religieuse contre des minorités nationales. Cependant, dans ce cas-ci le legs Ottoman s'est avéré être très résistant. L'héritage de cette ségrégation religieuse en termes de logement, est resté une caractéristique dominante des villes Balkaniques, et a pu être observé même en temps modernes, dans des provinces moins industrialisées et moins urbanisées.

L'empire Ottoman a commencé à décliner après le dix-septième siècle en raison de son incapacité à résoudre les nouveaux problèmes économiques, politiques, et sociaux. L'empire est donc demeuré " un Etat médiéval avec une mentalité médiévale et une économie médiévale mais avec le fardeau supplémentaire d'une bureaucratie et d'une armée permanente qu'aucun Etat médiéval n'avait jamais eu à supporter."¹³

Sa force militaire a diminué et il n'y avait plus de conquêtes. Au dix-huitième siècle, l'empire a même commencé à perdre du territoire, ce qui a réduit le nombre de contribuables et le revenu du butin de guerre. L'imposition sur la population restante a augmenté, ayant comme conséquence un mécontentement croissant.

Les différentes nationalités dans l'empire ont profité de ce déclin progressif pour augmenter leur statut économique et social. Ce n'est que pendant les siècles postérieurs de la domination Ottomane, et avec l'affaiblissement de l'autorité impériale, qu'il y a eu des concessions aux non Musulmans dans des secteurs économiques et politiques. Le contrôle affaibli Ottoman résultât à "plus de pouvoir aux Turcs locaux et les Albanais dans la campagne et plus pour les Grecs et autres dans les villes."¹⁴

Un déclin graduel de la population Turque Musulmane dans les Balkans a été causé par le nombre de Musulmans morts dans des campagnes militaires, un taux de naissance généralement bas, et moins de musulmans d'Asie venant dans la péninsule Balkanique. La population non Musulmane a également acquis plus de terres et est

¹³ Lewis, **op.cit.**, p.36

¹⁴ Sugar, **op.cit.**, p.222

devenue plus active dans le commerce et la fabrication vers la fin du dix-huitième et dix-neuvième siècle. Convertis en Islam et ainsi ont eu leurs privilèges", le clergé est devenu le leader national principal.¹⁵

Le mouvement qui a affirmé le caractère national des différentes églises, séparées de la domination ecclésiastique et politique Grecques, est souvent regardé comme une partie inhérente de la lutte pour renforcer et affirmer la conscience nationale. Mais l'argument opposé peut également être proposé : que le clergé Grec était le soutien non seulement de la religion Orthodoxe mais aussi de la cohérence nationale-culturelle du millet. Dans ce contexte, les motifs de l'Eglise Grecque pour établir sa domination stricte sur le millet Orthodoxe étaient justifiés. Puisque le patriarche grec a dû obéir aux commandes de Sultan pour une église Orthodoxe unifiée, le clergé "avait le devoir suprême de protéger la foi et sa pureté. Par conséquent, il a dû insister pour la conformité doctrinale et même sur des aspects purement ritualistes des services religieux pour sauver l'église de l'annihilation."¹⁶

Le mouvement balkanique hajduk (groupes de guérilleros postés dans les secteurs montagneux) a également été traité traditionnellement par les historiens Balkaniques comme un aspect de la résistance nationale. Les bandes de Hajduk étaient une forme de résistance rurale, mais elles manquaient d'organisation et de coordination. Ce n'est qu'au dix-huitième siècle que le mouvement a acquis un caractère national; des unités de "hajduk ont été transformées en armées principales de résistance nationale, illustrant la transformation du 'banditisme' en forces de libération nationale"¹⁷ D'autres historiens, y compris Eric Hobsbawn, le considèrent davantage comme une résistance au changement économique¹⁸ et comme nuisible à la population rurale, parce qu'il "représentait une menace directe à la sécurité des masses et du gouvernement Turc."¹⁹

¹⁵ Barbara Jelavich, **History of the Balkans: Twentieth Century**, New York: Cambridge University Press, 1983, vol2, p.24.

¹⁶ Sugar, **op.cit.**, p.253

¹⁷ **Ibid.**,

¹⁸ **Ibid.**, p.243.

¹⁹ Djordjevic, **op.cit.**, p.14.

Le déclin de la puissance militaire, politique, et économique de l'Empire Ottoman a présenté aux peuples Balkaniques l'occasion de chercher à recouvrer leur indépendance, mais les mouvements hajduk étaient trop isolés et décentralisés pour défier l'autorité supérieure Ottomane à Istanbul. Il y avait peu de chances de gagner l'indépendance par la diplomatie, et par conséquent elle ne pourrait être réalisée qu'au moyen des combats. Les peuples Balkaniques manquaient de ressources économiques et politiques pour défier les Ottomans par eux-mêmes ; ils ont donc du chercher de l'aide extérieure. Le déclin économique et politique de l'Empire Ottoman a également facilité l'intervention d'autres Etats Européens dans ses affaires. La Russie, l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne ont tous eu un intérêt particulier dans "L'Homme malade de l'Europe" comme on appelait l'Empire Ottoman. Un manque continuel d'argent depuis le dix-huitième siècle a forcé le gouvernement Ottoman à chercher des prêts étrangers. En retour, le Sultan a accordé des privilèges économiques spéciaux aux sujets de ces Etats. La dépendance économique du gouvernement Ottoman a mené à l'intervention politique active des Etats créanciers. Vers la fin du dix-neuvième siècle, l'Empire Ottoman était devenu à moitié dépendant des puissances Européennes. A part son intérêt économique et politique, la Russie avait également un intérêt spécial pour la population Orthodoxe de l'Empire. Bien que le Panslavisme ait été parfois un facteur pour la participation de la Russie dans les guerres avec les Ottomans, celui-ci a été motivé principalement par les "demandes et les pulsions de la Grande Russie et par l'idéologie de l'Eglise Orthodoxe, et non pas par les sentiments d'une communauté Slave".²⁰ En d'autres termes, les détroits menant vers la Méditerranée et la position stratégique de la péninsule Balkanique ont été beaucoup plus attrayants pour les tsars Russes que la libération des Slaves méridionaux.

1.1. La Bulgarie indépendante et la racine des relations avec les Turcs

Après la guerre Russo-Turque de 1877-8, le Traité de San Stefano, dicté par la Russie, a assigné la plupart des territoires Européens de l'Empire Ottoman à la

²⁰ H. Kohn, **Pan-Slavism, its history and ideology**, Notre Dame, Indiana University of Notre Dame Press 1953, p.5

Bulgarie, la Grèce, ou la Serbie. La Bulgarie a reçu la grande partie des territoires et ceci a largement accompli les désirs des nationalistes Bulgares. Cependant, les autres pays Balkaniques, aussi bien que les grandes puissances de l'Europe, ont considéré cette Grande Bulgarie comme injuste et menaçante. Et ainsi, en automne de 1878 au congrès de Berlin, beaucoup de territoires Bulgares ont été redistribués parmi les pays voisins. San Stefano Bulgarie s'est rétréci à 37.5% de sa taille précédente²¹ et ses territoires méridionaux (la Roumélie orientale) ont été reconstitués à l'Empire Ottoman, ce qui a provoqué des démonstrations violentes en Bulgarie méridionale.²² Mais l'arrangement conçu à Berlin en 1878 a prouvé être seulement provisoire, vu les grandes possessions Balkaniques qui restaient de l'Empire Ottoman, l'énervement de ses peuples non Turcs, et les machinations continues des puissances Européennes.

La question du nombre de Turcs qui habitaient en Bulgarie en 1878 est ouverte à discussion. Quelques autorités estiment que le pourcentage des Turcs et/ou bien des Musulmans était considérable. La population Musulmane été concentrée principalement dans les grandes villes, tandis que la population Bulgare était principalement rurale, le nombre le plus élevé de colonies purement Bulgares se trouvant dans les montagnes Balkaniques. Un historien décrit le rapport entre les Musulmans et les Chrétiens dans l'Empire Ottoman, en tant qu'une "coexistence pacifique... basée sur un respect mutuel des traditions, des caractéristiques spécifiques de la vie de tous les jours." Cependant, à la suite de la renaissance nationale Bulgare, le rapport est devenu un rapport de "méfiance, de préjudice, et d'une certaine sorte de recherche de vengeance culturelle et sociale, qui a parfois donné l'image d'une position de domination nationale."²³ A la suite du Traité de Berlin qui a démuni La Bulgarie de la Roumélie Orientale, le nombre des Musulmans a décru. Cependant, il y avait toujours un nombre signifiant de Turcs, dû au fait de nombreuses garnisons dans le Nord de la Bulgarie qui avait été sur la frontière Ottomane depuis plusieurs décennies.

²¹ Crampton *op.cit.*, p., 75.

²² Djordjevic, *op.cit.*, p.174

²³ Antonina Zhelyazkova, "The Social and Cultural Adaptation of Bulgarian Immigrants in Turkey" in **Between Adaptation and Nostalgia: The Bulgarian Turks in Turkey**, International Center for Minority Research, Sofia, 1998, p.101

Le nouvel Etat partageait un problème commun avec le reste des pays Balkaniques, notamment l'hétérogénéité de sa population. A part sa nombreuse minorité Turque, l'Etat Bulgare incluait aussi bien des Vlachs, des Juifs et Arméniens en plus petit nombre. Mais tous les membres des groupes minoritaires étaient des citoyens à droits égaux du nouvel Etat et avaient constitutionnellement droit d'éducation. Le gouvernement Bulgare permettait même à ses minorités ethniques et religieuses d'ouvrir leurs propres écoles, bien qu'il insistât sur le droit de contrôle sur toute éducation.²⁴ Les droits des Musulmans étaient explicitement protégés dans le Traité de Berlin qui stipulait que "la liberté et la pratique extérieure de toutes les formes de culte étaient assurées à toutes les personnes appartenant à la Bulgarie."²⁵ Pourtant, à la suite de l'établissement d'une Bulgarie indépendante, la population Musulmane s'était réduite du à l'émigration. Le plus grand exode a eu lieu après la guerre Turco-Russe de 1877-78. Jusqu'à la première décennie du vingtième siècle, la population Musulmane de la Bulgarie avait décliné de 20%, à 12% de la population totale, le nombre d'émigrants étant approximativement 350.000.²⁶ Les historiens attribuent cet exode d'après l'indépendance, à la peur de vengeance contre les Turcs, même contre ceux qui n'avaient rien à faire avec la suppression du mouvement national Bulgare. Quelques Bulgares ont détruit les mosquées et les domiciles Musulmans durant une courte période. Mais beaucoup de Musulmans ne se sentaient plus en sécurité dans un pays qui n'était pas dirigé par des lois Musulmanes and sont partis « simplement parce qu'ils ne pouvaient pas s'adapter à vivre dans une société et un Etat Chrétiens. »²⁷ En particulier, la plupart des riches propriétaires fonciers riches ont émigré presque aussitôt, ce qui a aidé à équilibrer la différence économique parmi les Turcs et les Bulgares.²⁸

Le nouvel Etat Bulgare n'a pas eu à créer son système d'éducation à partir de zéro. La plupart des communautés Bulgares avaient déjà établi leurs écoles durant la période Ottomane, et avant la moitié du dix-neuvième siècle il y avait « un système

²⁴ William F. Russell, **Schools in Bulgaria**, New York: Teachers College, Columbia University. 1924, p.5 1

²⁵ R.J. Crampton, **Turks in Bulgaria. 1878-1994, in The Turks of Bulgaria: The History, Culture and Political Fate of a Minority**, Istanbul : Isis Press, 1990, p.99

²⁶ Zhelyazkova, **op.cit.**, p.111

²⁷ Crampton, **op.cit.**, p.114-115

²⁸ R.J. Crampton, **op.cit.**, p.102

réel d'écoles » en Bulgarie.²⁹ A la suite de la libération de la Bulgarie, le nouvel Etat a établi un Ministère d'Education pour remplacer le système religieux des écoles héritées de l'Empire Ottoman.³⁰ Des écoles Musulmanes existaient bien entendu dans le territoire Bulgare, avant l'indépendance. La plupart d'entre elles étaient des écoles primaires. Le personnel instructif était principalement constitué des hodjas, c.à.d. des instituteurs religieux qui employaient le Coran en tant que leur manuel d'éducation principale et avaient une connaissance limitée de la langue Bulgare. Bien que cet arrangement éducationnel paraisse tolérant, il n'incluait pas les écoles minoritaires sous sa juridiction.

Marin Drinov, Ministre d'Education et la figure principale derrière les nouvelles lois d'éducation (écrites en 1878), explique qu'il y avait un désir de préserver les traditions de ces institutions éducationnelles et éviter une intervention trop autoritaire dans les affaires internes des Musulmans et des Juifs, aussi bien que dans les écoles du Patriarcat Orthodoxe. Pourtant, depuis le commencement, il y avait un paradoxe dans la relation entre l'Etat et ses diverses minorités. Bien que selon la constitution, tous les citoyens Bulgares avaient droit à l'éducation publique, les lois Bulgares excluaient les écoles minoritaires de l'aide financière de l'Etat. Les mosquées et les maisons privées étaient employées comme salles de classe, puisque le gouvernement Bulgare avait décidé de s'approprier tous les bâtiments publics construits avec des fonds communautaires. Donc, les minorités payaient des impôts d'éducation, mais cet argent n'allait pas à leurs écoles.³¹

Le but politique de la plupart des Bulgares nationalistes, après l'indépendance, était de restaurer la Grande Bulgarie du Traité de San Stefano. La période de 1880-85 était caractérisée par la restauration du réseau révolutionnaire de pré libération qui maintenant servait la cause d'unifier la Bulgarie et la Roumélie Orientale. Le plan prévoyait une insurrection militaire avec l'aide du Prince Bulgare Alexander Battenberg, et le commandant de l'armée Bulgare avait accepté d'y participer. Le soulèvement tourna en coup d'Etat à la suite de la déchéance du gouverneur général de

²⁹ Russell, **op.cit.**, p.8

³⁰ Zhorzheta Nazarska, **The Bulgarian State and Its Minorities, 1879-1885**, 1999, p.81

³¹ **Ibid.**, p.81-82

la Roumélie Orientale et le Prince Alexander annonça l'unification de la Bulgarie en Septembre 20, 1885.

L'unification du pays avait des sérieuses répercussions politiques, sociales et éducationnelles. Le parlement passa une nouvelle loi d'éducation, restreignant les droits et l'autonomie des écoles minoritaires. Par exemple, la nouvelle loi stipulait que toutes les écoles, y compris les écoles minoritaires, devaient avoir des facultés et des conseils écoliers composés de citoyens Bulgares. La langue Bulgare devint aussi un sujet obligatoire dans toutes les écoles, ce qui interférait avec le programme des écoles minoritaires.³² Cependant, certains croient que la restriction des droits minoritaires dans les lois d'éducation qui a été acceptée entre 1885 et 1891, était motivée par le désir du gouvernement Bulgare d'affaiblir l'influence Grecque autant que l'influence Turque.³³

En 1908, les Jeunes Turcs se sont saisis du pouvoir à İstanbul. Leur programme était la modernisation et l'unification des territoires Ottomans, incluant la Roumélie Orientale que certains Jeunes Turcs croyaient être encore l'une de leurs provinces. Cela envoya un signal puissant au gouvernement Bulgare qui déclara sa complète indépendance de l'autorité Ottomane et cessa toute relation politique avec l'Empire Ottoman. Le Prince Ferdinand devint le Roi de la Bulgarie.³⁴

La complète indépendance de la Bulgarie pourvut son gouvernement avec le contrôle sur toutes les questions internationales et les affaires étrangères. En particulier, il y avait un changement perceptible dans la politique minoritaire, bien que la Bulgarie ait signé le Protocole et la Convention d'İstanbul (Avril 1909), dans lequel les droits minoritaires des Turcs étaient réaffirmés.³⁵ Mais selon la Loi d'Education Secondaire, passée en 1909, l'histoire et la géographie Bulgares devenaient cours obligatoires pour tous les élèves et visait forcément les minorités et leur situation en

³² **Ibid.**, p.84.

³³ Crampton, **op.cit.**, p.67

³⁴ Crampton, **op.cit.**, p.130-132

³⁵ A. Mete Tunçoku, **The rights of minorities in international law. The case of the Turkish minority in the People's Republic of Bulgaria" in The Turks of Bulgaria: the history, culture and political fate of a minority**, Istanbul, 1990, p.245

relation avec la majorité de la nation.³⁶ L'éducation était considérée comme un moyen pour imposer un sens plus vigoureux de « conscience nationale » parmi les minorités ethniques et religieuses. Certains historiens soutiennent cependant que « le système d'éducation centré sur l'ethnicité et la culture avait entravé » l'intégration des Turcs dans la vie nationale et culturelle. Malgré la politique d'Etat, la plupart d'eux ne parlaient pas le Bulgare, et par conséquent étaient marginalisés du marché de travail et la vie culturelle du pays.³⁷ Jusqu'à la 1ere Guerre Mondiale, le gouvernement Turc a financé les écoles Turques en Bulgarie. Il a pourvu les manuels scolaires et les instituteurs dont les salaires étaient payés par le Ministère d'Education Ottoman.³⁸

La redistribution insatisfaisante (selon la plupart des pays Balkaniques) des territoires du 1878 a culminé en trois guerres Balkaniques, commençant en 1912. La Première Guerre Balkanique (1912-13) a virtuellement éliminé la présence Ottomane de Europe et a mené à la formation d'une Albanie indépendante. Ensuite, le problème insolvable de la Macédoine a amené la Serbie et la Grèce en conflit avec la Bulgarie pour une Deuxième Guerre Balkanique (1913), qui a causé la division de la Macédoine parmi la Serbie et la Grèce. Bien que le régime des Jeunes Turcs était incapable de préserver les territoires Européens de l'Empire Ottoman, il a assuré son contrôle sur le gouvernement Turc par le truchement des conflits militaires en 1912-1913.³⁹ La Troisième Guerre Balkanique (1914) est devenue, bien entendu, la Première Guerre Mondiale. La participation de la plupart des pays Balkaniques dans ce conflit était motivée encore une fois par le désir de réviser et élargir leurs attributions territoriales précédentes.

1.2. La Bulgarie : Entité Homogène

Selon certaines opinions, la présence des minorités ethniques et religieuses dans le territoire de la nation-Etat Bulgare, ternissait son image comme entité

³⁶ Mila Mancheva, **Image and Policy: the Case of Turks and Pomaks in Inter-war Bulgaria, 1918-1944**

(with special reference to education)" *Islam and Christian-Muslim*, 2000, p.365

³⁷ Zhelyazkova, *op.cit.*, p.221

³⁸ Şimşir, *op.cit.*, p.87

³⁹ Jelavic *op.cit.*, p.100

homogène et a mené aux politiques de l'assimilation et d'émigration forcée. Contrairement à la période Ottomane, qui a été caractérisée par une tolérance ethnique et religieuse considérable, la nouvelle nation-Etat a décalé à une politique de "non assimilation du peuple" visant à créer une nation homogène.⁴⁰ La Bulgarie et les autres nations-Etats Balkaniques étaient en retard à considérer leurs problèmes de minorité comparés à l'Europe Occidentale en raison de leur courte histoire d'indépendance politique, et ceci a exclu leur pleine homogénéisation. Les pays de l'Europe Occidentale avaient poursuivi une campagne "d'homogénéisation depuis le quinzième siècle" ce qui, combiné avec la règle dynastique traditionnellement forte, a servi de base aux futurs nation-Etats.⁴¹

Certains auteurs ont eu une approche différente à la nationalité. Ils analysent la nation comme 'soi' et comme 'autrui (autre)'. Ainsi le processus de construire les musulmans comme 'autres' a renforcé la conscience nationale des Bulgares, parce que " les groupes ethniques ont besoin des frontières qui définissent ceux qui leur appartiennent et ceux qui ne leur appartiennent pas." La création d'un 'autre' a permis à la nation de prendre "des mesures actives"; contre cet autre et "de projeter une image de soi-même comme plus homogène qu'elle était en réalité."⁴² Cet argument est lié à un autre, que quelques historiens soutiennent fortement : dans la période initiale de post-libération la façon de penser en termes de 'millet' a continué, mais a été alors appliqué au niveau national, plutôt qu'aux minorités religieuses. Le nationalisme Balkanique, qui a détruit l'unité du millet Orthodoxe, est parvenu à préserver " l'image uniforme congelée, inchangeable, et abrutissante de la communauté musulmane et l'a régulièrement traitée en termes de millet."⁴³

Les Turcs, les Slaves Musulmans, les Romains Musulmans, et les Tatars ont tous été perçus comme "Turcs, " parce qu'ils suivaient la même religion, et ainsi adaptaient une catégorisation de millet. Par exemple, les premiers exemples de l'expulsion et de la persécution des Musulmans en Bulgarie comprenaient des

⁴⁰ Talip Küçükcan, **Re-Claiming Identity: Ethnicity, Religion and Politics among Turkish-Muslims in Bulgaria and Greece**, Journal of Muslim Minority Affairs, 1999, p.50

⁴¹ Todorova, **op.cit.**, p.175.

⁴² Ulf Brunnbauer, **The Perception of Muslims in Bulgaria and Greece: Between the 'Self and the 'Other,'** Journal of Muslim Minority Affairs Winter 2001, p.42.

⁴³ Todorova, **op.cit.**, p.177

personnes de diverses appartenances ethniques censées appartenir au même groupe, indépendamment des différences ethniques ou linguistiques.⁴⁴ En même temps, ces minorités elles-mêmes percevaient également tel que Musulman, quiconque qui "pratiquait l'Islam, parlait Turc, s'habillait comme un Turc et adhérait aux coutumes Musulmanes."⁴⁵ Les perceptions des non Musulmans ainsi que celles des Musulmans au dix-neuvième siècle ont pris très peu en considération la réelle appartenance ethnique.

En ce qui concerne la période Ottomane, l'historiographie Bulgare a balancé pendant des décennies entre deux arguments extrêmes. Le premier a dépeint la règle Ottomane directement après la conquête, comme un cas de génocide Bulgare, suivie de la colonisation intensive des Turcs d'Anatolie. Pendant la même période, ou peu après, des campagnes militaires ont été entreprises pour la conversion forcée de la population Bulgare. L'autre position s'est moins concentrée sur la colonisation et a présenté la population Musulmane en Bulgarie comme principalement le résultat de la conversion forcée de la population Chrétienne locale. Cet argument est devenu particulièrement populaire entre 1984 et 1989, et servi de justification pour la tentative d'assimilation de la minorité Musulmane en Bulgarie, le prétendu "vzroditelenprozes" (le processus de la renaissance).⁴⁶

De cette discussion s'ensuit la question sur l'origine ethnique des Pomaks et la façon dont il faut les classer. La plupart du temps, des historiens Bulgares et Balkaniques les présentent comme des Slaves qui ont été convertis de force pendant le début de la période de la domination Ottomane. Une littérature croissante à ce sujet a accompagné les campagnes du gouvernement pour pressuriser les Pomaks "à se démunir de leurs noms et de leurs rites musulmans liés au mariage, à la mort, à la circoncision et à l'habillement."⁴⁷ Les Turcs, cependant, n'ont jamais été considérés en tant qu'éléments de la nation Bulgare. Au moment de la libération, les Musulmans étaient généralement vus comme "ennemis nationaux" en Bulgarie et en Grèce. Avec le temps, cependant, les Pomaks ont été différenciés des Turcs, et ont été considérés

⁴⁴ Brunnbauer, *op.cit.*, p.42

⁴⁵ Hupchick, *op.cit.*, p.89

⁴⁶ Zhelyazkova, *op.cit.*, p.14

⁴⁷ Mario Apostolov, *The Pomaks: A religious Minority in the Balkans*, Nationalities Papers, 1996, p.727.

exclusivement comme le résultat de la conversion de l'Orthodoxie. L'église Orthodoxe Bulgare, soutenue par le gouvernement et l'armée, a commencé une campagne en 1912, pour baptiser les Pomaks. Ainsi la perception des Pomaks a décalé des "autres" à "des nôtres" (à la différence des Turcs, qui sont restés les "autres").⁴⁸ Par la suite, on a accordé aux Turcs des droits de minorité, mais il n'y avait aucune tentative menée par le gouvernement, pour leur intégration sociale.

Le nationalisme Bulgare a aspiré à l'incorporation de tous les Bulgares dans la nation- Etat. Pendant la période Ottomane, cependant, beaucoup de Bulgares ont quitté leurs territoires et se sont établis dans des colonies éloignées. Le rêve d'une nation-Etat homogène a été encore plus compliqué par la présence des minorités dans le territoire de l'Etat Bulgare envisagé. Les Bulgares ont émigré en Russie et en Roumanie, et les populations Tatares et Circassiennes de Russie recherchant refuge dans l'Empire Ottoman ont immigré dans les provinces Bulgares. La situation a été perçue comme "alarmante" par les nationalistes Bulgares, qui ont pensé que le "dilution des Bulgares dans leur propre patrie représentait une menace très réelle pour le futur de la nation."⁴⁹

L'historiographie Bulgare a toujours traité "San Stefano Bulgarie" comme la nation-Etat légitime, mais a rarement discuté ses minorités ethniques et religieuses considérables. La raison de la glorification de San Stefano Bulgarie est qu'elle a inclus le maximum de territoires attribués à la Bulgarie par la Russie en 1878.⁵⁰ Il n'y a aucune discussion sur les raisons du "démembrement" de la Bulgarie au congrès à Berlin, ce qui est habituellement expliqué comme une tentative pour ne pas permettre à la puissance Russe de se développer dans les Balkans. Le Traité de Berlin était un coup dur pour la Bulgarie, et il a affaibli ses réclamations sur les territoires perdus en donnant l'avantage du temps aux Etats voisins pour essayer d'assimiler les populations Bulgares ; par exemple, la grande population qui employait la langue Slave en Grèce a été assimilée avec succès (ou bien déplacée), après 1913.⁵¹

⁴⁸ Brunnbauer, *op.cit.*, p.43.

⁴⁹ Firkatian, *op.cit.*, p.71.

⁵⁰ Jelavich, *op.cit.*, p.7

⁵¹ Hugh Poulton, *The Balkans: minorities und states in conflict*, London: Minority Rights Publications, 1991, p.127

La question des territoires nationaux s'est réchauffée particulièrement sur la Macédoine, encore une des issues les plus controversées dans la politique Balkanique. Les historiens discutent l'existence d'une nation Macédonienne, de son origine, et de la légitimité des réclamations territoriales de diverses autres nationalités Balkaniques sur le territoire Macédonien. L'historiographie Bulgare traite les Macédoniens comme un groupe ethnique, pas une nationalité séparée, et langue macédonienne comme un dialecte Bulgare. D'autres, par exemple Cviic et Poulton, considèrent les Macédoniens comme une nationalité séparée depuis les 1880⁵² et les traitent en tant qu'une nation entièrement développée depuis le vingtième siècle.⁵³

La discussion continue à propos de la question des réclamations Bulgares sur la Macédoine. Quelques historiens maintiennent que ces réclamations ont existé avant la création de l'Exarchat en 1870, et avant les réclamations retardées de la Serbie sur la Macédoine.⁵⁴ D'autres historiens citent un document Ottoman (pherman), qui a établi l'Exarchat Bulgare et a stipulé que des territoires non inclus dans l'exarchat (tel que la Macédoine) pourraient être ajoutés après un plébiscite comprenant les 2/3 de la majorité. Mais ceci apparemment ne s'est pas produit entre 1870, quand l'Exarchat a été établi, et 1878, quand la Bulgarie a gagné son autonomie.

Cette revue sur la littérature suggère les multiples positions sur la plupart des questions controversées, liées au nationalisme Bulgare. Les vues divergent considérablement et ont donné lieu à des discussions animées qui ont continué pendant des décennies. Cette multiplicité n'est cependant pas présente dans les manuels scolaires, où les positions les plus patriotiques prédominent, et sont présentées comme documentées et incontestées. En outre, l'histoire Bulgare est présentée comme "supérieure" aux histoires nationales d'autres Etats Balkaniques (voir les chapitres trois et quatre). Lorsque les étudiants rencontrent des vues contradictoires dans d'autres historiographies nationales, ils sont enclins à les écarter, le considérant tel que propagande.

⁵² Cviic, **op.cit.**, p.7

⁵³ Poulton, **op.cit.**, p.109-111

⁵⁴ Hupchick, **op.cit.**, p.187

La question principale pour des disciples du nationalisme est à savoir si c'est la nation qui a précédé le nationalisme, ou bien si c'est le nationalisme, en tant qu'idéologie, qui a créé la nation. Dans le cas de la Bulgarie, une formation politique de ce même nom a existé au début du Moyen Age, mais a été conquise et effacée au quatorzième siècle. Un nation-Etat portant le même nom a été alors établi vers la fin du dix-neuvième siècle. Mais la prétention que la Bulgarie du dix-neuvième siècle était la même entité et habitée par le même peuple d'avant cinq siècles, existait seulement dans les têtes des nationalistes fervents. Les Bulgares en tant que peuple sont parvenus à préserver leurs caractéristiques: langage, religion et coutumes, mais le nouvel Etat Bulgare avait des caractéristiques différentes.

Nation et Nationalisme sont par nature liés en tant que concepts et il est presque impossible et aussi peine perdue de demander lequel des deux a précédé l'autre. Il n'est pas étonnant que les historiens Bulgares, en particulier les adhérents de "l'ancienne école", (voir Pundeff), affirment que la nation Bulgare était cohérente et vibrante au Moyen Age. Mais d'autres disciples considèrent le processus de l'établissement de la nation moins naturel et beaucoup plus mécanique, dirigé par l'idéologie nationaliste. D'une part, un argument qui réfute l'existence antérieure d'une identité nationale parmi les Bulgares, et considère l'Etat comme l'unique résultat des forces nationalistes de dix-neuvième-siècle, est plutôt faible. D'autre part, il serait plutôt difficile, en l'absence d'un nation-Etat viable, de renforcer des sentiments et une idéologie nationaux, puisque les instruments mêmes qu'une conscience nationale moderne a besoin sont absents - média, système d'éducation, etc. Un certain sens de conscience nationale est ainsi nécessaire pour que les chefs du mouvement national s'y réfèrent. Ainsi toutes les deux positions mettent trop d'accent sur un seul concept, nation ou nationalisme, et rejettent le rôle de l'autre. Une approche plus modérée est plus acceptable, puisqu'elle reconnaît l'existence d'une conscience nationale préexistante à un certain niveau, aussi bien que le besoin d'un mouvement explicite pour amener de la vie cette conscience à la vie.

Les historiens modernes peuvent offrir quelques nouvelles approches, la plupart du temps en passant en revue les travaux précédents et en examinant les impartialités et la subjectivité des études précédentes. Naturellement, les nouvelles méthodologies ne réduisent pas automatiquement le niveau de subjectivité. Le

nationalisme a été examiné et discuté en tant qu'idéologie depuis un certain temps, et la nouvelle recherche dans les Balkans sur le domaine du nationalisme serait limitée à passer en revue la littérature existante si elle s'était contentée de rester au même domaine. Par conséquent, une approche interdisciplinaire a été poursuivie, apportant des concepts et des idées des autres domaines, tels que la science, la sociologie, et l'anthropologie politiques. Certaines de ces approches semblent particulièrement prometteuses, par exemple, lier l'éducation et le nationalisme. Charles Jelavich a fait une étude sur le sujet.⁵⁵

La discussion sur le nationalisme Bulgare donne certainement lieu à des débats échauffés. L'issue ouverte la plus intéressante, qui n'a pas été assez explorée, est le lien entre la littérature et l'histoire. C'est fascinant de voir comment les œuvres littéraires sont devenues part de la mémoire nationale, et il serait intéressant d'examiner le mécanisme qui les a transmis du champ de symbolisme national à l'histoire nationale. Les voies possibles pour cette transmission étaient soit des pratiques formelles de l'Etat, liées au système d'éducation (la manière dont les travaux littéraires ont été incorporés et discutés dans des programmes d'études de lycée), ou un repositionnement inconscient et informel des travaux littéraires dans la conscience nationale et leur transformation en sources d'histoire nationale.

⁵⁵ Charles Jelavich, **South Slav nationalisms textbook and Yugoslav Union before 1914**, Columbus: Ohio State University Press, 1990, p.87-88

B. Autour de la question de la nation après 1990

1. Nation et Nationalisme : Le cas de La Bulgarie

1.1. Les changements des relations entre La Bulgarie et La Turquie

Il faut d'abord toucher à l'enchevêtrement traditionnel de différentes nationalités dans les Balkans qui a produit une carte ethnique et religieuse complexe qui a considérablement compliqué le processus d'établissement de l'Etat au dix-neuvième siècle. Simultanément, la diffusion des idées nationalistes et l'établissement des nouveaux nation-Etats ont produit des théories contradictoires et des arguments divergents. Une multitude d'avis a émergé reflétant non seulement les traditions historiographiques nationales rivales mais également les polarisations personnelles de différents académiciens. L'historiographie sur le nationalisme Bulgare n'a pas été épargnée de ces polémiques, plus tard compliqué par des aspirations territoriales persistantes et politiques de minorité.

Une des discussions principales est de savoir si la nation Bulgare était "construite" par l'idéologie nationaliste ou bien avait existé avant l'âge du nationalisme. L'historiographie Bulgare traditionnelle tend à soutenir un lien fort entre les deux Etats Bulgares avant la période Ottomane et l'Etat nation créé en 1878, tandis que quelques académiciens Bulgares et étrangers considèrent la consolidation de la conscience nationale comme résultat du nationalisme de moderne. Marin Pundeff est un académicien qui renie l'idée que la population Bulgare n'a eu aucun sens d'identité avant le dix-neuvième siècle. Il soutient que, suivant l'adoption du Christianisme au début du neuvième siècle, les Bulgares avaient "une culture commune basée sur la religion d'Etat, une manière distinctive d'écriture indépendante de l'alphabet Grec de l'empire, et un dialecte slave". Un sens d'identité nationale parmi les Bulgares "s'est

développé au Moyen Age et a été renforcé particulièrement par la confrontation avec le Turcs."⁵⁶

Certains auteurs prennent une position de milieu au cours de cette discussion, ne reconnaissant pas explicitement la formation d'une "nation" Bulgare médiévale, mais suggérant quand même un sens d'identité séparée. Cette position reconnaît implicitement l'existence d'une certaine forme d'identité nationale avant la montée du nationalisme du dix neuvième siècle. Par exemple, Dennis Hupchick discute le " succès des Bulgares à maintenant leur self conscience pendant les siècles pré nationaux de la règle Ottomane par leur identification d'eux-mêmes comme Slaves et pas comme Grecs ou Turks." Il attribue la conservation des Bulgares comme "un peuple distinct " à leur "rétention de la foi Orthodoxe dans sa forme slave" et à leurs " traditions populaires natives."⁵⁷ D'autres plaident également l'existence "d'un sens d'identité Bulgare séparée" bien que pas articulé politiquement, qui était tenu vivant "dans les coutumes rurales des villages et les zones Bulgares des villes."⁵⁸ ; Cette position identifie l'appartenance ethnique, la religion, et les coutumes comme éléments qui ont encouragé la conservation d'une identité séparée, et qui se développerait plus tard en identité nationale moderne.

Le troisième groupe d'auteurs mène cet argument une mesure plus loin en maintenant que le mouvement nationaliste moderne a efficacement produit la nation Bulgare, et par conséquent, considère cette nation comme "construit." Ce groupe soutient que "la conscience d'une identité ethnique n'a pas généralement existé parmi les peuples Balkaniques de la moitié du dix-neuvième siècle " et la situation a été encore compliquée par "la diffusion massive des Bulgares dans tout l'empire Ottoman et de l'émigration à grande échelle aux pays voisins."⁵⁹ Ils rejettent l'existence d'une identité nationale antérieure et maintiennent que les chefs du mouvement national ont dû créer un sens d'ethnique, (et donc national) d'identité de soi et une large base sociale et politique. Ils décrivent les Bulgares dans le début du dix-neuvième siècle en

⁵⁶ Djordjevic, *op.cit.*, p.159-160

⁵⁷ Dennis P.Hupchick, **Orthodoxy and Bulgarian Ethnic Awareness under Otoman Rule, 1396-1762**, Nationalities Papers, 1993, p.80.

⁵⁸ Crampton, *op.cit.*, p.4

⁵⁹ Thomas A. Meininger, **The Formation of a Nationalist Bulgarian Intelligentsia, 1835-1878**, New York: Garland Publishing, 1987, p.4.

tant que groupe national Balkanique ayant l'identité culturelle la moins développée, exception faite des Albanais.⁶⁰ Cette grande variété d'avis provient de la difficulté d'analyser des mentalités de groupe et de fournir l'évidence pour les processus sociaux qu'il est difficile d'examiner et de documenter.

La majorité de académiciens maintient que les premières manifestations du nationalisme Bulgare se sont produites dans la moitié du dix-huitième siècle. Pourtant il a fallu presque la moitié du siècle pour le mouvement nationaliste de gagner de la force parmi la population Bulgare, comme résultat des changements sociaux économiques. Tous les académiciens conviennent que le nationalisme Bulgare a été construit autour de la langue et de la religion, mais ils diffèrent quant à décider du rôle de chacun de ces éléments. Les idées occidentales, aussi bien que les autres mouvements nationalistes Balkaniques ont fortement influencé le nationalisme Bulgare, mais les spécialistes évaluent ces influences différemment. La plupart conviennent que la lutte nationale Bulgare a d'abord visé la domination culturelle Grecque et ensuite s'est transformée en une lutte politique pour l'indépendance de l'Empire Ottoman. Mais ils ont des opinions contradictoires au sujet des croyances et des activités des divers groupes et classes sociaux pendant la lutte nationale.

La majorité des experts en la matière identifie les travaux littéraires sortant des confins des monastères Bulgares depuis le mi-dix-huitième siècle, comme la première manifestation de la conscience nationale Bulgare. Paisii Hilendarski, un moine Bulgare, est identifié comme la première figure principale dans la renaissance nationale Bulgare. Son histoire Slaveno-Bulgare, écrite en 1762 sous la forme d'un manuscrit et copiée à la main jusqu'à ce qu'elle ait été publiée au début du dix-neuvième siècle, recommandait aux Bulgares "de connaître (leur) nation et leur langue et d'étudier dans (leur) langue."⁶¹ Pundeff défie l'hypothèse souvent exprimée que Paisii était un cas isolé, et argumente le fait qu'il avait au moins quinze contemporains.⁶² Les manuels scolaires commandités par l'Etat Bulgare présentent Paisii en tant que cas isolé parce que de cette façon il a été élevé au statut de prophète

⁶⁰ Misha Glenny, **The Balkan, Nationalism, War and the Great Powers, 1804-1999**, New York, 2000, p.112.

⁶¹ Crampton, **op.cit.**, s, 7

⁶² Marin Pundeff, **Bulgaria in American Perspective, Political and Cultural Issues**, New York : Columbia University Pres, 1994, p.16.

de la nation. Mais le manuscrit de Paisii a circulé en trop peu de copies pour influencer vraiment les masses, et cela a pris presque autre siècle pour le développement d'un mouvement national. En outre, le taux d'instruction est demeuré bas, et ainsi l'impact de ce texte nationaliste était limité.

La débat à propos de la période précise l'où le mouvement national a gagné de la force, donne lieu à des opinions très différentes, parce que les divers spécialistes se concentrent sur les sciences économiques, le développement littéraire, l'ascension d'une intelligentsia, ou des activités révolutionnaires. La plupart d'entre eux identifie la lutte pour une église autonome de 1850 jusqu'en 1870, quand l'exarchat Bulgare a été établi, comme le premier mouvement national organisé. Quelques académiciens soulignent les événements politiques internationaux plutôt que les mouvements domestiques, et traitent la Guerre Criméenne et ses conséquences comme "un tournant dans l'apparition du nationalisme Bulgare moderne, puisque la fin de la guerre a apporté au leadership Bulgare des plus grandes possibilités d'action."⁶³

Le nationalisme Bulgare, un des mouvements postérieurs nationaux dans les Balkans (aussi bien qu'en Europe), a été fortement influencé par de divers mouvements intellectuels. Les mouvements intellectuels de l'Europe occidentale, qui se sont développés plus tôt, n'ont eu une réelle influence en Bulgarie qu'au dix-neuvième siècle. Quelques spécialistes identifient le Siècle des Lumières et le Romantisme comme les influences majeures du développement du nationalisme Bulgare. Par exemple, Daskalov conclut que les idées du Siècle des Lumières "ont précipité une sorte de mouvement populaire d'auto éducation parmi les Bulgares et les Serbes dans l'empire Ottoman" ; ce qui a causé aux groupes nationaux balkaniques de "se tourner de plus en plus loin de l'Orthodoxie Orientale avec son éducation religieuse restreinte et ont fait connaissance avec un nouvel âge de sécularisme et de nationalisme."⁶⁴; D'autres spécialistes discutent l'influence du nationalisme romantique et de l'érudition allemands, sous lequel "un effort considérable été fait (par l'intelligentsia Bulgare) pour découvrir des éléments tels que l'identité nationale, folklore, grammaire, vocabulaire et sources historiques."⁶⁵ La plupart des

⁶³ Meininger, **op.cit.**, p.2-3

⁶⁴ Roumen Daskalov, **Ideas about, and Reactions to Modernisation in the Balkans**, 1977, p.141.

⁶⁵ Pundeff, **op.cit.**, p.18

académiciens voient les activités révolutionnaires Balkaniques comme le résultat de l'influence idéologique et politique italienne, personnifié par Garibaldi et Mazzini.

Les canaux de transmission de ces influences idéologiques et politiques dans les Balkans étaient les campagnes militaires, le commerce international, et les révolutions en Serbie et en Grèce. En termes de campagnes militaires, les acquisitions territoriales de Napoléon en Croatie ont eu un impact significatif et ont provoqué la révolte Serbe en 1804. D'autres spécialistes considèrent les campagnes militaires Européennes contre les Turcs depuis le dix-septième siècle, en tant que canaux importants de transmission pour de nouvelles idées et influences."⁶⁶ La guerre Russo-turque de 1806-12 est considérée importante pour la renaissance nationale Bulgare, parce qu'elle "a affaibli le control central Ottoman."⁶⁷ Le déclin lent de l'empire Ottoman a pourvu des opportunités pour la bourgeoisie croissante Bulgare telles que : augmenter son commerce à l'étranger, et être exposée aux influences étrangères, que les commerçants rapportaient à leurs communautés locales au retour de leurs voyages. Les émigrés aux Principautés de Danube, à Istanbul, en Serbie, en Russie, et à Vienne sont devenus la partie la plus vibrante de la nation dans ses luttes culturelles et révolutionnaires. D'autres émigrés dans l'empire Ottoman, à savoir réfugiés Polonais et Hongrois dans les 1840 et les 1850, ont également eu un impact sur l'éveil du nationalisme Bulgare."⁶⁸ Le nombre croissant de matériaux nationalistes imprimés introduits dans le pays par les émigrés et l'établissement d'un système séculaires d'éducation Bulgare ont également contribué au renforcement du sens de la conscience nationale.

Le débat au sujet des principales influences sur le nationalisme Bulgare mène à une autre issue contestée : identifier les destinataires de ces influences et la façon dont ils les ont utilisées. Les monastères Bulgares et l'Eglise Orthodoxe sont reconnus comme les éléments les plus importants dans la préservation d l'identité nationale et le lancement la renaissance nationale. Elles ont servi "comme les forteresses de la vie culturelle spécifiquement Bulgare Orthodoxe pendant la période Ottomane."⁶⁹ Le

⁶⁶ Dennis Hupchick, **The Pen and the Sword**, New York : Columbia University Press, 1988, p.7

⁶⁷ Mari A. Firkatian, **The forest traveler : Georgi Stoikov Rakovski and Bulgarian nationalism**, New York, 1996, p.8

⁶⁸ **Ibid.**, p.15

⁶⁹ Hupchick, **op.cit.**, p.76

patriarcat Grec a gagné plein pouvoir administratif sur la structure de l'église Bulgare après la cession de l'archevêché d'Ochrid en 1767. L'église Bulgare est devenue soumise aux intérêts Grecs, et le clergé Grec a occupé toutes les positions supérieures de l'église, alors que des Bulgares étaient autorisés seulement à remplir les bureaux des paroisses locales inférieurs comme prêtres et moines. En conséquence, l'identité nationale Bulgare a pu "être préservé et a propagé seulement à un niveau local... par l'activité culturelle centrée sur les églises des paroisses et monastères rurales."⁷⁰ Bien que l'Orthodoxie ait préservé le sens de l'identité parmi les Bulgares, il a fallu un clergé Bulgare radical, tel que Paisii, pour défier la dominance administrative Grecque et recourir à la conscience nationale qui mènerait "à une identité propre Bulgare définitive en tant qu'ethnique et finalement nationale entité"⁷¹. Les bibliothèques des monastères servaient de dépôt à l'histoire nationale "où le passé était redécouvert."⁷² La tradition monastique a certainement joué un rôle significatif pour nourrir l'identité nationale, mais l'absence d'une industrie d'imprimerie, qui à ce moment-là était bien développée dans L'Europe occidentale, et l'infiltration lente des livres et des journaux imprimés chez les Bulgares, ont déterminé le retard de la lente fructification du processus d'établissement de la nation.

Le second important groupe dans la renaissance nationale était la "bourgeoisie", bien que les évaluations des spécialistes du sujet sur le rôle de la classe bourgeoise se sont étendues des louanges pour son soutien de l'effort national jusqu'au dénigrement de ses membres comme Géophiles ou Turcophiles. Quelques historiens présentent la bourgeoisie comme bienfaiteurs de la renaissance nationale. Par exemple, Clarke maintient que "les associations et les marchands... étaient les premiers à sentir l'esprit du patriotisme" ; ils étaient "spécialement actifs dans l'établissement des écoles... et dans le mouvement anti-Eglise Grecque."⁷³ Meininger soutient également que les guildes urbaines "ont préservé le Bulgarianisme par leur utilisation de la langue Slave," et ils "étaient les premiers à se dresser pour donner appui à la bataille pour l'autonomie et l'expression culturelle Bulgares."⁷⁴ Les guildes

⁷⁰ **Ibid.**, p.88

⁷¹ **Ibid.**, p.89

⁷² Crampton, **op.cit.**, s 4

⁷³ Hupchick, **op.cit.**, p.174.

⁷⁴ Meininger, **op.cit.**, p.26-28

ont commandité les établissements éducatifs et religieux au milieu du dix-neuvième siècle qui étaient divisés en Grecs et Bulgares.⁷⁵

D'autres historiens, tels que Todorova, sont d'accord sur le rôle significatif que la bourgeoisie a joué, mais nous mettent en garde contre une exagération de son rôle dans la réanimation nationale.⁷⁶ Il y a également l'argument que la bourgeoisie riche a souvent tendu à devenir Hellénisée.⁷⁷ Certains historiens refusent même aux guildes un rôle significatif dans la renaissance nationale, et soutiennent le fait que les guildes Bulgares ont été économiquement orientées et ne sont pas devenues impliquées dans la politique ou activités révolutionnaires.⁷⁸

Il n'y a presque aucun désaccord sur le rôle de la paysannerie dans la renaissance nationale Bulgare ; tous les auteurs ignorent la paysannerie dans leur analyse ou reconnaissent son rôle minimal et sa passivité (voir Meininger, et le Djordjevic). Les intellectuels Bulgares, d'autre part, ont contribué à la croissance d'une littérature nationale Bulgare, qui s'est développée après la seconde moitié du dix-neuvième siècle et a joué un rôle défini dans la consolidation de l'identité nationale. Les auteurs tels que Christo Botev (aussi un révolutionnaire), Lyuben Karavelov, et Ivan Vazov ont créé des œuvres extrêmement puissants qui ont fait appel à la nation à un niveau émotif, réclamant la libération de la nation et la restauration d'un Etat Bulgare indépendant. Ces écritures ont fonctionné comme des instruments du nationalisme, et elles sont devenues les objets du nationalisme Bulgare, vénérées par la nation. Avec le développement du système d'éducation, ces travaux ont été incorporés au programme d'études. Les symboles, les images et les messages qu'ils ont donnés sont devenus une partie de la mémoire nationale (voir le chapitre quatre et cinq).

La plupart des historiens conviennent que la reprise économique du commencement du dix-neuvième siècle a créé la base pour la renaissance culturelle en fondant des écoles et en soutenant les églises et les monastères. Ils identifient la lutte

⁷⁵ Crampton, *op.cit.*, p.4

⁷⁶ Maria Todorova, *Imagining the Balkans*, New York : Oxford University Pres, 1997, p.173.

⁷⁷ Pundeff, *op.cit.*, p.13

⁷⁸ Firkatian, *op.cit.*, p.12.

contre la domination culturelle grecque comme la première phase de la renaissance nationale, et cruciale pour la consolidation de l'identité nationale Bulgare. Elle a été suivie d'une lutte révolutionnaire pour la libération nationale. À la différence des Serbes, Grecs, et des Roumains, les Bulgares ont combattu d'abord pour l'indépendance religieuse et puis pour l'indépendance politique.⁷⁹

La discussion continue, cependant, autour de la question à savoir si c'était l'autonomie de l'église ou l'indépendance politique qui a le plus affecté la consolidation de la nation et renforcé la conscience nationale. Les historiens qui voient la nation Bulgare comme « créée par le nationalisme » affirment que la lutte de l'église a renforcé l'identité nationale. Par exemple, Crampton présente l'Eglise Bulgare comme " la première institution moderne Bulgare " qui a consolidé une identité nationale " qui était principalement assoupie " au début du dix-neuvième siècle.⁸⁰ Un autre historien est en désaccord et déclare que la bataille de l'église était seulement un épisode dans l'histoire Bulgare du dix-neuvième-siècle qui s'est développée naturellement, indépendante " d'une éducation patriotique, rappelant la lutte religieuse qu'ils avaient eue pour se séparer des Grecs dans le passé."⁸¹

Les historiens anticléricaux défient tous les arguments précédents en niant que " l'Orthodoxie a joué le rôle principal et crucial " dans le processus de l'établissement (création) de la nation. La religion a été considérée un facteur de ralentissement dans la création de nouvelles identités nationales et n'est pas devenue " un élément fonctionnel " jusque ce que les nations-Etats aient nationalisé leurs églises. Le rôle de l'Orthodoxie était important pour " fortifier l'opposition à la règle Musulmane " mais ce n'était pas " un élément suffisant "⁸² d'identification propre nationale.

L'argument contraire, soutenu par Cviic et d'autres auteurs, déclare que la religion et l'identité sont devenues " inextricablement liées " ; en raison du système de millet, qui a caractérisé la structure sociale Ottomane et a aidé à la conservation de " l'identité ethnique et religieuse sous la conduite de l'église."⁸³

⁷⁹ **Ibid.**

⁸⁰ Crampton, **op.cit.**, p.7.

⁸¹ Pundeff, **op.cit.**, p.22

⁸² Todorova, **op.cit.**, p.177

⁸³ Christopher Cviic, **Remaking the Balkans**, London: The Royal Institute of international Affairs, 1995, p.7.

La renaissance culturelle survenue dans la moitié du dix-neuvième siècle a été suivie d'une lutte politique pour libérer la Bulgarie du règne Ottoman. La majorité des principaux révolutionnaires étaient des émigrés, comme dans le modèle Italien. Les centres principaux des activités révolutionnaires étaient Belgrade, Bucarest, et Odessa. Les révolutionnaires n'ont jamais réussi dans leurs tentatives pour organiser un soulèvement de taille, dû principalement à leur incapacité d'inspirer les masses. Ils n'ont pas pu prévoir "le besoin de mesurer ou organiser l'appui de la population locale ou des territoires qu'ils ont projetés de libérer."⁸⁴ Ils étaient très individualistes et plutôt idéalistes, et les différences idéologiques passant au-dessus des moyens de réaliser la libération les ont souvent exemptés de coopérer.

Le désaccord principal entre la plupart de l'historiographie Bulgare et les travaux des auteurs étrangers est l'emphase que la version Bulgare met sur les activités révolutionnaires à l'intérieur de la Bulgarie elle-même, tandis que les historiens étrangers se concentrent plus sur la bataille de l'église. Cela peut être expliqué par le fait que l'historiographie Bulgare, en particulier au début de la période post-libératoire, tâchait de créer un Panthéon de héros nationaux, et les présenter comme modèles aux nouvelles générations des citoyens Bulgares. Même à la fin du vingtième siècle, les manuels de lycée soulignaient toujours les principaux révolutionnaires de dix-neuvième-siècle, tels que Botev, Levski et Kakovski, en tant que héros nationaux. La signification de ces révolutionnaires est également renforcée dans la mentalité nationale par la grande quantité de littérature qui leur est consacrée, comparée par exemple, à un nombre limité de travaux sur la lutte de l'église, sur laquelle il a été découragé d'attirer l'attention pendant la période communiste. Le fait que presque chaque cité et ville en Bulgarie possède un monument érigé pour Levski et Botev supporte cette hypothèse, tandis que les monuments glorifiant des héros d'église comme Antim I, le premier Exarche Bulgare, figure de la lutte anti-Grecque, se trouvent seulement dans les lieux de naissance de ces individus (qui sont toujours de petites villes). Pendant la période de l'assimilation ethnique et religieuse intensifiée, 1985- 1989, l'historiographie est restée entièrement soumise au gouvernement, a

⁸⁴ Firkatian, *op.cit.*, p.12.

essayé de justifier sa politique de minorité en se référant aux travaux des historiens Bulgares.⁸⁵

Une des issues les plus discutées dans la littérature sur le nationalisme Bulgare est la principale source d'identification nationale - langue ou religion. Cette question est extrêmement importante, parce qu'elle aide à définir la nation et trace ses frontières idéales. La plupart des auteurs voient la langue comme critère principal de nationalité et sous-estiment le rôle de la religion à propos de cette issue. La langue était le facteur principal "définissant et différenciant les Bulgares des autres groupes ethniques." La force d'unification de la langue a également souligné de "son exclusivité et la rigidité des frontières ethniques qu'elle a tracé."⁸⁶ Cependant, l'acceptance d'un critère unique d'identification nationale pose quelques problèmes. La formule pour la nationalité devrait avoir inclus plus de facteurs qu'exclusivement la langue, vu qu'il n'y avait pas de langue Bulgare uniforme dans le temps. Le vernaculaire, c.-à-d., une collection de dialectes, était plus important à plusieurs égards, parce que la langue littéraire, qui a été préservée et employée la plupart du temps dans le contexte liturgique orthodoxe, n'avait pas "fondamentalement réussi" à souligner les distinctions ethniques⁸⁷. Jugeant par la diversité des dialectes même en Bulgarie actuelle, on peut s'imaginer la diversité des vernaculaires il y a cent ans, quand aucun système d'éducation formel n'existait. En fait, le dialecte parlé en Bulgarie occidentale était plus semblable aux dialectes Serbes qu'à quelques dialectes en Bulgarie orientale.

La religion est également identifiée comme facteur de la nationalité Bulgare, mais les opinions diffèrent quant à son importance. Il y avait déjà une lutte politique à savoir quel était le facteur primaire national dans le processus de l'établissement de la nation Bulgare au dix-neuvième siècle: la langue ou la religion. Comme Todorova le constate, l'Orthodoxie ne pourrait pas être par elle-même un critère suffisant, du fait que pas seulement les Bulgares, mais également les Serbes étaient orthodoxes. La plupart des historiens notent la nature exclusive du nationalisme Bulgare, par exemple, quelques nationalistes Bulgares ont voulu exclure les Bulgares Musulmans

⁸⁵ Zhellyaskova, *op.cit.*, p.38

⁸⁶ Todorova, *op.cit.*, p.176.

⁸⁷ Hupchick, *op.cit.*, p.80

de la nation qu'ils ont voulu construire. Par la suite, la langue a régné comme marque principale de nationalité, alors que la religion perdait sa puissance comme facteur d'unification. Ainsi le Pomaks, bien que Musulmans, ont été par la suite acceptés comme membres de la nation, raison basée sur leur dialecte Slave, tandis que des Turcs ont été toujours exclus : d'abord en raison de leur langue, et en second lieu en raison de leur religion.

Une série de révolutions nationales Balkaniques au dix-neuvième siècle a attiré l'attention du reste de l'Europe. Le facteur principal dans la libération certaine des Balkans et la formation des Etats nations était l'influence des puissances Européennes et les guerres qu'ils ont faites contre la Porte pendant le dix-huitième et le dix-neuvième siècle. Les Serbes étaient les premiers des nations balkaniques à se révolter (en 1804 et 1815), bien qu'ils aient pu réaliser le statut d'une province autonome seulement en 1830. La révolution Grecque, qui a commencé en 1821, a attiré l'attention de toute l'Europe. En 1830, un Etat Grec indépendant a été établi suivant la guerre Turque - Russe de 1827-9. Les Principautés du Danube (c.-à-d. Roumanie) se sont également révoltées en 1821, mais en raison des désirs Russes d'incorporer ce territoire, la Roumanie a gagné son autonomie seulement en 1856, c.-à-d., après défaite de la Russie dans la Guerre Criméenne. Tous ces trois nouveaux Etats sont devenus des monarchies régnées par les familles d'origine étrangère et "sont tombés sous l'influence ascendante des grandes puissances."⁸⁸

La période révolutionnaire la plus vibrante dans les Balkans était la décennie des 1870. Il y avait des séries de révolutions, allant de Monténégro jusqu'en Bulgarie. En Bulgarie, les chefs révolutionnaires étaient inspirés par le socialisme agraire (la plupart d'entre eux étaient des émigrés en Russie et avaient été influencés par les populistes Russes). Les révolutionnaires différaient entre eux dans leurs visions de révolution, par exemple, élite ou soulèvement de la masse, une révolution systématiquement organisé ou bien une étincelle révolutionnaire déclenchant une révolte de masse. Il y avait plusieurs tentatives de soulèvements, mais le plus populaire, et le plus brutalement supprimé était le « Soulèvement d'Avril » en 1876. Une des raisons principales de l'échec du soulèvement était le conflit interne parmi les

⁸⁸ B. Jelavich, *op.cit.*, p.5.

émigrés Bulgares qui étaient le noyau actif de la révolution. En outre, la paysannerie est demeurée passive, et la plupart de la bourgeoisie n'était pas intéressée par des activités révolutionnaires. Une autre raison est que toute tentative de révolte a été brutalement supprimée par les Ottomans, qui considéraient les territoires Bulgares comme "la partie la plus sensible de l'Empire Ottoman." Les Ottomans ont brûlé 80 villages, pillé 200 villages, et plus de 30.000 personnes sont mortes dans les escarmouches ou bien étant massacrés.⁸⁹ L'année suivante la Russie est entrée en guerre avec l'Empire Ottoman, partiellement en raison de la suppression brutale du Soulèvement d'Avril et d'autres révoltes dans les Balkans, mais principalement pour aider la Serbie à gagner sa pleine indépendance. La guerre Turco Russe de 1877-1878 et le Traité de Berlin (1878) qui s'est ensuivi, ont eu comme conséquence la pleine indépendance de la Roumanie et de la Serbie aussi bien que l'établissement d'un état Bulgare indépendant plutôt petit pour commencer, mais qui plus tard s'est agrandi quand il s'est approprié la Roumélie orientale en 1885.

Toutes les nationalités Balkaniques essayaient d'obtenir leur indépendance, mais la série de révolutions dans la période de 1848 à 1878 a montré qu'elles ne pourraient pas la réaliser par eux-mêmes. De ce fait, les nationalités Balkaniques ont fait bon accueil au support des grandes puissances, ignorant des conséquences. Les nationalités Balkaniques ont projeté de fractionner l'Empire Ottoman sur les critères de nationalité, mais les grandes puissances ont poursuivi leurs propres intérêts. La Russie, qui supportait les nationalités slaves dans l'esprit de Panslavisme, a créé la Grande Bulgarie par le Traité de San Stefano en Mars 1878, mais seulement pour témoigner l'annulation de cette décision en l'automne de la même année au congrès de Berlin. La Grande Bulgarie a été bien accueillie par les Bulgares, mais elle a frustré le reste des nationalités Balkaniques, qui ont également aspiré à plus de territoire. Les aspirations territoriales des pays balkaniques, compliquées par l'intervention des grandes puissances, mèneraient finalement à la Première Guerre Mondiale dans 1914."⁹⁰

Etablie en 1878, la Bulgarie indépendante a pu réaliser sa complète souveraineté seulement en 1908. Mais avant de retourner à la question de l'état nation

⁸⁹ Djordjevic, **op.cit.**, p.153.

⁹⁰ Djordjevic, **op.cit.**, p.159-160

Bulgare et les problèmes de ses minorités, cette thèse doit adresser les questions théoriques et revoir quelques exemples de la littérature sur le nationalisme et les relations inter ethniques.

1.2. Les Relations turco-bulgare et les effets de La Première Guerre Mondiale

La Première Guerre Mondiale a eu comme résultat des changements additionnels dans les Balkans. Le Traité de Neuilly (1919) avait distribué des portions de territoire Bulgare à la plupart de ses voisins : la Yougoslavie récemment formée reçut quatre petites régions frontalières ; La Roumanie reçut le sud de Dobrudja ; et la Thrace Occidentale, qui était la porte d'accès des Bulgares à la Mer Egée, était finalement donnée à la Grèce. Une conséquence importante et nouvelle de ces altérations était « les échanges des populations » où les nouvelles frontières ne s'accordaient pas avec les frontières démographiques.

Tandis que certains trouvaient que ces échanges étaient un moyen favorable de résoudre les problèmes des minorités et de créer des nation-états uniformes, en fait, ces échanges sont devenus des tragédies pour les personnes en question. Dans le cas des traités d'échange de la population Grecque-Bulgare après la Première Guerre Mondiale, la population déracinée devait laisser derrière elle ses possessions et bien entendu tout statut social et économique.⁹¹ Le transfert des populations, ayant pour simple raison le fait que ces gens appartenaient à une même ethnicité et parlaient le même langage d'une majorité vivant dans un autre pays, n'était pas justifié du tout. D'autant plus que ces échanges n'avaient aucun but de restaurer les démographies d'avant-guerre en retournant les gens déplacés à leurs locations « originales ». Les frontières nouvellement tracées à la suite des deux guerres mondiales avaient créé des poches de gens qui s'identifiaient avec une autre nation-état, bien qu'ils continuent à vivre dans une géographie où ils avaient vécu depuis des siècles.⁹²

Le Traité de Neuilly incluait aussi des articles soulignant les droits des minorités en Bulgarie, soumis à la supervision de la Ligue des Nations, nouvellement établie. Le Traité d'Amitié Turco-Bulgare signé en 1925, garantissait les droits des minorités des Turcs en Bulgarie, selon le Traité de Neuilly. En même temps, il

⁹¹ **Ibid.**, p.136.

⁹² R. King, **Minorities under Communism**, Harvard University Press, 1973, p.51

accordait à la Turquie « le droit légal de s'occuper des Turcs habitant la Bulgarie »⁹³ Pourtant, le gouvernement Bulgare continua à poursuivre ses buts de protéger la nation Bulgare et à renforcer sa conscience nationale. De ce fait, le gouvernement subventionna les écoles Musulmanes dans la mesure de leur emploi de la langue Bulgare dans leur programme d'instruction.⁹⁴ Le nouveau gouvernement Agraire prit sur lui de financer les écoles minoritaires qui étaient auparavant supportées par le gouvernement Ottoman.⁹⁵ Dans les années 1920, il y avait 1.673 écoles primaires employant la langue Turque, avec 1990 instituteurs et 58.555 élèves ; 39 écoles secondaires avec 113 instituteurs et 1.928 élèves.⁹⁶ Bilal Şimşir décrit le gouvernement du Parti Agraire des 1920 en tant que bénéfique pour la minorité Turque et son système d'écoles.⁹⁷ Cependant, dans la même période, les restrictions pour les écoles minoritaires privées avaient été augmentées. De nouveaux règlements exigeaient l'introduction « de la langue Bulgare, l'histoire Bulgare et la géographie Bulgare par un instituteur qui devrait être un citoyen Bulgare et être conforme à toutes les spécifications requises des autres instituteurs Bulgares enseignant dans les écoles publiques »⁹⁸

Les nouvelles exigences étaient désignées pour renforcer l'intégration des minorités et leur conscience nationale Bulgare. Pourtant, en même temps, ils rendaient presque impossible pour un instituteur de différente ethnicité, de répondre aux réquisitions nécessaires, pour enseigner la langue Bulgare. Le manque de support de l'état causa aux écoles privées Turques et Pomak de sérieux problèmes financiers et une condition matérielle pauvre.⁹⁹ Dans les 1920, le ministère d'éducation devint plus actif pour préparer des instituteurs aux minorités. En 1921-22, il y avait dix écoles « normales » pour les instituteurs Bulgares contre un pour les Turcs. Douze instituts pédagogiques préparaient des instituteurs pour les écoles primaires et secondaires. Les enseignants pour les gymnasia étaient éduqués dans un Département d'Education séparé de l'Université de Sofia.¹⁰⁰ Malgré le nombre croissant d'instituts pédagogiques et

⁹³ Tunçoku, **op.cit.**, p.245

⁹⁴ Nazarska, **op.cit.**, p.86-89

⁹⁵ Şimşir, **op.cit.**, p.164

⁹⁶ Russel, **op.cit.**, p.52

⁹⁷ Şimşir, **op.cit.**, p.164-165

⁹⁸ **Ibid.**, p.51

⁹⁹ Mancheva, **op.cit.**, p.366

¹⁰⁰ Russel, **op.cit.**, p.87

enseignants qualifiés, les régions qui avaient une population ethniquement mixte, manquaient de professeurs de Bulgare.

Durant la période d'entre les deux Guerres Mondiales, l'éducation en Bulgarie était caractérisée par une pression croissante sur les minorités, incluant un contrôle plus serré du système d'éducation Turc. Le nombre des écoles privées Turques a diminué de 1346 à 301 entre 1920 et 1944.¹⁰¹ L'une des raisons de cette diminution était « les politiques d'éducation défavorables des autorités Bulgares », mais il y avait aussi une émigration considérable des Turcs, spécialement entre 1932 et 1939.¹⁰² La raison pour cela était l'ère de « terreur et d'obscurité » sous le régime « fasciste » Bulgare (1934-44). Les écoles et journaux Turcs avaient été fermés ; les intellectuels Turcs avaient été forcés à émigrer.¹⁰³ La majorité des Turcs étaient incapables de parler en Bulgare ; en effet, en 1934, seulement 32% de la population urbaine et 16.6% de la population rurale Turque était capable de lire et d'écrire, même en Turc. La plupart des étudiants minoritaires avaient terminé seulement l'école primaire, dû à l'absence d'écoles secondaires dans les régions où ils étaient en plus grand nombre. Les minorités n'avaient pratiquement pas d'accès à l'éducation supérieure en Bulgarie avant 1944.¹⁰⁴

En bref, la période initiale après la formation de l'état Bulgare était caractérisée par une tolérance religieuse, ethnique et linguistique formelles des minorités. Cependant, le gouvernement commença à intégrer les minorités dans la société moderne Bulgare en revendiquant un contrôle plus serré sur leurs systèmes d'éducation. Quant aux Turcs, les politiques d'éducatives du gouvernement Bulgare entre 1878 et 1944 paraissent viser leur exclusion plutôt que leur assimilation dans la société Bulgare. Pourtant les Pomaks allaient y être simultanément « réincorporés ». En fait, aucune des mesures mentionnées ci-dessus n'a réussi à incorporer ces communautés dans la société Bulgare. Elles ont plutôt servi seulement à renforcer le traditionalisme de ces deux communautés.¹⁰⁵ Elles ont aussi abouti à une éducation insuffisante dans ces communautés, limitant l'accès de leurs membres aux postes

¹⁰¹ Mancheva, *op.cit.*, p.371

¹⁰² *Ibid.*, p.366

¹⁰³ Şimşir, *op.cit.*, p.165

¹⁰⁴ Mancheva, *op.cit.*, p.371

¹⁰⁵ *Ibid.*, p.371

administratives et gouvernementales, et ont provoqué une résistance puissante contre l'assimilation nationale.

2. La Période Communiste, 1944-1989

Le communisme était introduit en Bulgarie en tant que résultat de l'occupation militaire Soviétique, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Le Parti Communiste Bulgare (PCB) eut pourtant un rôle important dans les politiques domestiques pendant la période d'entre les deux Guerres Mondiales. En Septembre 1944, aidé par la présence de l'Armée Rouge et les sentiments prorusses d'une certaine partie de la population, le Parti Communiste Bulgare fit un coup et prit le pouvoir des mains du gouvernement. Mais ayant très peu de partisans, il dû coopérer au début avec les parties politiques dans un gouvernement « unifié ». Sous peu, cependant, le PCB déclencha une campagne répressive contre les autres parties.

Le régime Communiste qui a suivi était caractérisé par la violence et la répression.¹⁰⁶ L'une des objectives principales du PCB était de fortifier son contrôle idéologique par le truchement de la police et le system judiciaire et en maintenant « une censure stricte sur la vie culturelle nationale, y compris la presse, l'éducation et la religion. »¹⁰⁷ L'idéologie communiste supportait l'athéisme, et le règne communiste dans tous les pays Balkaniques était caractérisés initialement par une sévère répression de toutes les formes d'activité religieuse et de tous les groupes religieux, Chrétiens comme Musulmans. Les propriétés de l'Eglise, qui étaient très étendues dans quelques pays, étaient confisquées et le clergé était persécuté. Le système d'éducation était aussi révisé selon le modèle Soviétique. L'un des majeurs piliers du système Soviétique était le concept suivant : « l'école est responsable de modeler la personnalité de l'élève »¹⁰⁸. Par conséquent, l'éducation servait en tant que partie intégrale des tentatives du Parti Communiste à plier la société sous sa volonté. Le système d'éducation Soviétique aspirait non seulement à préparer des gens et des professionnels éduqués pour l'industrie et la société, mais aussi à renforcer la prise et

¹⁰⁶ Jelavic, **op.cit.**, p.292

¹⁰⁷ **Ibid.**, p.351

¹⁰⁸ Anthony Jones, **The Educational Legacy of the Soviet Period in Education and Society in the New Russia**, NY: M.E. Sharpe, 1994, p.3-4.

l'influence idéologique du parti sur la société. De ce fait « une révision radicale devait être faite dans tous les manuels scolaires dans le but d'entraîner les élèves selon l'idéologie Marxiste et Léniniste.¹⁰⁹

Après 1946, la Bulgarie adapta le modèle Soviétique et le copia avec persévérance. Ce modèle prisait une stricte discipline dans la classe, un programme d'études uniforme, l'uniformité dans les manuels scolaires et les techniques d'éducation et dans la méthodologie pour préparer les instituteurs et évaluer les élèves. Il était aussi caractérisé par sa ségrégation des étudiants selon les statuts politiques de leurs parents et leurs propres aptitudes. Par exemple, il y avait des écoles uniquement pour les enfants de l'élite, c.à.d. les membres du Parti, et d'autres pour les enfants handicapés et retardés, et les cachaient efficacement hors de la vue du public. Il y avait aussi un grand écart dans la qualité des écoles urbaines et rurales.¹¹⁰

La pédagogie était basée sur la supposition que « la tâche de l'instituteur est de servir du matériau préemballé, et le devoir de l'étudiant est d'apprendre ce matériau par cœur »¹¹¹. La Bulgarie adapta aussi d'autres caractéristiques du régime Soviétique, incluant sa structure administrative centralisée, le contrôle local limité, les manuels scolaires préparés et imposés par l'état, sans alternatifs et un programme d'études uniforme pour tout le pays. Les instituteurs avaient très peu de flexibilité, d'autonomie et d'initiative créatrice et se voyaient comme des « exécuteurs de la directive centrale »¹¹²

L'automne du 1989 inaugura une période de changements politiques, économiques et sociaux. Le gouvernement resta entre les mains du Parti Communiste, rebaptisé « le Parti Socialiste », mais le Parti lui-même était graduellement distancé du gouvernement et de l'économie. La vie politique en 1990 était caractérisée par l'avènement d'une multitude de partis politiques, dont quelques uns avaient des plateformes racistes ou anti minoritaires. Les années suivant 1989 furent témoins à

¹⁰⁹ B. Jelavich, *op.cit.*, p.351

¹¹⁰ Stephen T. Kerr, **Diversification in Russian Education in Education and Society in the New Russia**, NY: M.E. Sharpe, 1999, p.47.

¹¹¹ Jones, *op.cit.*, s 4.

¹¹² Ladislav Cerych, **Education Reforms in Central and Eastern Europe: Process and outcomes**, European Journal of Education 32, 1997, p.44

une série de gouvernements démocratiques et socialistes en même temps, qui ne furent pas capables de stabiliser le pays et de le faire prospérer. Le pays plongea dans une spirale économique ascendante due à la désintégration de COMECON, qui garantissait ressources et marché. L'un des développements les plus importants était la décision du Conseil d'Etat – contrôlé par le PCB – d'annuler en 1989 la « Campagne de résurrection » de 1984-85 et de restaurer les noms originaux des Musulmans Bulgares.¹¹³

Cette décision causa de fortes réactions nationalistes parmi un groupe de Bulgares, mais elles ne furent pas de longue durée et n'endommagèrent pas les relations interethniques dans le pays. Une nouvelle constitution qui garantissait les libertés sociales et politiques des groupes ethniques du pays fut adaptée en Juillet 1991. Durant de nombreuses années suivant 1989, un gouvernement « Socialiste » travailla pour démanteler le système politique, économique et social créé par les Communistes.

Ces événements avaient aussi affecté l'éducation. Les reformes du système d'éducation en Bulgarie commencèrent peu à peu après 1989 et prirent du temps à se développer. L'une des raisons était que 1989 était une période pacifique de transition du pouvoir de Zhivkov, qui avait eu une grippe autoritaire depuis trente années, à des éléments plus réformistes du parti en pouvoir, plutôt qu'une période de changements révolutionnaires. Par conséquent, les premières années après 1989 étaient caractérisées par l'incertitude et un manque de direction. Le « vent de changement » était ressenti à travers la relaxation des conditions idéologiques dans le système scolaire. Les symboles communistes tels que les portraits des leaders communistes, étaient retirés des écoles, ainsi que les étendards communistes, les uniformes, la discipline stricte, les titres et les manières formelles scolaires. La disparition de ces symboles et traditions communistes créa une atmosphère d'incertitude et de confusion. Les transformations ne sont pas survenues immédiatement, mais l'environnement scolaire changea, et ceux qui étaient impliqués eurent un sentiment d'incertitude quant à savoir quel chemin à suivre et quelles reformes à instaurer.

¹¹³ Zhelyazkova, *op.cit.*, p.141

Les premières réformes éducationnelles furent instaurées seulement après l'Union des Forces Démocratiques, le premier gouvernement non socialiste, prit le pouvoir en 1991. La plus importante était la « dépolitisation de l'éducation », c.à.d. la fin du contrôle rigide idéologique et de l'orientation dans les écoles.¹¹⁴

Ce mouvement eut son plus grand impact sur le programme d'études qui vit une acceptation grandissante des voix opposantes et du criticisme. Une caractéristique acceptée de l'éducation durant la période Communiste avait été l'indoctrination dans les valeurs du Communisme et la création des cultes de personnalité. L'éducation Bulgare installa les valeurs communistes à travers maints programmes allant de la participation forcée aux organisations telles que les « pionniers » (pioneri) et la Ligue Communiste, à des messages plus subtiles qui étaient parties intégrales du programme d'études. Des leçons politiques et éthiques, étaient insérées dans les cours de langage, d'histoire, de géographie et même de math et sciences.¹¹⁵ Les portraits de Dimitar Blagoev, de Georgi Dimitrov (premiers Communistes Bulgares) et de Todor Zhivkov (Secrétaire Général courant du Parti Communiste et chef d'état Bulgare), aussi bien que d'autres symboles du régime Communiste décoraient les classes. Ils furent les sujets des premiers changements durant le début de la réforme éducationnelle, bien que certains des éléments plus subtils eurent une plus longue longévité. La dissolution du système scolaire ethnique durant l'ère Communiste laissa un héritage difficile à résoudre pour le nouveau gouvernement démocratique. La restitution lente des propriétés des Musulmans qui avaient émigré et des mosquées et fondations religieuses Musulmans dont les propriétés étaient confisquées pendant la période Communiste, avait créé un autre problème fastidieux.¹¹⁶

Bien que quelques écoles Turques aient été recouvertes au début des 1990, la majorité des élèves Turcs, Pomaks et Romains étaient demeurés dans les écoles Bulgares. Par conséquent, pour la première fois le système scolaire Bulgare était appelé à adresser la diversité culturelle des classes ; c'était aussi pour la première fois que l'environnement politique était propice à l'introduction des politiques éducationnelles « multiculturelles ».

¹¹⁴ Cerych, *op.cit.*, p.33

¹¹⁵ Jones, *op.cit.*, s 13.

¹¹⁶ Eminov, *op.cit.*, s 39.

Des éléments très divers ont influencé et instauré les réformes scolaires. C'étaient les instituteurs, les directeurs des écoles, les autorités nationales et domestiques et des groupes d'experts désignés par les ministères nationaux. Des associations volontaires, églises, parents, organisations internationales et des conseillers étrangers y contribuèrent aussi.¹¹⁷ Pourtant, plusieurs défis et obstacles apparurent bientôt à des échelles et niveaux différents. Les changements des programmes d'études étaient vite mis en application, les manuels scolaires étaient révisés et des éditions alternatives apparurent. Le Ministère d'Education essaya de créer un plan de réforme étendu mais le modèle ne cessa d'être modifié, dû aux changements fréquents des ministres. L'obstacle principale à l'instauration de la réforme était le manque de flexibilité et la résistance du corps enseignant. Tous ces éléments devaient être traités pour bien comprendre la portée limitée de la réforme d'éducation en référence aux questions minoritaires après 1989, et les problèmes encore existantes de nos jours.

Un élément essentiel de la réforme éducationnelle en Bulgarie était la fin du monopole de l'état sur l'éducation, permettant de ce fait l'établissement des écoles privées et religieuses.¹¹⁸ C'était particulièrement important et nécessaire pour la minorité Turque qui eut le droit de rouvrir quelques madrasas (écoles Musulmanes), fermées dans les 1970. Il était aussi permis de rétablir un programme d'études incorporant la langue Turque et l'éducation religieuse Musulmane. La réouverture de certaines de ces écoles au début des 1990 créa une demande pour des instituteurs de la langue Turque. Traditionnellement, des instituteurs pareils étaient éduqués à l'Université de Sofia, où un département de philologie Turque avait existé de 1959 à 1974. L'Université de Sofia avait des classes de maîtrise de la langue Turque, pourtant les universités à Shumen et à Kyrdzhali (les deux régions avec le pourcentage le plus élevé de population parlant le Turc) préparaient des instituteurs bacheliers.¹¹⁹ De ce fait, lorsque l'usage de la langue Turque a recommencé dans les écoles publiques, il y avait un bon nombre d'instituteurs disponibles ; cependant leur nombre était insuffisant pour étendre l'éducation de la langue Turque partout dans le pays.

¹¹⁷ Cerych. **op.cit.**, p.187

¹¹⁸ **Ibid.**

¹¹⁹ Dejkova, **op.cit.**, s 100.

Depuis son commencement, la nouvelle législation éducationnelle qui passa en 1991 préserva un paradoxe ancien. Le système d'éducation Bulgare avait toujours fait une distinction entre les écoles publiques et les écoles privées et subventionné seulement les écoles qui enseignaient en langue Bulgare. La nouvelle constitution adoptée en 1991 incluait la même distinction. Les droits des citoyens d'origine non Bulgare pour « étudier et employer » leur langue maternelle était reconnue dans l'Article 36(2) de cette constitution. Le droit d'établir des écoles privées avec les propres moyens de l'entrepreneur était aussi reconnu¹²⁰ mais nulle clause ne spécifiait que l'état devait soutenir ces écoles ou bien leurs programmes.¹²¹ Par conséquent, l'état Bulgare s'était libéré de l'obligation de pourvoir aux besoins financiers de l'éducation de ses minorités ethniques, dans le cas où elles décidaient de la poursuivre en dehors du système scolaire publique Bulgare.

Le contrôle de l'éducation par l'état n'était pas non seulement un héritage durable de la période totalitaire ; c'était aussi quelque chose que la majorité Bulgare aimait et désirait. A Shumen où 30.3% de la population était Turque, la plupart des Bulgares avaient désapprouvé la réouverture des écoles privées Turques.¹²²

L'Université de Shumen « St. Kliment Ohridski » qui prépare des enseignants pour les écoles primaires et secondaires eut une inscription accrue des élèves minoritaires dans les classes d'histoire et de sciences sociales. Quelques Bulgares conservateurs redoutèrent que dans un avenir proche, leurs enfants pourraient avoir des instituteurs Turcs et que des instituteurs Turcs enseigneraient une version distordue de l'histoire à leurs classes essentiellement Bulgares. A la place du programme d'études d'histoire traditionnelle ethnocentrique présentant l'histoire Bulgare en termes nationalistes et glorifiant, les élèves pourraient apprendre une version de l'histoire où le rôle et la présence des minorités seraient plus importants.

En Bulgarie, comme partout ailleurs, les enseignants avaient souvent un contrôle absolu sur ce qu'ils enseignaient et sur la façon dont ils le présentaient à leurs

¹²⁰ Eminov, *op.cit.*, p.48

¹²¹ Dyrzhuvni Vesti, *Constitution of the Republic of Bulgaria*, Sofia, 1991, p.4.

¹²² Eminov, *op.cit.*, p.34.

élèves. Ils étaient souvent capables de leur inculquer leurs tendances politiques, en leur apprenant l'Histoire et la Littérature. C'est pour cette raison que l'ethnicité des enseignants était considérée d'une importance extrême par certains éléments de la majorité Bulgare. Sous la domination des Communistes, il y avait eu «une version très claire, très centralisée et subjective du passé, et le désaccord public avec cette version avait des conséquences affreuses ». Se basant sur des entrevues avec des Estoniens, James Wertsch conclua qu'ils avaient maîtrisé deux programmes d'études historiques, « l'histoire officielle » et « l'histoire officieux », qu'il définit en tant que pas vraiment « une interprétation indépendante du passé en tant qu'un ensemble de contre réclamations à l'histoire officielle ». L'analyse de Wertsch se réfère aussi aux étudiants Bulgares qui opérèrent avec « un double programme d'études » durant la période Communiste. Les deux programmes d'études n'étaient pas assez complets, et certains sujets n'eurent pas de traitement différent. Le double programme d'études existait principalement pour des sujets contemporains, comme les politiques domestiques, les affaires étrangères et problèmes sociaux, que le régime voulait contrôler et modeler par la propagande. En public, les étudiants affichaient leur savoir de « l'histoire officielle » mais en fait ils ne le soutenaient pas. En compagnie privée, en dehors de l'espace publique officielle, ils rejetaient « l'histoire officielle » et se livraient à des blagues et rigolades politiques et se moquaient des majeures figures politiques.¹²³

A propos du traitement des Turcs en Bulgarie, les étudiants avaient leurs cercles privés dans lesquels ils avaient accès à diverses informations. Cependant, la propagande puissante et leur propre éducation n'ont pas permis trop d'alternatives à la ligne de l'état. Les étudiants recevaient généralement la même information sur la minorité Turque au-dedans de la sphère privée aussi bien qu'au-dedans de la sphère officielle. L'information alternative était aussi accessible aux Turcs, mais les échanges entre les deux groupes ethniques étaient sévèrement limités dû à la peur de persécution.¹²⁴ Les Bulgares qui avaient vécu avant plus d'un siècle étaient capables de faire la distinction entre l'administration Ottomane et leurs voisins Turcs ; pourtant, l'attitude courante des Bulgares envers les Turcs continua à être basée sur une association des Turcs vivant dans la Bulgarie moderne avec le règne Ottoman.

¹²³ James Wertsch, **Consuming Histories**, 1998, p.76

¹²⁴ **Ibid.**

Plusieurs générations de Bulgares formés par les systèmes d'éducation Communiste et pré Communiste n'avaient jamais eu d'expérience directe avec la période Ottomane. En résultat, ils comptèrent sur leurs connaissances de littérature populaire, la propagande nationaliste ou Communiste et sur le programme d'études scolaire ethnocentrique.

Une réflexion et une raison du ralentissement du processus d'intégration totale des étudiants Turcs et leur expérience dans le système éducationnel Bulgare peut être encore remarquée dans les manuels scolaires encore utilisés en Histoire et Littérature. La littérature et l'Histoire sont des sujets qui ont à faire le plus directement avec la nation et ses caractéristiques, les domaines où l'état « tente de transmettre aux jeunes ce que sont les valeurs sociales et politiques 'désirées' »¹²⁵ Il serait utile de démontrer ce point par une analyse systématique de certains textes représentant ceux qui étaient sanctionnés par l'état depuis 1990.

La présence des chrétiens sur le territoire de la Bulgarie, tel qu'on le connaît aujourd'hui, est très ancienne: un conseil d'évêques a eu lieu à Sofia (Sardica à l'époque) déjà en 343. Mais le vrai développement de l'Église chrétienne en Bulgarie commence en 865 lorsque le roi Boris I se fait baptisé par un évêque de Byzance. La population adhère alors progressivement à la même religion que le roi. Le pays devient alors un sujet de dispute entre Rome et Constantinople qui veulent, toutes les deux, avoir une influence définitive sur les chrétiens Bulgares. La Bulgarie opte finalement pour Constantinople. Avec l'occupation ottomane, qui commence en 1393, l'Église Bulgare perd son autonomie et elle est subordonnée au patriarche de Constantinople. En 1870, l'Empire ottoman autorise le rétablissement d'une Église Bulgare plu ou moins autonome, ce qui entraîne une réaction violente de la part de l'Église de Constantinople qui déclare l'Église Bulgare schismatique en 1872. Ce n'est qu'en 1945 que le patriarche œcuménique reconnaît l'Église Bulgare comme une entité autonome et me fin au schisme. Pendant le régime communiste, qui commence en 1944, le gouvernement Bulgare adopte la même politique envers les cultes que l'URSS, et l'Église Bulgare est alors obligée de jouer un rôle passif dans la société.¹²⁶

¹²⁵ Branislava Baranovic, **History Textbooks in Post-war Bosnia and Herzegovina**, Intercultural Education 12, 2001, p.16.

¹²⁶ Roumen Daskalov, **op.cit.**, p.87

En juillet 1997, le premier Conseil général de l'Église Bulgare depuis 40 ans a eu lieu à Sofia, sous l'autorité du patriarche Maxime. Ce conseil s'est focalisé sur la possibilité d'ouvrir l'Église à une nouvelle société démocratique; il a fait appel au gouvernement pour que l'Église puisse s'investir davantage dans la société, par exemple en ayant un plus large accès aux médias, en garantissant l'enseignement religieux à l'école ou en demandant le retour du patrimoine confisqué sous le régime communiste. En effet, une vraie volonté de renouveau et de modernisation de l'Église existe- elle veut retrouver son rôle dans la société en tant que pilier de l'identité Bulgare. Ainsi, de nouvelles facultés de théologies ont été ouvertes depuis 1989, l'enseignement religieux à l'école existe depuis 1997. Mais l'organisation même de l'Église reste traditionnelle: le Saint Synode domine le reste de l'Église, il est composé du Patriarche et de quelques évêques et se divise en deux entités: le Petit et le Grand Synode, les deux présidés par le patriarche. Au niveau du dogme, l'Église Bulgare soutient les mêmes idées que les autres Églises orthodoxes de l'est.

Depuis 1989 le Patriarche Maxime est souvent critiqué - au début des années 1990 tout le monde attendait que le vieux patriarche (né en 1914) allait se retirer. Mais Maxime a maintenu son position dans la hiérarchie de l'Église Bulgare, malgré les accusations sur ses liens avec le régime communiste et le schisme de l'Église qui a eu lieu au début des années 1990. La carrière de Maxime entame une courbe ascendante dans les années 1950, c'est- dire pendant les années les plus obscurantistes de la terreur communiste. En 1950, il est envoyé à Moscou, en tant que représentant l'Église Bulgare, et il y séjourne pendant six ans. On ne connaît pas bien la nature des activités de Maxime pendant les années à Moscou, cependant il a obtenu la bienveillance des chefs communistes. De retour en Bulgarie, Maxime s'entretenait fréquemment avec les personnalités influentes du régime, ce dont témoignent aussi des documents. À l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, on lit dans une lettre à Peter Mladenov que « ce serait bien que le camarade Zivkov envoie au Patriarche une lettre de félicitations, mais qu'il ne serait pas judicieux de [la] publier ». Or, il s'avère que Zivkov a estimé judicieux d'afficher ses liens privilégiés avec sa sainteté. Le Bureau politique fixe la même année le scénario de la décoration et

ordonne au Saint Synode d'offrir un déjeuner officiel à ses membres, tout comme aux représentants étrangers.¹²⁷

En 1974, le bureau politique du Comité central du Parti communiste Bulgare (PCB) décide de décorer Maxime de la médaille « République populaire de Bulgarie » à l'occasion de son sixantième anniversaire. En 1984, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Maxime, Peter Mladenov propose aux camarades du Comité Central ce qui suit : « La décoration avec la médaille République populaire de Bulgarie, cette fois premier degré, s'impose car il ne serait pas opportun de le décorer de la médaille Georgi Dimitrov, qui est chargée d'une certaine connotation politique ».¹²⁸ La proposition de décoration a été motivée par « le ralliement de l'Église Orthodoxe de Bulgarie au gouvernement populaire et à l'édification du socialisme ». Il est indéniable que Maxime, à l'époque communiste, jouit d'une confiance de la part des athées-communistes. D'ailleurs il aurait fait la confession suivante au commandant soviétique en charge de Sofia : « Camarades, mais moi aussi, je suis communiste ! ».

En 2004, à l'occasion du quatre-vingt-dix-neuvième anniversaire de Maxime, le patriarche a été décoré de la médaille « Stara Planina- premier degré », à la suite de toute une série de militants de l'ancien régime communiste de Todor Zivkov, qui étaient en bonne place dans la hiérarchie d'alors comme ils le sont toujours aujourd'hui. Le décret pour le décorer de la médaille a été signé par le président Georgi Parvanov (un ancien communiste) pour son « grand mérite et sa contribution à la vie spirituelle du peuple Bulgare ». L'actuelle décoration de Maxime semble alors n'être qu'un maintien de la tradition de la part des socialistes d'aujourd'hui. Le patriarche Maxime, dont les liens avec les communistes restent obscurs, a fait, depuis 15 ans, l'objet de nombreuses critiques. On l'accuse principalement d'avoir été nommé par l'ancienne police politique - en effet, sa nomination a été non canonique. Selon certains historiens, à l'époque communiste l'Église était étroitement contrôlée par le Parti communiste et la police secrète, le Comité pour la Sécurité de l'État. Le gouvernement nommait ouvertement des responsables religieux connus pour être corrompus et discrédités, afin de pouvoir exercer du chantage sur eux. Ceux qui

¹²⁷ Dennis Hupchick, *op.cit.*, p.98

¹²⁸ *Ibid.*

critiquent le patriarche Maxime estiment qu'il a été nommé selon ce type de critères.¹²⁹

Il n'est donc pas surprenant qu'après la chute du régime le patriarche Maxime a été attaqué par de nombreux fidèles comme un vestige du communisme. En 1992, Après la chute du régime communiste en 1989, de nombreux fidèles ont attaqué Maxime comme un vestige du communisme et ont demandé son remplacement. En 1992, une commission gouvernementale déclare l'illégitimité de Maxime et installe Pimen, un non-communiste avéré, à la tête de l'Église. Mais Maxime refuse d'accepter cette décision, et l'Église orthodoxe s'est de fait scindée en deux blocs, chaque parti refusant de parler à l'autre. Malgré cette séparation violente des deux courants, il n'y a pas de différences théologiques entre les deux synodes. La querelle n'est pas non plus clairement politique, même si Maxime, nommé pendant la période communiste, est vu¹³⁰ comme de centre gauche alors que ses rivaux penchent pour la droite. Le Saint Synode de Pimen a progressivement gagné de l'importance et en 2004 il contrôlait environ 200 églises, soit un tiers de toutes les églises de Bulgarie.

En 1999, Pimen est mort et a été remplacé par Mgr Inokentiy, mais la tension n'a fait que croître. En 2002, des partisans de Maxime ont été accusés du meurtre d'un prêtre du synode « alternatif » dans une querelle sur la question de la propriété d'un monastère. La querelle entre les deux Églises n'a pas pu être réglé par un accord mutuel, c'est donc à l'administration et au gouvernement de régler la question. Officiellement, l'État Bulgare affirme ne pas vouloir se mêler dans les affaires religieuses, et notamment dans les affaires financières. Pourtant Ivan Zelev, directeur de la direction gouvernementale pour les affaires religieuses, a tendance à prendre parti pour l'Église de Maxime. Il a affirmé, par exemple, que seulement 30 des 200 bâtiments ecclésiastiques occupés par les rebelles étaient effectivement utilisés pour les offices religieux, les autres ne servant qu'à des buts financiers.

Une réponse définitive à la coexistence des deux Églises a été attendue avec l'adoption de la loi sur les Confessions de 2002. Cette loi demande à toutes les institutions religieuses de s'enregistrer auprès des tribunaux, à l'exception de l'Église orthodoxe Bulgare. Mais la loi ne dit pas si cette Église est dirigée légalement par Maxime ou par quelqu'un d'autre... Pourtant l'Église de Maxime semble sortir de ce

¹²⁹ Mari A. Firkatian, *op.cit.*, p.104

¹³⁰ Hupchick, *op.cit.*, p.101

conflit gagnant: en effet, l'Église alternative doit s'enregistrer auprès des tribunaux mais pas sous le nom d'une Église déjà existante. La dernière décision légale de l'été 2004, privant l'Église alternative de ses locaux, semble peu propice à calmer la querelle. En effet, ce règlement établi par le procureur de la République en faveur de Maxime a provoqué une descente de police pour chasser les disciples d'Inokentiy de plus de deux cents bâtiments, octroyés au Saint Synode contrôlé par Maxime. L'opération a été menée à l'aube dans plusieurs endroits simultanément, interrompant parfois les offices du matin.¹³¹ Cet événement a provoqué la colère de nombreux Bulgares, y compris des gens qui ne vont pas à l'église. Des intellectuels, des hommes politiques et des journalistes ont condamné la police et le procureur général pour avoir ordonné cette action et le gouvernement pour l'avoir autorisé.

Finalement, l'Église orthodoxe Bulgare est aujourd'hui dans une position difficile: son rôle culturel et social n'est pas remis en cause mais les problèmes liés au schisme et aux liens du patriarche Maxime avec les anciens dirigeants communistes rendent l'Église orthodoxe impopulaire aux yeux de nombreux fidèles. Le schisme peut aussi être interprété comme une lutte pour le pouvoir: le patrimoine (et surtout les biens immobiliers) qui a été retourné à l'Église a une valeur énorme et les partisans de Maxime, aussi bien que les partisans de Pimen le savent bien.

Quant aux partis politiques, ils essaient de se distancer des problèmes liés au schisme mais ne restent pas pour autant complètement indifférent. En effet, les partis de gauche (et surtout les socialistes) soutiennent plus ou moins explicitement Maxime, alors que les partis de droite (et notamment l'Union des Forces Démocratiques) sont plus proches de l'Église « alternative ». Face à cette lutte pour le pouvoir la population reste perplexe.

D'après les résultats du recensement en 2001, les musulmans représentent 12,2% de la population Bulgare, soit 966 876 personnes sur un total de 7 928 901 habitants. L'islam est donc la deuxième religion de la Bulgarie: mais la communauté musulmane Bulgare est très différente des communautés musulmanes dans les pays de l'Europe occidentale. En France ou en Allemagne, ces communautés sont issues d'une immigration plus ou moins récentes et ont souvent du mal à s'intégrer dans la société. En Bulgarie, l'Islam est une constante depuis des siècles et se développe largement

¹³¹ *Ibid.*, p.122

pendant la domination ottomane. Par ailleurs la foi n'est pas vécu de la même manière par l'ensemble des croyants, il n'y a pas un "islamisme" mais un islam séculaire, tel qu'on le rencontre dans le reste des Balkans. En effet, la religion entre dans la sphère privée et chacun a le droit de la vivre et de l'interpréter à sa manière. De plus, il n'y a pas de discrimination religieuse en tant que telle, c'est à dire une différenciation entre chrétiens et musulmans: la différenciation se fait plus sur les bases ethnoculturelles qui sépare les Bulgares, les Turques ou encore les Roms.¹³² La chute du régime communiste de Zivkov met fin à la discrimination des citoyens Bulgares de confession musulmane. Entre 1984 et 1989 la Bulgarie a entrepris une politique d'assimilation brutale de la population turque - après la chute du régime de nombreux observateurs avaient peur qu'un conflit entre musulmans (surtout Turcs) et chrétiens orthodoxes éclatent. Mais les thèses sur l'incompatibilité supposée entre musulmans et chrétiens dans une société démocratique ne se sont pas vérifiées. Même si le thème de la « bulgarisation » forcée des années 1980 reste un sujet essentiel pour la communauté turque, il n'y a pas de véritables conflits entre chrétiens et musulmans. La sécularisation de l'islam peut également s'expliquer par le fait que la communauté musulmane a d'autres préoccupations que la religion. En effet, cette communauté a été durement touchée par la crise économique du pays, liée au démantèlement de l'économie dirigée Bulgare. Ce démantèlement est à l'origine d'un creusement des disparités sociales et régionales qui affecte particulièrement les communautés musulmanes : la restitution des terres agricoles confisquées par le pouvoir communiste a d'abord pénalisé des populations rurales turques et Roms qui avaient rejoint les coopératives socialistes dans les années 1950, mais n'étaient pas propriétaires avant-guerre. Un niveau de qualification plus modeste et des discriminations sur le marché du travail ont également valu aux Roms de figurer parmi les premiers licenciés. Par surcroît, la fermeture des mines et des conglomérats industriels obsolètes a appauvri les régions dans lesquelles les populations musulmanes sont concentrées (notamment les Rhodopes). En Bulgarie, l'Islam ne forme pas le trait identitaire principal de la communauté musulmane: cette communauté est en effet loin d'être homogène. Comme on l'a déjà évoqué, s'il y a discrimination, elle se fait plus au niveau ethnique qu'au niveau religieux.¹³³

¹³² Todorova, **op.cit.**, p.221

¹³³ Pundeff, **op.cit.**, p.51

Si on adopte ce critère ethnique, on peut distinguer trois principaux groupes au sein des musulmans Bulgares. Il s'agit premièrement des Turcs Bulgares qui représentent 9,4% de la population, c'est-à-dire presque 750 000 personnes. Ce groupe présente aussi une forte diversité interne: même si les Turcs sont à forte majorité (98%) musulmans et de langue maternelle turque, ils se divisent sur le plan religieux en sunnites et en alévis (ou kizilbach-i). Les Bulgares musulmans (les Pomaks) forment la deuxième communauté musulmane Bulgare (entre 80 000 et 150.000 personnes selon les estimations). Par leur langue, coutumes et origine ethnique, cette population est proche des Bulgares chrétiens, par leur religion elle est proche des Turcs. Leur construction identitaire paraît alors fluide, d'autant plus qu'ils ont fait l'objet de nombreux efforts de « nationalisation » tout au long du XXème siècle.

Enfin, ils se définissent principalement en rapport avec leur entourage (à majorité turque ou Bulgare) ou adoptent des stratégies individuelles. Enfin, une partie des Roms (qui représentent en tout 4,7% de la population selon les chiffres officiels) est également de confession musulmane ce qui la différencie de la majorité des Roms chrétiens.¹³⁴

Depuis 1990, un parti politique (le Mouvement pour les Droits et Libertés - MDL) se propose de défendre les intérêts de la communauté musulmane (et surtout de la communauté turque au départ). Ce parti est issu des mouvements de résistance à la politique d'assimilation forcée de 1984-1989, et il s'est officiellement formé à Varna le 4 janvier 1990.¹³⁵ Le MDL s'est progressivement imposé comme un acteur incontournable du jeu politique Bulgare, fournissant un appui essentiel aux partis sortis vainqueurs des urnes, qu'ils soient de gauche ou de droite. Au début des années 1990 le parti devait surmonter la défiance d'une partie des Bulgares slaves et d'éviter une interdiction en vertu de l'article 12 de la constitution de 1991 qui interdit la formation de partis politiques sur une base raciale, ethnique ou confessionnelle.

L'accent était alors mis sur le caractère "national-inclusif" du Mouvement et la défense des droits de l'homme en général. En pratique, les demandes du MDL se

¹³⁴ Firkatian, *op.cit*, p.66

¹³⁵ *Ibid.*, p.71

limitaient au rétablissement des noms changés de force par le pouvoir communiste, à la défense des libertés d'expression et de confession, et à l'enseignement du Turc à l'école. La religion occupait une place minimale dans un programme fondé sur la revendication d'une meilleure intégration des minorités dans la société Bulgare. Depuis 1992 le MDL essaie de se détacher de plus en plus de la Turquie pour attirer le reste des musulmans Bulgares, et notamment les Pomaks. Une politique plus active en direction des Pomaks et des Roms a donc été mise en place et en octobre 1997 le parti soutient l'élection au poste de grand mufti d'un Pomak, Mustafa Alis Hadzi. En effet, en relayant les demandes des communautés musulmanes et en adoptant une ligne extrêmement modérée, le parti a réussi à jouer un rôle de premier plan dans l'apaisement des rapports intercommunautaires en Bulgarie.

Globalement, on peut définir la stratégie du MDL comme une tentative pour s'assurer la loyauté des électeurs Turcs sur une base communautaire et un dépassement de l'offre identitaire-turque. Au fil des années, cette politique d'équilibrisme s'est accompagnée de l'élaboration d'un discours idéologique permettant de légitimer le pragmatisme du parti dans le choix de ses alliances électorales. Tour à tour, le Mouvement a en effet soutenu le Parti socialiste Bulgare (1993-1996), l'Union des forces démocratiques (1996-2001), et le Mouvement national Siméon II (2001-...).

C'est en s'alliant avec le Mouvement national Siméon II, vainqueur des élections législatives en juin 2001, que le MDL a, pour la première fois, accédé directement au pouvoir exécutif et obtenu deux postes de ministres (Agriculture et Forêts, sans portefeuille) et trois vice-ministres (Développement régional, Défense, Finances), ainsi que la direction du Conseil national sur les questions ethniques et démographiques.¹³⁶ Ainsi, le MDL a confirmé qu'il ne s'agit pas d'un parti religieux – ses revendications portent essentiellement sur l'intégration des minorités à la société et sur une construction identitaire commune de la communauté musulmane. Mais l'association entre le mouvement politique et la communauté musulmane au sens large demeure toutefois bancal. En effet, les Roms et les Pomaks ne votent pas automatiquement pour le MDL et une partie de la population turque risque de se détourner du parti qui, malgré les résultats électoraux stables, ne détient finalement que peu de pouvoir réel. Ce qu'il faut donc retenir c'est que la communauté musulmane n'est pas discriminée du point de vue religieux mais du point de vue

¹³⁶ Crampton, *op.cit*, p.31

ethnique - la question des musulmans Bulgares est donc plus une question de minorités que de religion. D'ailleurs le représentant politique de cette communauté l'a bien compris, et la religion ne figure sur son programme que d'une manière Sporadique.¹³⁷

2.1 La liberté de religion en Bulgarie : Point de vue des minorités

L'Islam en Bulgarie est séculaire et le développement du pays au cours des dernières années laisse penser qu'une liberté de religion et une grande tolérance envers les autres religions vont jouer en faveur de ce caractère séculaire. Pendant la période communiste, la communauté musulmane Bulgare a été coupée de la communauté musulmane internationale - le danger d'une radicalisation provient finalement de l'ouverture vers l'étranger, avec la possibilité de contact avec les milieux islamistes radicaux. D'ailleurs les relations entre l'Église orthodoxe et les musulmans s'améliorent, ce qui montre encore une fois le climat de tolérance religieuse qui existe en Bulgarie. En novembre 2001 une première rencontre entre les plus hauts représentants des religions orthodoxe et musulmane (le patriarche Maxime et le grand mufti Selim Mehmed) depuis cinquante ans a eu lieu (et depuis 2001 il y en a eu d'autres). M. Mehmed ne met pas en cause la clause constitutionnelle stipulant que la religion orthodoxe est traditionnelle en Bulgarie.

L'Église catholique est peu représentée en Bulgarie, elle recense aujourd'hui à peu près 10 000 fidèles. La présence catholique est d'une part due à l'action des missionnaires au XIV^{ème} et au XVI^{ème} siècle et d'autre part à une conversion au catholicisme d'une partie des orthodoxes au XIX^{ème} siècle. Lorsqu'au XIX^{ème} siècle l'Église Bulgare luttait pour obtenir son indépendance vis-à-vis de Constantinople, une partie des hauts représentants de l'Église Bulgare s'est tournée vers Rome en pensant que l'Église catholique leur permettrait de conserver les traditions ecclésiastiques nationales. Puisque cette conversion vers le catholicisme s'est faite dans le contexte de la lutte nationale Bulgare pour l'indépendance, l'Église catholique a rapidement attiré à peu près 60 000 fidèles. Mais dès que l'Église orthodoxe Bulgare a gagné une certaine autonomie en 1870, les trois quarts des nouveaux catholiques sont revenus à l'Église orthodoxe.

¹³⁷ **Ibid.**, p.41

Le XIXème siècle a donc été le seul moment de l'histoire Bulgare, où une tendance pro-catholique nette peut être discernée. Même si le catholicisme est la troisième religion du pays, elle reste très marginale en ne représentant que 1,5% de la population Bulgare. Par ailleurs, les catholiques ont été persécutés pendant la période communiste, notamment dans les années 1950 où de nombreux prêtres catholiques ont été emprisonnés. Mais à la différence d'autres pays de l'Europe de l'est, l'Église catholique n'a jamais été officiellement supprimée sous le régime communiste. Depuis 1989, une partie de son patrimoine a été rendue à l'Église catholique. Quelques journaux Bulgares ont remarqué que le catholicisme était à la «mode »; on parle souvent d'une manière positive du pape Jean-Paul II (notamment depuis sa visite de Sofia ainsi que du monastère de Rila, le haut lieu de l'Église orthodoxe Bulgare, en 2001) alors que l'on attaque le patriarche Maxime.¹³⁸

L'inégalité des femmes par rapport aux hommes a largement diminué pendant l'époque communiste. Le régime communiste a contribué à la généralisation du travail des femmes, dont la réalisation apparaît à la fois naturelle et socialement désirable. Encore aujourd'hui, les différences de salaires entre hommes et femmes sont moins importantes que dans de nombreux pays de l'est mais aussi dans certains pays de l'ouest.

L'inégalité entre les sexes prend d'autres formes en Bulgarie, dont la société reste encore largement patriarcale (la violence conjugale est courante). Les femmes n'ont pas les mêmes opportunités de carrière que les hommes: dans les milieux aisés le travail des femmes peuvent être vu d'une manière négative et le retour au foyer s'impose dans certains cas. Dans les milieux moins aisés les femmes ont été les premières victimes du chômage structurel qui touche la Bulgarie depuis le début des années 1990. 30% de la population Bulgare vit aujourd'hui en-dessous du seuil de pauvreté - les taux de natalité ne font alors que chuter puisque les femmes hésitent de mettre au monde des enfants qu'elles ne pourraient peut-être pas élever dans des conditions décentes. De plus, les grands-parents (c'est-à-dire une grande partie des retraités) ne peuvent plus assumer le rôle des parents de substitution qu'ils jouaient

¹³⁸ Pundeff, *op.cit*, p.45

sous le communisme - ce sont les retraités qui sont les plus touchés par la crise économique et ont besoin de l'aide aux-aussi.¹³⁹

L'Église orthodoxe ne se prononce pas d'une manière décisive sur le travail des femmes ou l'inégalité des conditions pour les femmes. Pendant la période communiste l'Église orthodoxe, comme tous les autres cultes, était obligée d'abandonner son rôle dans la société et donc elle n'a pas pu s'opposer au divorce, à l'utilisation des moyens de contraception ou à l'avortement comme c'était le cas dans les pays de l'ouest. Aujourd'hui elle ne peut pas revenir sur les acquis sociaux (généralisation du divorce par exemple) qui datent de quelques décennies. Les positions de l'Église orthodoxe surtout, sont très modérées en matière de l'égalité des conditions des femmes.

Il faut placer le recours à l'avortement généralisé en Bulgarie dans le contexte spécifique que l'on vient de décrire. En effet, en Bulgarie postcommuniste, faire des enfants équivaut souvent à un luxe que seulement une frange de la population peut se permettre. Le taux de fertilité est extrêmement bas, à l'exception des minorités ethnoculturelles socialement défavorisées (surtout les Roms). La Bulgarie est l'un des pays de l'Europe où le taux d'interruption volontaire de grossesse est le plus élevé, on compte en moyenne 1,5 avortement pour une naissance. Ceci s'explique par le fait que l'avortement est vu en Bulgarie comme un moyen de contraception. En effet, les méthodes de contraception « classiques » (la pilule, le stérilet...) sont souvent coûteuse pour une femme Bulgare ou bien doivent faire face à une grande méfiance de la part des femmes, surtout des générations qui ont connu le communisme. Ces méthodes de contraception ont été introduite en Bulgarie déjà sous le communisme mais leur qualité était moindre et les effets secondaires nombreux.¹⁴⁰

Le cadre législatif est également à l'origine de la généralisation du recours à l'avortement. D'après le décret du 9 février 1990 sur « les conditions et l'ordre de l'interruption artificielle de grosse », « toute femme enceinte » peut avorter jusqu'à la douzième semaine de grossesse. Le cadre législatif est en effet très ouvert et les pendant les années 1990 l'avortement était un service non-payant. En 1998 les amendements à la loi sur la « santé nationale » introduisent des prestations médicales

¹³⁹ Cviic, *op.cit.*, p.61

¹⁴⁰ *Ibid.*, p.64

payantes, notamment en matière d'IVG. Ceci a fait certes baissé légèrement le taux d'IVG, avec en plus l'introduction des méthodes de contraception Plus efficaces et une meilleure sensibilisation de la jeune génération à l'utilisation de la pilule, mais l'avortement reste tout de même très utilisés par les femmes Bulgares. L'avortement ne constitue donc pas un sujet polémique en Bulgarie comme c'est le cas en Pologne, par exemple. L'avortement est en Bulgarie socialement acceptable et l'Église orthodoxe n'y s'oppose pas. En effet, L'Église n'a pas la prétention à régir selon des codes moraux rigides la vie privés des croyants. Le message religieux intègre certes des appels à la vertu, mais le discours de l'Église n'a pas le caractère impératif comme dans certains États catholiques, notamment en Pologne ou en Irlande. L'exemple de l'avortement montre encore une fois à quel point les différents cultes, et l'Église orthodoxe Bulgare en premier lieu, ont perdu leur influence sur la vie privé des croyants et n'ont pas l'ambition d'intervenir dans le débat sur les conditions d'égalité des femmes.¹⁴¹

¹⁴¹ Firkatian, *op.cit.*, p.50

II. Deuxième partie : Le problème de minorité en Bulgarie

A. L'histoire des problèmes principaux des minorités et des Turcs

1. L'histoire des Bulgares dans l'Empire Ottoman et l'histoire des Turcs dans La Bulgarie

Le problème de minorité en Bulgarie est né avec l'établissement de l'état nation en 1878, mais c'était le produit des développements historiques qui ont duré des siècles. Pendant la période Ottomane, la population Bulgare était l'une des minorités ethniques dans l'empire. Bien que la Bulgarie ait existé comme état avant la conquête Ottomane de la péninsule balkanique, ses terres ont été toujours peuplées par un certain nombre de différentes appartenances ethniques.

La question des minorités a en fait surgi seulement au dix-neuvième siècle comme résultat de la vulgarisation du nationalisme comme idéologie. Ce chapitre passera en revue l'histoire de l'état Bulgare de la période avant la conquête de tabouret de la péninsule jusqu'à l'établissement de l'état nation Bulgare de modem vers la fin du dix-neuvième siècle.

La question des minorités a en fait surgi seulement au dix-neuvième siècle comme résultat de la vulgarisation du nationalisme en tant qu'idéologie. Ce chapitre passera en revue l'histoire de l'état Bulgare de la période avant la conquête de la péninsule par l'Empire Ottoman jusqu'à l'établissement de l'état nation Bulgare moderne, vers la fin du dix-neuvième siècle. La location géographique de la péninsule Balkanique a toujours exposé les divers royaumes et empires qui se sont développés là-bas, aux influences de l'Asie et de l'Europe. La domination militaire de l'empire romain et de Byzance sur cette région a déterminé sa conversion en christianisme. Mais vers la fin du Moyen Age, elle a été également exposée à l'Islam lorsque l'Empire Ottoman a passé au-delà du Bosphore, sur le continent européen. La péninsule balkanique était en contact avec le monde arabe encore plus tôt, par

exemple le Tsar Bulgare Siméon (893-927) a établi un contact politique avec les Arabes pour arranger une attaque commune contre l'Empire Byzantin.¹⁴²

En outre pendant la règle de Siméon, l'influence artistique islamique est apparue dans les manuscrits et l'art Bulgares. André Grabar soutient que cette influence a été supprimée plus tard, et la mémoire de ces manuscrits, qui doivent avoir été détruits du temps de la conversion en christianisme en 864, a été en fait effacée.¹⁴³

La puissance militaire de Byzance a été défiée par les croisés dans le onzième et de douzièmes siècles. En 1185, deux propriétaires fonciers Bulgares ont mené une révolte contre l'autorité byzantine et ont réussi à établir le deuxième royaume Bulgare, qui a duré pendant deux siècles. La majeure expansion du royaume a eu lieu dans la première décennie du treizième siècle, et a atteint son zénith territorial, politique et culturel dans la deuxième décennie de ce siècle durant le règne d'Ivan Asen II. Depuis la deuxième moitié du treizième siècle, le royaume Bulgare était en désintégration en raison des rivalités dans les politiques internes aussi bien que des menaces extérieures des Magyars, des Serbes, et des Ottomans.¹⁴⁴

Les royaumes de la Bulgarie et de la Serbie, aussi bien que l'empire Byzantin, n'ont pas été conquis en une nuit. Les Ottomans ont été recrutés les premiers, par les empereurs byzantins comme alliés dans leurs autres guerres, mais ensuite ils ont graduellement augmenté leur contrôle des territoires balkaniques. Tandis que la littérature et l'historiographie nationales balkaniques dépeignent les armées d'Osman comme une force imparable qui a balayé par Balkans avec le feu et le massacre, leur conquête territoriale était en fait progressive. Elle a duré depuis le commencement du quatorzième siècle jusqu'à la mi-quinzième avant que la totale domination Ottomane des Balkans ait été réalisée avec la chute de Constantinople en 1453.

¹⁴²H.T. Norris, **Islam in the Balkans: Religion and Society between Europe and the Arab World**, Columbia, SC: University of South Carolina Press, 1993, p.20-21.

¹⁴³André Grabar, **Influences musulmanes sur la décoration des manuscrits slaves Balkaniques**, *Revue des Etudes Slaves*, 1951, p.132.

¹⁴⁴R.J. Cramton, **A Concise History of Bulgaria**, New York: Cambridge University Press, 1997, p.24-29

Tandis que les Ottomans possédaient une armée puissante, qui a semblé invincible pendant plusieurs siècles, le succès militaire des Ottomans a été mieux expliqué par l'incapacité des chefs politiques balkaniques à surmonter leurs rivalités personnelles et de s'unir contre cette nouvelle puissance. Ces chefs balkaniques ont manqué d'imagination pour prévoir que le système politique balkanique traditionnel de Byzance prédominante et de plusieurs plus petites formations politiques était vulnérable à une force extérieure. Traditionnellement, ils ont cru que leur ennemi était dans l'ouest, c.-à-d. La Papauté et le saint empire Romain. L'Islam semblait toujours trop loin et n'était une menace que pour la partie occidentale du continent européen.

La confrontation entre les Ottomans et les populations des Balkans a continué tout au long de la période de leur début d'interaction. Les armées Ottomanes envahissantes ont rencontré une forte résistance pendant leur conquête de la péninsule. Après qu'elles aient placé la région sous leur commande, la résistance locale a continué sur une plus petite échelle, puisque la direction nationale avait été détruite. La frontière s'est déplacée au nord, laissant les provinces balkaniques au cœur européen du nouvel empire. Ces provinces noyaux de l'Empire Ottoman suppléaient du revenu fiscal pour la Porte, de la nourriture et d'autres approvisionnements pour les armées Ottomans. Du quatorzième jusqu'au dix-septième siècle, l'empire Ottoman était en montée.

L'une des questions le plus vivement discutées ici est l'ampleur de résistance balkanique contre règle ottomane. L'impression qu'on a des chansons et des histoires folkloriques est une impression de lutte continue et de suppression violente, bien qu'ils fournissent rarement les spécifications. Se basant sur cette matière, les historiens balkaniques ont supporté traditionnellement la théorie de lutte continue qui a atteint son apogée avec la série de révolutions balkaniques réussies au dix-neuvième siècle. Quelques historiens ont soutenu, cependant, que les Balkans avaient été la scène du conflit constant tout au long du Moyen Age, et seulement avec la conquête Ottomane que ces terres et leur population ont pu jouir d'un temps de paix et que le statut des paysans s'est en fait amélioré pendant le début de la période Ottomane.

La conquête des Balkans par les Ottomans n'était pas essentiellement une question de l'Islam contre le Christianisme. C'était fondamentalement l'expansion politique et territoriale d'un empire bourgeonnant, qui a eu alors comme conséquence la transformation et la mi-acculturation des peuples balkaniques. Tandis qu'une telle conquête territoriale est normalement accompagnée d'une certaine quantité de violence, les Ottomans n'ont pas différé fondamentalement dans leurs méthodes, des armées chrétiennes de la même période. Néanmoins, il a toujours été difficile pour le peuple non musulman des Balkans de voir la conquête Ottomane comme uniquement un changement politique. Des attitudes populaires, le folklore, la littérature, et les manuels ont été toujours infusés avec des émotions et fierté nationalistes.

1.1. Le Model d'étude Bulgare : La Racine des problèmes de minorité ?

Pendant que le jeune état Bulgare procédait à modeler son propre programme d'études après 1878, il a assigné un rôle majeur à l'étude de la littérature nationale, y compris la tradition orale. En effet, la littérature révolutionnaire du dix-neuvième siècle était présentée en tant que la continuation de la littérature traditionnelle orale des siècles précédents. Au début de la période de l'« établissement de la nation » les spécialistes littéraires accentuèrent certains thèmes et « symboles d'identité » nationaux qui étaient directement transférés dans le programme d'études où ils se solidifièrent avec le temps et devinrent partie intégrale du canon. Par exemple, il y avait une association indirecte des Turcs Ottomans, très négativement dépeints dans la littérature révolutionnaire du dix-neuvième siècle, avec les Turcs ethniques vivant dans la Bulgarie contemporaine. Le programme d'études de l'histoire renforçait aussi ce lien, en manquant à différencier objectivement ces deux groupes de Turcs. Très souvent, les professeurs d'histoire ajoutaient des pièces littéraires sur la période Ottomane, de la même époque que le sujet de leurs cours, sans les définir en tant que littéraires, contrairement à ce qu'ils faisaient en citant des sources historiques.

La période de nationalisme croissante en Bulgarie, en particulier au milieu et vers la fin du dix-neuvième siècle, produisit un corps d'œuvres littéraires qui définirent la nation et ses caractéristiques. Le but de ces œuvres était de rallier la société Bulgare pour qu'elle se révolte et proclame son caractère national. Ivan Vazov (1850-1921) était sans doute la figure Bulgare par excellence pendant les années de la

formation de la nation-état Bulgare (1878-1918) ; il est souvent décrit comme « le patriarche » de la littérature Bulgare.¹⁴⁵

Vazov et son énorme œuvre prolifique devint cruciale pour l'identité nationale Bulgare, car il était aussi l'auteur le plus influent écrivant spécifiquement sur le thème de l'identification nationale. Ses écrits étaient chargés de ferveur nationale et visaient à éduquer la population Bulgare sur son histoire et inculquer la gloire nationale. Vazov écrit la plupart de son œuvre après l'établissement de l'état Bulgare ; plusieurs d'entre ses écrits décrivaient les événements historiques récents, spécialement « la période révolutionnaire ». Il concevait le système d'éducation comme faisant partie du « vaste programme culturel » orienté vers la jeune génération Bulgare, et décida de les imbiber de conscience nationale et culturelle par la littérature nationale.¹⁴⁶ Vazov participa activement dans le développement du programme d'études en pourvoyant une proportion substantielle des sélections dans les manuels de littérature, et, en tant que coéditeur (avec K. Velichkov) de l'Anthologie Populaire Bulgare (1883) et Poèmes pour Jeunes Enfants (1883).¹⁴⁷ Vazov était élu à l'Assemblée Nationale en 1884 et servit comme Ministre de l'Education entre 1897 et 1899.

La littérature Bulgare de cette période était caractérisée par une image négative des Turcs, transmise en tant que but pédagogique consciente. Vazov et les autres auteurs Bulgares du dix-neuvième siècle percevaient la nation en tant qu'entité ethniquement et religieusement homogène, mais sous la menace des Turcs autrefois dominants, qui constituaient les principaux « autres ». Ces autres possédaient par naissance, un nombre de qualités négatives : une croyance diamétralement opposée, une langue et des coutumes différentes, et le plus important, une position de dominance politique. Cette littérature employait souvent des métaphores négatives et des descriptions d'un « oppresseur » qui était « sans pitié » et était rempli de « fanatisme musulmane ». Elle traitait les traditions Chrétiennes avec grand respect, et décrivait les traditions Musulmanes en tant que barbares. Par exemple, une œuvre affirmait que « le Chrétien était monogrammiste. Pour lui le mariage était un mystère sacré et une union jusqu'à la fin de la vie. Pour le Musulman, c'était un contrat, et sa

¹⁴⁵ *Ibid.*, p.88

¹⁴⁶ Zhelyazkova, *op.cit.*, p.177

¹⁴⁷ *Ibid.*, p.181

religion lui donnait le droit d'avoir quatre femmes à la fois, et il pouvait divorcer facilement. »¹⁴⁸

Bien que cette représentation négative était compréhensible durant la période immédiate suivant l'Indépendance nationale, son usage continué était moins facilement explicable, vu l'amélioration des relations Turco-Bulgares. Les œuvres littéraires de la période révolutionnaire étaient employées non seulement après l'indépendance et entre les deux guerres, mais aussi sous le régime Communiste. Ce fait suggère que le contenu du programme d'études et les interprétations littéraires étaient guidés par la politique plutôt que par un agenda national coloré, parce que la Bulgarie fut le témoin d'une grande variété de régimes politiques pendant le siècle suivant. Mais la canonisation qui a eu lieu pendant cette période d'établissement de la nation-état, et qui était principalement accompli par les critiques littéraires, fut incontestée.

Les premiers manuels scolaires publiés après l'indépendance présentaient déjà l'identité nationale dans un cadre rigide. Cela était valable, par exemple, pour « une Histoire de la Littérature » (1896) d'Alexander Balan, qui eut plusieurs éditions et demeura le manuel principal sur ce sujet pendant une décennie.¹⁴⁹

Il définissait la littérature comme « la somme de toutes les œuvres spirituelles qu'une nation a créé et qu'elle possède, en forme verbale ou écrite » Cela non seulement définissait ce qu'était la littérature, mais aussi présumait une définition de la « nation ». Il suggérait que « les questions et les problèmes » qui étaient soulevés depuis plus d'un siècle au sujet de la nation Bulgare émergente, avaient été résolus et leur solutions devraient maintenant être acceptées sans être contestées. »¹⁵⁰

Balan avait assemblé une variété de travaux littéraires, tels que brochures, journaux, atlas et chansons folkloriques, et dans le processus de les positionner dans son récit littéraire-historique, il permit à leurs différences de disparaître en faveur d'une égalité de statut en tant que « manifestations de l'Esprit national ». Balan s'était inspiré de la philologie Slave produite principalement par des académiciens

¹⁴⁸ **Ibid.**

¹⁴⁹ Djordjevic, **op.cit.**, p.115

¹⁵⁰ **Ibid.**, p.116-117

Allemands au début du dix-neuvième siècle, aussi bien que des philologues Russes et Tchèques qui encouragèrent les Bulgares à assembler et mettre sur papier leur « nouvelle littérature » aussi bien que leur traditions orale. Il suggéra deux catégories de littérature Bulgare « l'ancienne » et « la nouvelle », et la plupart des académiciens professionnels de littérature ont maintenu cette division. En d'autres mots, le tout premier manuel d'Histoire de la Littérature Bulgare établit une catégorisation de temps qui acquit une « permanence étonnante » et resta intact jusqu'à nos jours.¹⁵¹ Cette catégorisation a uni les catégories auparavant opposées, telles que médiévale et moderne, ou bien religieuse et séculier, et a suggéré une continuité dans la tradition littéraire Bulgare. Cela impliqua aussi une tradition littéraire qui était plutôt longue, et par conséquent démontrait l'existence d'une culture et d'une identité nationale Bulgares, anciennes de plusieurs siècles. On a l'impression cependant que cette catégorisation servait initialement l'idéologie nationale, et non pas les buts professionnels et analytiques ; son objectif conscient était de valider une tradition vieille de plusieurs siècles et la continuité organique de la nation Bulgare.

Balan a aussi ouvert une porte pour la présentation et la perception du folklore en tant que la voix du peuple. Il assembla des éléments de folklore verbal et des travaux littéraires écrits, bien qu'il fût au courant de leurs différences en tant « manifestations spirituelles » de la nation.¹⁵² Son œuvre littéraire décrivait le folklore comme « la poésie obscure de l'âme nationale » et d'autres auteurs suivirent son chemin.¹⁵³ L'incorporation du folklore par Balan, le rapprocha de la littérature de renaissance Bulgare du dix-neuvième siècle. La « nouvelle » littérature Bulgare (c.à.d. la littérature révolutionnaire, nationale de la seconde moitié du dix-neuvième siècle) suivait « la tradition glorieuse » de la littérature « ancienne », en créant un sens de continuité dans lequel les écrits religieux du dixième siècle coexistaient avec les travaux révolutionnaires du dix-neuvième siècle.¹⁵⁴

¹⁵¹ Ministry of Foreign Affairs, Republic of Turkey **The Bulgarian Turks in Turkey**. 1997, <http://www.mfa.gov.tr/groupb/bc/bcc99/march/01.htm>.

¹⁵² Jelavich, **op.cit.**, p.135

¹⁵³ **Ibid.**, p.141

¹⁵⁴ **Ibid.**

L'incorporation du folklore dans l'éducation, et spécialement dans le contexte du programme d'études nationaliste, était justifiée par ses statuts de « voix nationale » ; quelques travaux folkloriques ont acquis une nouvelle signification en tant qu'expressions de cette voix collective. L'inclusion du folklore comme un précurseur direct de la littérature nationaliste du dix-neuvième siècle par Balan, et l'acceptance de ce concept par d'autres critiques, a créé un canon littéraire qui était quasi légendaire. Cependant, l'emploi des pièces folkloriques dans les classes d'histoire en tant que sources primaires le rendait très problématique. Cela devint un outil pédagogique fréquemment utilisé, par exemple, neuf sur dix des professeurs d'histoire de Shumen qui ont participé à l'enquête, ont signalé qu'ils employaient souvent le folklore (chants folkloriques, histoires et proverbes) pour décrire des périodes historiques, particulièrement la période Ottomane, et l'attitude du peuple Bulgare vis-à-vis des Turcs.¹⁵⁵ Même dans les 1990, les manuels de littérature en Bulgarie étaient encore rédigés dans un style plutôt ethnocentrique et des concepts vagues tels que « nom Bulgare », « caractère Bulgare », « la dignité nationale Bulgare » et « existence nationale Bulgare » sont devenues des banalités et ont été transformées en métaphores pour « comprendre la nation »¹⁵⁶

Quant aux manuels d'histoire, ceux qui étaient employés vers la fin de la période Communiste, ils ne mentionnaient même pas la population considérable Turque en Bulgarie. Avec la fin du régime Communiste, une société plus démocratique s'est manifestée et les programmes d'études ont été modifiés. Mais l'effondrement du Communisme en 1989 n'a pas pourvu une réforme instantanée dans le système d'éducation. Les réformes n'ont pas été suffisamment radicales et particulièrement dans l'enseignement d'histoire, il y avait un décalage par rapport à l'histoire des différentes minorités, et surtout des Turcs. La plupart des professeurs d'histoire ont continué à se baser sur des sources littéraires pour les exemples et les illustrations qu'ils utilisaient, et cela surtout en enseignant la période Ottomane. Les études statistiques sur les enseignants en Shumen montrèrent que la majorité avait continué à faire ample usage des travaux littéraires de la période révolutionnaire, en les présentant souvent en tant que sources historiques, et non pas des sources littéraires.

¹⁵⁵ Djordjevic, *op.cit.*, p.106

¹⁵⁶ *Ibid.*

La période de démocratisation de la société après 1989 et la sphère politique n'ont pas produit un programme d'études exempt de toute idéologie. La période de démocratisation des 1990 exigeait des réformes éducationnelles et s'est embarquée dans un processus de réformes durant une dizaine d'années, mais échoua à changer le programme d'études ethnocentrique et le mariage de la littérature avec l'histoire. L'histoire est encore manipulée dans les manuels scolaires, puisque même sous la démocratie, le passé est encore « une zone politique » dont certaines parties peuvent être effacées suivant la mode et la volonté du régime politique.¹⁵⁷ Par exemple, des informations personnelles « en dehors des normes » de certains auteurs et figures nationales, telles que leur préférence sexuelle ou bien par exemple la peur que Vazov avait de l'agitation de la révolution, ne sont pas encore déclarées dans les classes.¹⁵⁸

Tandis que la composition, la publication et l'adoption des manuels scolaires étaient auparavant centralisées au plus haut niveau, au Ministère de l'Éducation, la plupart des pays de l'Europe Orientale avaient de monopolisé la publication et la commercialisation des manuels, et mis l'accent sur la rétroaction des instituteurs et la participation au niveau local. La démonopolisation de l'industrie des manuels avait suppléé le marché avec d'autres manuels alternatifs en plusieurs sujets, de ce fait, laissant l'initiative aux enseignants. Cependant, même parmi cette grande variété de manuels scolaires, les professeurs ont retenu leurs anciennes habitudes de ne pas user de leur droit sélection, c.à.d. tous les professeurs d'histoire dans les lycées de Shumen, à l'exception d'un d'entre eux, employaient le manuel scolaire recommandé par le Ministère de l'Éducation.¹⁵⁹

Une explication plausible est que le Ministère approuvait justement les meilleurs manuels ; mais quand même, cela suggère que le principe de décentralisation ne marchait pas encore au niveau régional. Le nombre d'enseignants « obéissants » qui n'ont pas profité des manuels alternatifs, et la nouvelle liberté étaient généralement alarmants. Par exemple, Arnaudov débat que le système d'éducation Bulgare n'était pas demeuré simplement « conservateur (modéré) » dans

¹⁵⁷ Meininger, *op.cit.*, p.25

¹⁵⁸ *Ibid.*, p.26-27

¹⁵⁹ *Ibid.*

le sens de ‘ne révisant pas convenablement ses manuels’, mais aussi « conservateur (en tant que prêchant la préservation de l’ancien système) », les mêmes auteurs écrivant les nouveaux manuels, particulièrement en littérature, depuis les dernières trente années.¹⁶⁰

L’attente d’une révision immédiate et radicale des manuels scolaires, embrassant des nouvelles perspectives n’était peut-être pas réaliste. Après tout, dans la plupart des pays de l’Ouest, l’historiographie professionnelle ne joue pas un rôle universellement central en formulant la représentation du passé que l’éducation publique enseigne aux jeunes. A l’Ouest, les agendas scolaires et les recherches historiques modernes sont habituellement loin d’être de prime importance dans ce processus. Une érudition révisionniste et sérieusement conventionnelle est presque toujours en tête des présentations dans les manuels et dans les classes, en dessous du niveau universitaire. De ce fait, bien que les interprétations académiques informent éventuellement l’éducation d’histoire dans les écoles secondaires, au moins indirectement, jusqu’à ce qu’ils pénètrent la classe, ils sont ordinairement dilués, employés sélectivement, et parfois adaptés à des fins différentes de l’intention de leur auteur.¹⁶¹

1.2. La pression invisible de l’Etat sur les droits des minorités

En Bulgarie, c’était vraisemblablement le contrôle de l’état sur les universités et les historiens professionnels qui avaient déterminé la servilité de l’historiographie envers les besoins idéologiques de l’état, en 1989. Depuis lors, de nouveaux développements dans l’historiographie Bulgare ont produit quelques interprétations révisionnistes des événements passés. Les publications littéraires et historiques au niveau universitaire ont tout d’un coup augmenté en quantité et en portée. Avec l’émergence d’une historiographie sans entraves, pas servile à l’idéologie du Parti, les professeurs d’histoire pourraient consulter les historiens professionnels au sujet de nouvelles perceptions et interprétations. L’historiographie professionnelle demeura bien entendu dans le courant, et même si la nouvelle érudition historique était

¹⁶⁰ Daskalov, *op.cit.*, p.65

¹⁶¹ William B. Husband, *History Education and Historiography in Soviet and Post-Soviet Russia*, NY, 1994, p.101

« supérieure à la précédente » elle se battait encore pour établir son historiographie révisionniste en tant qu'historiographie dominante.¹⁶² Ces nouvelles tendances en historiographie (par exemple, la présentation de la période Ottomane et sa violence non pas comme une victimisation systématique de la population Bulgare, mais en tant que le produit d'un pouvoir étranger, soucieux de sa stabilité) n'ont pas immédiatement influencé les manuels scolaires, parce que le système d'éducation était resté plutôt conservateur.¹⁶³ Les manuels scolaires sont encore écrits par des historiens plus conservateurs, tandis que des interprétations non-conventionnelles demeurent dans le domaine de l'historiographie professionnelle et ont très peu, sinon pas d'impact sur l'enseignement historique des écoles secondaires.

Ainsi que cité plus haut, les manuels d'histoire publiés pendant la période Communiste n'offraient aucune information sur les groupes ethniques en Bulgarie. L'état était présenté comme une entité homogène, ethniquement et religieusement. Même après 1990, les manuels Bulgares étaient encore écrits dans le contexte des idéaux nationaux Bulgares du dix-neuvième siècle. Par exemple, certains thèmes nationalistes ne cessèrent de réapparaître, incluant le culte du « territoire national » basé sur la notion de « terres Bulgares », un exposé d'événements qui avaient eu lieu plusieurs siècles avant l'établissement de l'état.¹⁶⁴ Pourtant, parmi tous les manuels d'histoire publiés après 1990, seulement un (publié en 1994) contenait une terminologie anti Turque. Par exemple, une section sur les villages Bulgares durant la période Ottomane, présente les Bulgares comme des Chrétiens fervents et pacifiques, forcés à pourvoir des vivres pour le « pouvoir (Ottoman) et l'armée détestables, lorsqu'il n'y avait même pas un bol de lait pour leurs enfants »¹⁶⁵ Le reste des manuels d'histoire pour les 5eme et 11eme classes ont approché l'histoire Bulgare d'une façon beaucoup plus politiquement correcte, de façon à ne pas aliéner directement les élèves Turcs dans la classe.¹⁶⁶ Pourtant, malgré cette amélioration, les manuels d'histoire n'ont pas encore complètement incorporé l'histoire de la minorité Turque dans le grand programme d'études d'histoire, et adressent le sujet superficiellement.

¹⁶² **Ibid.**, p.121-122

¹⁶³ Daskalov, **op.cit.**, p.71

¹⁶⁴ Maria Donkova, **Teaching History Differently : A Lesson from the Balkans**, UNESCO Sources 120, 2000 p.8

¹⁶⁵ **Ibid.**, p.12-15

¹⁶⁶ Husband, **op.cit.**, p.135

L'enseignement de l'histoire en Bulgarie emploie régulièrement les textes littéraires pour justifier des conclusions historiques, particulièrement en relation avec la question nationale et la place des minorités ethniques dans l'état. Tandis que de tels travaux de fiction sont souvent « décidément émouvants et provoquant la réflexion », ils sont en fait des histoires, par conséquent ce qu'ils relatent « peuvent servir de tampon entre nous et la réalité historique. »¹⁶⁷ Ces phrases de prudence étaient dirigées contre les professeurs Américains, mais encore plus contre les professeurs Bulgares. Selon une étude statistique sur les professeurs d'histoire dans la région scolaire de Shumen (dans le nord-est de la Bulgarie, l'une des deux régions du pays avec plus de 30% d'habitants Turcs), ils emploient encore les travaux littéraires du dix-neuvième siècle, par exemple d'Ivan Vazov, Hristo Botev et Zahari Stoyanov, qui décrivent le régime Ottoman et les Turcs généreusement, de la perspective de la Bulgarie révolutionnaire. En plus, certains manuels citent ou bien utilisent encore cette littérature, encourageant les étudiants à tirer des conclusions de grande envergure sur la période Ottomane, sans jamais être donnés les données nécessaires sur la conjoncture relative. C'est parce que le problème n'est pas en fait l'emploi des sources littéraires dans l'enseignement de l'histoire, mais le manque de contexte pour leur interprétation correcte. La plupart des instituteurs qui emploient les travaux littéraires de la période révolutionnaire, déclarent qu'ils les emploient en tant que témoignage de première main, et non en tant qu'interprétations subjectives de leurs auteurs. La conjoncture nécessaire pour user de ces travaux serait leur but de rallier la société Bulgare pour la révolte et d'affirmer son caractère nationale, et non pas d'être « honnête et affectueux » vis-à-vis des Turcs.

Les résultats de la recherche statistique ont montré que la plupart des instituteurs devraient compléter leurs cours basés sur le matériel des manuels scolaires, avec des sources supplémentaires, parce que les manuels qui sont approuvés par le Ministère de l'Education n'offrent pas d'information suffisante sur l'histoire de la minorité Turque. Certains professeurs d'histoire suivent de très près le matériel des manuels (50%), mais certains autres se basent moins sur les manuels conventionnels. La plupart d'entre eux ont recours aux matériaux supplémentaires, tels que les guides

¹⁶⁷ Howard M. Miller, **Who Owns History?**, Reading Teacher 52, no. 1, 1998, p.77

pour les professeurs d'histoire, des compilations de tests pour les classes qu'ils enseignent, et des lectures en histoire qui comprennent de l'information supplémentaire académique. Certains d'entre eux emploient des cartes et des atlas. Les instituteurs qui enseignent l'histoire à Shumen emploient une variété d'outils : des mythes et des légendes, le folklore Bulgare, des travaux de fiction, des mémoires et des sources élémentaires. La mythologie est employée surtout pendant les cours d'histoire ancienne mondiale, tandis que la plupart des instituteurs offrent leurs mémoires personnelles aussi bien que celles des membres de leur famille et des connaissances en enseignant l'histoire moderne de la Bulgarie. Le plus intéressant matériau supplémentaire (pour cette étude) est employé dans les cours sur la période Ottomane. A côté des sources élémentaires et du matériau d'archive, les instituteurs usent des éléments du folklore Bulgare et des œuvres de fiction des auteurs de la renaissance Bulgare.

L'une des œuvres de fiction le plus fréquemment employées s'appelle *Pod Igoto* (Sous le Joug), écrit par Vazov. Le roman décrit l'infructueux soulèvement Bulgare contre l'Empire Ottoman en 1876, mais il décrit aussi la vie de tous les jours dans un petit village Bulgare. Vazov avait écrit ce roman vers la fin des 1870, juste après l'indépendance de la Bulgarie. Écrit dans le langage du mouvement de la libération, le roman est imbibé de sentiments négatifs contre les Turcs. Ceux-ci sont dépeints comme des gens se livrant fortuitement à des actes de violence. Dans l'une des scènes, deux soldats Turcs se préparent à violer une petite fille de neuf ans. Le professeur de Turc de l'école locale est décrit comme « une créature répugnante.... Parce que pour un Bulgare, aimer la langue Turque signifiait en fait aimer les Turcs, ou bien avoir des expectations de faveur de leur part »¹⁶⁸ Le livre entier relate la notion de négativité pour tout ce qui est associé avec la langue, l'habillement ou manières Turques. Tout ce qui est Turc est « autre », mauvais, bas, meurtrier. Le roman est extensivement étudié dans les classes de littérature Bulgare et est une lecture obligatoire pour tous les élèves d'écoles secondaires.

Vazov avait aussi écrit un nombre de poèmes et d'odes. Certains d'entre eux ont des vers explicitement antiturcs ; par exemple, « Les Insurgent de Panagyuriste »

¹⁶⁸ Ivan Vazov, **Under the Yoke**, New York, Twayne Publishers, 1971, p.63

écrit en 1875, qualifie les Turcs de « sinistres » et demande le meurtre d'un plus grand nombre d'ennemis Turcs et la mort des « tyrans noirs vieux d'un centenaire ».¹⁶⁹ L'un des poèmes les plus célèbres de Vazov, dont les paroles sont les mots d'une chanson patriotique très connue, s'appelle Radetzki. Il dépeint l'héroïsme de Hristo Botev qui détourna le bateau Autrichien Radetzki sur le Danube et mit le voile pour la Bulgarie (où il fut tué dans une bataille), et se termine avec « mort aux vils ennemis »¹⁷⁰ Dans ses travaux il traitait les Turcs de lâches, de violeurs, les accusait d'avoir les mains rouges du sang des enfants Bulgares, de brûler des villages entiers, des vieux, d'enterrer vivant les malades, de fendre les ventres des femmes prégnantes... L'imagerie continuait sur ce ton. Vazov, en exagérant la violence des dernières années de la période Ottomane, voulait aussi en faire un matériau éducatif dans le but de rallier l'esprit national. Ces travaux employés dans les classes d'histoire en tant que références pour la dite période, sans aucune nécessité d'examen critique sur leur origine littéraire et fictive, ne pouvait que servir qu'à l'envoi d'un message qui était projeté sur la population actuelle de la Bulgarie.

Le folklore était aussi une source où on se référait largement pour solidifier la mémoire de certaines périodes historiques, parce que les idiomes folkloriques pouvoient « un contexte permanent aux autres récits qui sont fragiles et glissants » et parce que le folklore est souvent légitimé en tant que « la voix du peuple ». Le folklore Bulgare use souvent l'expression « trois chaînes d'esclaves », se référant aux jeunes filles prises comme concubines, les garçons comme janissaires, et les hommes pour des travaux forcés durant la période Ottomane, qui est dépeinte comme « pleine de misère et de terreur pour l'esclavage »¹⁷¹ Mais les émotions auxquelles ces travaux font appel ne sont pas favorables pour une interprétation historique objective dans les classes des lycées. Une fois que l'objectivité est compromise par l'amathie, de tels travaux ne présentent plus d'évidence historique, mais deviennent partie de l'agenda nationaliste. La plus grande partie des instituteurs de Shumen qui ont participé à l'étude statistique, ont confirmé qu'ils ne présentaient pas le contexte adéquat pour ces travaux littéraires, et qu'ils ne contenaient pas de matériau supplémentaire sur la culture des Turcs. Donc, les conclusions tirées dans les classes de littérature n'étaient

¹⁶⁹ **Ibid.**, p.71

¹⁷⁰ **Ibid.**

¹⁷¹ Arnaudov, **op.cit.**, p.197

ni défiées ni désapprouvées dans les classes d'histoire ; l'enseignement d'histoire servait plutôt à solidifier l'image négative des Turcs.

En somme, recherches et statistiques montrent qu'un matériau plus approprié pour les classes de littérature Bulgare est employé en fait dans le contexte de l'enseignement de l'histoire. Mythologie, légendes, folklore et fiction seraient des outils adéquats pour l'enseignement de l'histoire, si seulement ils étaient accompagnés du contexte approprié. Pourtant, seulement un sur dix instituteurs ayant participé à l'étude statistique ont admis qu'ils pourvoient leurs classes avec une « analyse critique » du folklore et de la littérature « historiques ». ¹⁷² De ce fait, l'attitude négative de la majorité envers la langue et la culture de la minorité Turque, en tant que legs du passé, est demeurée présente. ¹⁷³ Le fait que la majorité des Bulgares ethniques « ont été élevés avec des légendes sur la résistance héroïque de leurs ancêtres contre les Turcs et sur les atrocités avec lesquelles la résistance avait été réprimée » a augmenté encore plus l'attitude négative contre la minorité Turque et l'antagonisme entre les deux groupes ethniques dans le pays. ¹⁷⁴ Certains instituteurs n'ont inclus aucun autre matériau à propos des autres groupes ethniques du pays, car leurs classes étaient composées uniquement d'élèves Bulgares. Un autre professeur remarqua que même quand elle enseignait dans une école où il y avait des membres d'autres minorités, elle n'altérait pas son plan d'études ou le matériau de lecture pour y inclure les histoires de ces groupes. Elle « suivait » strictement le manuel scolaire. ¹⁷⁵

Le but de l'étude de l'histoire est de former des individus qui sont au courant des figures, des événements historiques importants et des valeurs de leur propre culture. Cette conscience est nécessaire pour devenir « un membre actif de cette société ». Mais un autre but fréquemment cité dans l'enseignement historique est « l'instruction culturelle », incluant la compréhension des peuples. ¹⁷⁶ Et l'idéal d'une

¹⁷² **Ibid.**, p.201

¹⁷³ Lüttem, Ömer, **The Past and Present State of the Turkish - Bulgarian Relations**, The Foreign Policy Quarterly, Volume 23, Turkish Foreign Policy Institute, 2001
<http://www.ceool.com/asp/getdocument.aspx?logid=5&id=5947CD8E-A24E-427A-8532-73422C8EC09E>

¹⁷⁴ P.Makariev, **The Role of the University in the Dialogue of Cultures-Bulgarian Perspectives** Higher Education in Europe 23, no , 1998, p.28.

¹⁷⁵ **Ibid**

¹⁷⁶ James F. Vosp. **Issues in the Learning of History**, Issues in Education 4, no. 2, 1998, p.168

éducation « multiculturelle » n'a certainement pas été réalisé encore dans les écoles publiques de Shumen.

Ainsi que l'analyse présente le suggère, la révision des textes scolaires est un processus très lent, dû en partie au conservatisme foncier de la plupart des systèmes d'éducation. Du fait qu'il n'y avait pas de « directives centrales » des agences gouvernementales s'occupant des reformes des pratiques instructives, une partie des instituteurs sont retournés à leurs anciennes habitudes, c'est-à-dire leurs propres savoirs expériences.¹⁷⁷ Les régions ayant des écoles ethniquement mixtes avaient parfois des instituteurs plus ouverts aux approches et méthodes d'enseignement qui convenaient mieux aux classes hétérogènes. Bien entendu, le succès d'une éducation « interculturelle » dépendait aussi de la quantité des valeurs libérales que les enfants acquéraient à l'école. L'une des techniques à employer serait d'inclure plus de matériau concernant l'histoire des minorités. Bien que le nombre de professeurs ayant participé à l'étude statistique soit limité, il comprenait des instituteurs d'écoles ayant un grand nombre d'élèveuse minoritaires, aussi bien que des instituteurs enseignant dans des écoles avec une majorité d'élèves Bulgares. Lorsqu'on leur a demandé l'identité du groupe ethnique qu'ils couvraient le plus dans leur classe, à part les Bulgares, six d'entre eux ont répondu que c'était principalement le groupe ethnique groupe quand ils enseignaient la période Ottomane. Pourtant, ils incluait très peu d'information, ou bien aucune, sur la minorité Turque en Bulgarie après l'établissement de la nation-état en 1878. Un des instituteurs remarqua qu'il incluait du matériau sur les Romains (dans les écoles où ils étaient en majorité) et deux instituteurs donnaient des cours sur les Juifs et les Arméniens.

Evidemment, les instituteurs qui avaient des classes avec un plus grand pourcentage d'élèves minoritaires incluait somme matériau sur le folklore, les costumes et la culture générale de ces minorités. Pourtant, si la classe était composée principalement par des élèves Bulgares, il était peu probable que les instituteurs adressent la diversité culturelle, même si la région elle-même était ethniquement hétérogène, car « il n'y avait pas nécessité pour cela ». La notion d'exposer les élèves à une diversité culturelle pour son propre intérêt, était une notion étrangère pour la

¹⁷⁷ Dejkova, *op.cit.*, p.60-61.

plupart des éducateurs. Même si l'école était formée exclusivement d'élèves Bulgares, le but de l'éducation devrait encore être de préparer les élèves à fonctionner dans une société plus large et diverse, et d'y contribuer. Ce but ne serait pas atteint si les élèves terminant les écoles secondaires ne sont pas équipés avec l'information et l'habileté nécessaires pour s'associer et coopérer avec les autres ethnicités du pays.

D'autre part, le déclin de l'empire Ottoman a également réduit les opportunités économiques et administratives pour les non Musulmans. Le mécontentement croissant a mené à une plus grande tendance vers la résistance armée par certains éléments de la population. Des plans pour des révoltes organisées ont été conçus, mais elles étaient difficiles à mener à bout, parce que la majorité de la population était peu disposée à se révolter contre les autorités Ottomanes et à encourir des répercussions violentes. La plupart des mouvements anti-Ottomans, qui ont commencé vers la fin du seizième siècle, ont manqué d'une base idéologique spécifique, et la majorité de la population était encore rurale et illettrée. La plupart des révoltes étaient " des mouvements ruraux simples et spontanés, dirigés contre des propriétaires fonciers féodaux."

Ils n'étaient pas toujours d'ordre religieux, Musulmans contre Chrétiens, parce qu'il y avait également quelques cas de motifs économiques provoquant des " manifestations révolutionnaires des paysans Musulmans contre des propriétaires Musulmans et par des paysans Chrétiens contre des propriétaires féodaux Chrétiens." Tant qu'il y avait un soutien idéologique, c'était une question de venger "l'humiliation infligée plus tôt sur la population chrétienne par le Turcs infidèles." Le modèle révolutionnaire Balkanique était "simple et général aux sociétés conservatives agricoles, essentiellement apolitiques, paternalistes, (et) religieusement isolés."¹⁷⁸

La Renaissance Balkanique, comme le mouvement d'émancipation des peuples Balkaniques a été souvent appelé, a commencé vers la fin du dix-huitième siècle et a continué dans le dix-neuvième siècle, aboutissant à la formation des nation-états Balkaniques et à la désintégration de l'empire Ottoman. Bien que les multiples

¹⁷⁸ D. Djordjevic, **The Balkan Revolutionary Tradition**, New York: Columbia University Pres, 1981, p.14-15

mouvements nationaux Balkaniques se soient influencés, chaque mouvement national était différent. Les raisons de ce réveil national incluaient l'impact des idées du siècle des Lumières, suivies des idées du nationalisme qui ont surgi pendant le Romantisme. Un des résultats du premier, était l'établissement des systèmes d'éducation, qui ont mené à une conscience croissante de la domination Ottomane. Une autre raison était économique : le déclin progressif de l'Empire Ottoman après le dix-septième siècle a apporté des opportunités économiques pour les millets, dans les secteurs où ils avaient été traditionnellement exclus. Une troisième raison était le conflit croissant dans l'église Orthodoxe à cause de la domination du clergé Grec dans les églises locales. Ces plusieurs facteurs se sont combinés pour créer une hostilité intensifiée et des révoltes plus fréquentes dans les provinces Balkaniques de l'empire Ottoman.

Graduellement, les développements idéologiques et politiques dans le reste de l'Europe ont également influencé les Balkans. Bien qu'elles aient fait partie de la mare européenne, les idées politiques et philosophiques occidentales ont souvent atteint cette région. En particulier, les idées nationalistes Allemandes et Italiennes et les développements politiques se sont reflétées dans les Balkans. Les premiers à adopter ces idées étaient les émigrés Balkaniques vivant dans les empires Russes et Autrichiens aussi bien que dans les Principautés Roumaines, qui n'étaient pas sous une domination Ottomane stricte comme les provinces de noyau dans les Balkans. Une bourgeoisie agrandie a émergé au dix-neuvième siècle parmi ces nationalités qui possédaient des terres et du capital. Certains avaient été instruits à Vienne et à Paris, où ils ont été exposés aux mouvements puissants libéraux et nationalistes de l'Europe de l'Ouest. Les peuples Balkaniques ont également reçu ces influences dans les écoles dirigés par les Grecs, dans les établissements Russes, et dans une certaine mesure dans les universités des missionnaires Protestants Américains.¹⁷⁹

L'église orthodoxe a joué un rôle important dans les mouvements nationaux Balkaniques. Selon Charles Jelavich, la période Ottomane "a marqué l'immersion, mais jamais l'annihilation complète de la conscience nationale."¹⁸⁰

¹⁷⁹ Jelavich, **op.cit.**, p.136

¹⁸⁰ **Ibid.**

Bien que les royaumes Balkaniques aient disparu, l'église est restée une forteresse de la conscience nationale et a préservé les langues nationales, et le clergé est devenu le premier éducateur.

L'établissement d'un système d'écoles séparé des madrasas Musulmans, et dirigé au commencement par l'église, avait eu une importance primordiale, en renforçant le sens Bulgare de linguistique et de communauté ethnique. Puisque l'aristocratie Balkanique pré Ottomane avait été éliminée "à exception faite de quelques régions tels que la Bosnie, l'Albanie, et la Crète, où certains se sont convertis en Islam et ainsi ont eu leurs privilèges", le clergé est devenu le leader national principal.¹⁸¹

Le mouvement qui a affirmé le caractère national des différentes églises, séparées de la domination ecclésiastique et politique Grecques, est souvent regardé comme une partie inhérente de la lutte pour renforcer et affirmer la conscience nationale. Mais l'argument opposé peut également être proposé : que le clergé Grec était le soutien non seulement de la religion Orthodoxe mais aussi de la cohérence nationale-culturelle du millet. Dans ce contexte, les motifs de l'Eglise Grecque pour établir sa domination stricte sur le millet Orthodoxe étaient justifiés. Puisque le patriarche grec a dû obéir aux commandes de Sultan pour une église Orthodoxe unifiée, le clergé "avait le devoir suprême de protéger la foi et sa pureté. Par conséquent, il a dû insister pour la conformité doctrinale et même sur des aspects purement ritualistes des services religieux pour sauver l'église de l'annihilation."¹⁸²

Le mouvement balkanique hajduk (groupes de guérilleros postés dans les secteurs montagneux) a également été traité traditionnellement par les historiens Balkaniques comme un aspect de la résistance nationale. Les bandes de Hajduk étaient une forme de résistance rurale, mais elles manquaient d'organisation et de coordination. Ce n'est qu'au dix-huitième siècle que le mouvement a acquis un caractère national; des unités de "hajduk ont été transformées en armées principales de résistance nationale, illustrant la transformation du 'banditisme' en forces de libération nationale"¹⁸³ D'autres historiens, y compris Eric Hobsbawn, le considèrent davantage

¹⁸¹ Barbara Jelavich, **History of the Balkans: Twentieth Century**, New York: Cambridge University Press, 1983, vol2, p.24.

¹⁸² Sugar, **op.cit.**, p.253

¹⁸³ **Ibid.**,

comme une résistance au changement économique¹⁸⁴ et comme nuisible à la population rurale, parce qu'il "représentait une menace directe à la sécurité des masses et du gouvernement Turc."¹⁸⁵

Le déclin de la puissance militaire, politique, et économique de l'Empire Ottoman a présenté aux peuples Balkaniques l'occasion de chercher à recouvrer leur indépendance, mais les mouvements hajduk étaient trop isolés et décentralisés pour défier l'autorité supérieure Ottomane à Istanbul. Il y avait peu de chances de gagner l'indépendance par la diplomatie, et par conséquent elle ne pourrait être réalisée qu'au moyen des combats. Les peuples Balkaniques manquaient de ressources économiques et politiques pour défier les Ottomans par eux-mêmes ; ils ont donc du chercher de l'aide extérieure. Le déclin économique et politique de l'Empire Ottoman a également facilité l'intervention d'autres états Européens dans ses affaires. La Russie, l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne ont tous eu un intérêt particulier dans "L'Homme malade de l'Europe" comme on appelait l'Empire Ottoman. Un manque continu d'argent depuis le dix-huitième siècle a forcé le gouvernement Ottoman à chercher des prêts étrangers. En retour, le Sultan a accordé des privilèges économiques spéciaux aux sujets de ces états. La dépendance économique du gouvernement Ottoman a mené à l'intervention politique active des états créanciers. Vers la fin du dix-neuvième siècle, l'Empire Ottoman était devenu à moitié dépendant des puissances Européennes. A part son intérêt économique et politique, la Russie avait également un intérêt spécial pour la population Orthodoxe de l'Empire. Bien que le Panslavisme ait été parfois un facteur pour la participation de la Russie dans les guerres avec les Ottomans, celui-ci a été motivé principalement par les "demandes et les pulsions de la Grande Russie et par l'idéologie de l'Eglise Orthodoxe, et non pas par les sentiments d'une communauté Slave".¹⁸⁶ En d'autres termes, les détroits menant vers la Méditerranée et la position stratégique de la péninsule Balkanique ont été beaucoup plus attrayants pour les tsars Russes que la libération des Slaves méridionaux.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p.243.

¹⁸⁵ Djordjevic, *op.cit.*, p.14.

¹⁸⁶ H. Kohn, *Pan-Slavism, its history and ideology*, Notre Dame, Indiana University of Notre Dame Press 1953, p.5

2. La réponse aux pressions : Les développements interethniques en Bulgarie

Après avoir passé en revue le côté théorique de ce sujet, nous allons nous tourner maintenant vers les développements interethniques en Bulgarie après l'établissement de la nation-état en 1878 et analyser comment le problème de minorité était défini, compris, attaqué, rendu pire, évolué, mal géré, et mal compris par les multiples régimes qui ont régné en Bulgarie durant 1878-1989, et dans l'environnement post-totalitaire.

L'établissement des états nationaux Balkaniques nécessitait de retracer la carte de géopolitique de la péninsule Balkanique. La cohabitation des nationalités Balkaniques au dedans des frontières d'un empire avait permis les mouvements des populations et leur conversion et assimilation occasionnelles. Les caractéristiques religieuses, culturelles, et territoriales particulières à chaque nationalité étaient devenues en quelque sorte brouillées au cours de leur existence pendant la période pré-Ottomane. Il n'y avait souvent aucune frontière évidente entre les groupes nationaux, mais les nouveaux états ont été menés par l'idéologie nationale pour incorporer tous les membres de la nation dans la nation-état, et ainsi aspiraient à plus de territoire. La tâche de tracer des nouvelles frontières après la période Ottomane a prouvé être non seulement difficile, mais également dangereuse. Les nouveaux pays balkaniques se sont engagés dans une série de guerres régionales et mondiales afin de gagner contrôle sur des divers territoires contestés.

La Bulgarie indépendante a eu des périodes de lutte nationale intense, interne et externe, sous une variété de régimes s'étendant d'autoritaire - monarchiste, constitutionnel - libérale, communiste - totalitaire à un régime démocratique. Créé vers la fin du dix-neuvième siècle comme nation-état, le pays n'a jamais réalisé l'unité nationale convoitée : il a eu des Bulgares en dehors de ses frontières aussi bien que des minorités nationales dans son territoire.

2.1. Une minorité différente : Les Turcs En Bulgarie

En 1946, les écoles privées Turques étaient nationalisées, bien que leur langue d'éducation demeure le Turc. Avec cette action, la Bulgarie ignorait le Traité de

Neuilly avec lequel elle garantissait des libertés pareilles à ses minorités. Pourtant, le gouvernement n'a pas pris d'action officielle pour éliminer toutes les écoles privées Turques, cela aurait été une enfreinte radicale des traités antérieurs, mais opta pour une stratégie indirecte, en les incorporant dans le système d'écoles publiques, et par conséquent performa un acte d'assimilation culturelle. De ce fait, il élimina le contrôle de la minorité Turque sur son système d'éducation et cessa les fonds et les instituteurs pourvus par la Turquie. Cela résulta en une nouvelle vague d'émigration des Turcs en Turquie et le gouvernement Bulgare mit un ban à l'émigration en 1951.¹⁸⁷

Après la première décennie suivant l'arrivée en pouvoir du PCB, les minorités avaient encore le droit d'exprimer leur ethnicités et de pratiquer librement leurs religions. Il y avait un peu d'« assimilation volontaire » car le gouvernement espérait que les minorités développeraient une conscience Bulgare par elles-mêmes. Le gouvernement encouragea aussi le développement des institutions culturelles des groupes ethniques en Bulgarie mais réprima les expressions religieuses. En résultat, les Turcs eurent une liberté culturelle considérable pendant un certain temps. La politique déclarée du gouvernement était « nationale dans la forme, socialiste en contenu » et elle reconnaissait la langue et la culture Turque.¹⁸⁸ Les théâtres et groupes folkloriques Turcs ont été ouverts, des programmes en Turc étaient radiodiffusés quotidiennement et les journaux Turcs ont prospéré.¹⁸⁹ Cette période initiale de liberté d'expression pour les différents groupes ethniques résultait du fait que le PCB suivait la doctrine Marxiste d'« internationalisme ». Mais certains historiens soutiennent que les Communistes Bulgares nourrissaient l'idée d'exporter le Communisme en Turquie en gagnant la confiance des Turcs Bulgares qui plus tard émigreraient en Turquie et propageraient la révolution là-bas.¹⁹⁰

Cependant, un modèle net d'assimilation minoritaire émergea graduellement. Une fois que le gouvernement Communiste eut établi son contrôle et sa grippe sur le pays, un processus complet de modelage de la société avait été engagé dans le but d'instaurer les préceptes de l'idéologie Communiste. Bien qu'au premier abord les

¹⁸⁷ Şimşir, *op.cit.*, s 166-168

¹⁸⁸ Ali Eminov, *The Turks in Bulgaria: Post-1989 Developments*, Nationalities Papers 27, no.1,1999, p.31

¹⁸⁹ *Ibid.*, p.44.

¹⁹⁰ Zhelyazkova, *op.cit.*, p.56

minorités ethniques paraissaient jouir d'une certaine liberté culturelle, en réalité le gouvernement visait à « rééduquer la minorité Turque conformément à l'esprit du Parti », en manipulant leur éducation et leur culture.¹⁹¹

La première étape de ce processus fut le témoin de la liquidation de ses systèmes d'éducation autonomes, suivie par une suppression de ses traditions ethniques et culturelles. L'étape suivante vit la perte formelle du statut politique en tant que minorité et fut le témoin d'un ban sur toute forme d'expression culturelle.

En 1965, Le Parti Communiste Bulgare acquit un nouveau leader, Todor Zhiykov. En 1969, lui et la direction du PCB annonça un nouveau programme de politiques économiques et sociales, pour éviter les perturbations sociales qui avaient secoué la Tchécoslovaquie en 1968. Annonçant que le socialisme avait été réalisé en Bulgarie, une nouvelle politique d'« homogénéisation » pour le pays avait été lancée.¹⁹² Une des conséquences de la nouvelle politique était la répression des minorités et particulièrement des Turcs. Leurs droits d'éducation et l'usage de leur langue étaient réduits dans le but d'éliminer les minorités soi-disant rebelles et créer par le moyen d'assimilation et d'expulsion un état ethniquement homogène. Les journaux, les radiodiffusions et les publications en langue Turque étaient interrompus.¹⁹³ La démarche la plus importante de cette politique était l'abolition du système scolaire privé Turque et l'intégration des élèves Turcs dans le système d'éducation Bulgare. La langue Turque était éliminée du système des écoles privées à la suite de son intégration avec les écoles publiques. Les élèves Turcs étaient de ce fait privés d'une éducation en langue Turque en 1972-1973 et étaient forcés à apprendre et parler la langue Bulgare.¹⁹⁴ Alors qu'il y avait des élèves minoritaires dans les écoles Bulgares avant cette période, leur pourcentage diminua dramatiquement après les 1970. L'état tâcha d'incorporer les élèves minoritaires dans tous les niveaux d'éducation et de promouvoir le développement de la conscience nationale Bulgare par le truchement de l'éducation. Vers les 1980, les étudiants Turcs étaient favorisés pour une éducation

¹⁹¹ **Ibid.**

¹⁹² Crampton, **op.cit.**, s 198

¹⁹³ Eminov, **op.cit.**, s 45.

¹⁹⁴ Olya Dejkova and Susan Chakar, **The Bulgarian School and the Children of the Turkish Ethnic Group**, Sofia, 2000, p.100

supérieure, ayant été accordés une préférence sur les autres.¹⁹⁵ Pourtant, aucun changement n'avait été fait dans le programme d'études pour adapter ces populations d'étudiants récemment homogénéisés. Le gouvernement n'avait pas d'intérêt à réviser les manuels scolaires et le programme d'études, puisque son but était l'assimilation de la minorité Turque dans la culture Bulgare.¹⁹⁶

Le gouvernement Communiste s'était attendu à ce que l'éducation, et particulièrement les manuels scolaires écrites ethnocentrique ment, allaient « engendrer une identité nationale, parfois au moyen d'un esprit de nationalisme exagéré¹⁹⁷ » Après 1972-73, lorsque le gouvernement Bulgare a « unifié » les écoles publiques Turques et Bulgares, le système d'éducation publique Bulgare a confronté pour la première fois des classes ethniquement hétérogènes. Plusieurs années après l'établissement de ce décret, la langue Turque était encore étudiée dans les écoles, mais seulement en horaires limités. Graduellement, elle a été effacée du programme.¹⁹⁸ Eventuellement, les départements de philologie dans les universités Bulgares ont été fermés. Le programme d'études était révisé de façon à exclure les informations sur les minorités religieuses et ethniques vivant dans le pays.

L'érosion des droits et de l'autonomie des écoles privées, qui a commencé au début du siècle et l'intensification de ce processus durant la période Communiste a abouti à un contrôle total du programme d'études par l'état. Le gouvernement a ouvertement et sans scrupules, déformé les vérités historiques, tant que cela servait ses besoins. Durant la période Communiste et particulièrement durant « la campagne de résurrection » qui visait la minorité Turque et aspirait à son assimilation culturelle, religieuse et ethnique totale, l'histoire était la plupart du temps falsifiée. Le gouvernement Bulgare entreprit cette campagne sous le prétexte que tous les Musulmans en Bulgarie étaient des descendants des Bulgares qui avaient été convertis de force durant la période Ottomane.¹⁹⁹ L'historiographie Bulgare était requise de

¹⁹⁵ *Ibid.*, p.38.

¹⁹⁶ Eminov, *op.cit.*, p.31.

¹⁹⁷ John C. Reynolds, *Textbooks: Guardians of Nationalism*, Education 102, no. 1, 1981, p.38.

¹⁹⁸ Şimşir, *op.cit.*, s 168.

¹⁹⁹ Crampton, *op.cit.*, p.209.

justifier l'assimilation forcée des Musulmans Bulgares, en soutenant l'origine Bulgare de tous les Musulmans dans le pays.²⁰⁰

Durant l'hiver 1984-85, le régime Communiste Bulgare entreprit la plus radicale des démarches vers une société ethniquement homogène : l'assimilation forcée de toutes les minorités ethniques et religieuses dans le pays. Les noms Musulmans étaient changés en noms Bulgares ; les costumes traditionnels Turcs et leurs rituels étaient interdits ; les mosquées étaient fermées ; et il était défendu de parler en Turc en public ou en privé. Le régime avait aussi permis la destruction des cimetières Musulmans et changé les noms des ancêtres défunts dans les dossiers médicaux et municipaux. Cette suppression totale de l'identité ethnique et religieuse n'a pas eu lieu pacifiquement, bien entendu. Quelques régions rurales habités exclusivement par les Turcs ont résisté à la « campagne de résurrection » et le gouvernement usa de la violence pour mettre ses mesures en vigueur, ce qui causa mort et blessures. La répression culturelle sévère des minorités prouva être non productive et sûrement pas réussie. Elle servit seulement à renforcer le lien des minorités avec leurs traditions culturelles et linguistiques dans leurs espaces privées et de se conformer aux restrictions que superficiellement. Du à l'imposition de cette discrimination et la passivité de la population devant cette violente assimilation minoritaire, les relations entre les Turcs et les Bulgares se sont soudainement aggravées.²⁰¹

Durant le printemps et l'été 1989, des groupes nombreux de Turcs en Bulgarie protestèrent contre leur traitement et demandèrent la reconstitution de leurs noms Turcs. Les démonstrations tournèrent en confrontations violentes avec la police et il y eut des blessés et des morts. Contrairement à ce qui s'était passé en 1984-85, certains intellectuels Bulgares abandonnèrent leur passivité et supportèrent les démonstrations Turques. Le gouvernement Bulgare, incapable de contenir ces manifestations, prit la décision de résoudre le problème en ouvrant la frontière avec la Turquie et encourageant les manifestants à quitter le pays. Le résultat était un exode de 350.000 Turcs, ce qui causa une crise humanitaire sur la frontière. Incapable d'absorber ce grand nombre d'émigrants, la Turquie plongea dans une crise démographique. Le

²⁰⁰ **Ibid.**

²⁰¹ Zhelyazkova, **op.cit.**, p.56

gouvernement Turc était obligé de fermer sa frontière avec la Bulgarie en Août 1989 pour arrêter le flux humain.²⁰²

La « campagne de résurrection » avait produit un outrage à grande échelle de par le monde contre la Bulgarie, pour maltraitance de ses minorités. Même l'URSS exprima sa désapprobation. Les changements politiques survenant à Moscou eurent aussi un impact sur les politiques Bulgares. Les politiques de perestroïka et de glasnost encouragèrent des éléments plus progressistes du PCB à questionner les politiques de Zhivkov. En Novembre 1989, il y avait un « coup de palace » en Sofia et Todor Zhivkov, le chef qui resta en pouvoir le plus longtemps parmi les leaders des partis communistes de l'Europe Orientale, était remplacé.²⁰³

Une des plus importantes questions de notre temps est comment les peuples doivent se séparer de leur passé problématique. Ce problème ne se pose pas seulement devant les pays ex-communistes de l'Europe Centrale et Orientale, il est à l'ordre du jour également en Amérique Latine, en Espagne, en Grèce etc. Les PECO essaient déjà depuis 15 ans de faire les comptes avec le communisme qui les a dominés pendant presque un demi-siècle. La Bulgarie, comme la plupart des pays ex-communistes, à partir de 1945 a connu la terreur de l'exécution de gens innocents sans aucun procès et les persécutions des « ennemis du régime ». Le « tribunal populaire », créé quelques jours après l'arrivée de l'armée soviétique en 1944, a cherché en vain à donner des bases juridiques à une part insuffisante des assassinats commis par les communistes. Ainsi la Bulgarie est vite devenue l'un des élèves modèles de Moscou. De plus, elle était située à la frontière de l'URSS ce qui explique le contrôle strictement exercé par les réseaux de la KGB. La « Sécurité nationale » Bulgare était la plus disciplinée de toutes les branches de la KGB.

L'une des caractéristiques les plus répugnantes des régimes totalitaires, dans notre cas du communisme, est justement cette mise en place d'un système d'espions dénonciateurs grâce auxquels le pouvoir exerce un contrôle constant sur chaque personne. La peur d'être divulgué à la police politique, s'est avéré une arme très

²⁰² **Ibid.**

²⁰³ Crampton, **op.cit.**, p.209-217

puissante du régime pour la maîtrise des masses. Les agents de la « Sécurité d'Etat » étaient les mieux informés dans tout le pays.²⁰⁴

Jusqu'aujourd'hui le communisme n'a pas été condamné de la façon que cela a été fait avec le fascisme et le nazisme. Ainsi ce pose le problème du souvenir de ces 45 ans. Est-il nécessaire de se rappeler du passé et de chercher à surmonter ses conséquences ? Est-il mieux au contraire de l'oublier complètement ? Et si on décide de faire les comptes avec le passé qui doit s'en occuper et comment ? Ces questions sont une réelle difficulté aujourd'hui en Bulgarie, non seulement parce qu'il faut établir une fois pour toutes une position ferme à l'égard du régime communiste et arrêter d'échapper au problème, mais aussi parce que la participation d'ex-agents de la Sécurité nationale pourrait mettre en cause l'honnêteté du pays en tant que membre de l'OTAN et de l'UE.

Il convient ainsi de voir tout d'abord qu'elle est la nécessité des Bulgares de connaître le passé communiste et ensuite d'analyser les positions des différents partis et de la société envers la décommunisations à travers les périodes de la démocratisation de la Bulgarie.²⁰⁵

Il est nécessaire de se rappeler du passé pour pouvoir mieux en régler les conséquences. D'un point de vue psychologique on dit qu'il ne faut pas étouffer les souvenirs sombres du passé. D'un point de vue politique la volonté de comprendre le passé aide à éviter le retour en arrière. « Ce qui oublie leur passé sont condamnés à le revivre ». Aujourd'hui en Bulgarie de plus en plus souvent on évoque le fait que parler des aspects négatifs du communisme est inutile, que c'est un thème qui occupe seulement les personnes qui ne peuvent plus suivre le présent et préfèrent ainsi se focaliser sur le passé. En gros, on dit que le communisme n'est plus que l'objet des débats des retraités et des partis de droite issus de la scène politique. On dit que les procès judiciaires des dirigeants communistes ne serviront pas à améliorer la démocratie et donc sont inutile. Les arguments des tenants de telles affirmations sont que le communisme n'existe plus et donc que ce n'est plus la peine d'en discuter, qu'il faut continuer en avant. Il vaut mieux tout oublier et regarder vers le futur. Pourtant ces gens n'oublient pas de mentionner les côtés positifs du communisme en Bulgarie et d'insister dessus. C'est justement pendant la période 1945-1989, que le pays est

²⁰⁴ **Ibid.**, p.115

²⁰⁵ H.T. Norris , **op.cit**, p.45

passé d'une économie rurale à une économie industrialisée, qu'il s'est urbanisé etc. Il est encore plus choquant lorsqu'on entend des jeunes Bulgares dire que sous le régime communiste c'était mieux. D'un autre côté les partisans de la décommunisations de l'appareil étatique sont de moins en moins nombreux. Ils veulent ôter le droit de participer à la vie politique ou d'avoir un poste administratif aux membres de la nomenklatura communiste. Ils sont pour l'adoption d'une loi qui sanctionne cette nostalgie inexplicable du passé.²⁰⁶ Si on s'écarte de ces deux opinions extrêmes et si on cherche à rester modéré on doit dire qu'il est impossible d'oublier le passé et aussi qu'il est impossible de le condamner complètement. La plupart des Bulgares n'ont pas choisi de vivre le communisme, il leur a été imposé, mais aujourd'hui ils pourraient mieux construire leur futur s'ils étaient informés du passé. Jusqu'à très récemment le parti socialiste Bulgare (BSP) manifestait ouvertement sa solidarité envers Milosevic. Les affaires de Brigo Asparuhov et de Kircho Kirov montrent qu'on ne sait pas encore manier le passé. Pire encore, Asparuhov a déclaré que les agents de la police politique de l'ex-régime communiste pouvaient se réunir de nouveau et menacer sérieusement les partis politiques. En même temps BSP avait intention de lui accorder un poste élevé dans le parti. De telles menaces mettent en danger l'intégration atlantique et européenne de la Bulgarie. A chaque fois qu'il y aura des soupçons de fuites d'informations secrètes ou d'un disfonctionnement quelconque, les doutes tomberaient presque automatiquement sur la Bulgarie si aux postes dirigeants il y aura des gens avec un passé sombre. Il faut donc s'occuper d'une façon ou d'une autre de la décommunisations du pays pour lui assuré une place respectable dans les relations internationales.²⁰⁷ Il ne s'agit pas ici d'une justice des vainqueurs, c'est-à-dire les anticommunistes, il s'agit d'une loyauté historique. Il ne s'agit non plus de condamner toute personne qui a cru ou croit encore dans le communisme. Il faut simplement dire la vérité pour ne pas créer sans cesse de nouveaux mythes. Cela ne veut quand même pas dire de stigmatiser le régime communiste et le passé. Il serait inintelligent d'attribuer toutes les conséquences négatives au communisme. De plus, on ne peut pas dire à tout un peuple d'oublier 45 ans de leur vie parce qu'elles ont été une énorme faute. Pourtant il faut parler de cette période pour permettre aux proches des victimes de la terreur communiste de connaître la vérité. Laisser le problème de la décommunisations irrésolu, discrédite le nouveau régime aux yeux de ces personnes

²⁰⁶ Andre Grabar, **op.cit.**, p.79

²⁰⁷ Ibid., s81

qui au contraire pourraient être un soutien utile. Il faut donc s'occuper de la décommunisations.

Le plus difficile reste quand même de trouver les moyens adéquats pour mener la décommunisations. Il y a un manque de personnel qualifié ce qui pourrait conduire à abus, utilisés notamment pour des chantages du personnel politique. Beaucoup de dossiers ont été faussés ou détruits. De plus, comme a dit Havel tout le monde était plus ou moins impliqué dans le régime et tout le monde est plus ou moins coupable. La politique des gouvernements qui se sont succédés les dernières 15 années en Bulgarie a été variée et toujours insuffisants.²⁰⁸

A la différence des autres pays ex-communistes, en Bulgarie le changement du régime communiste a été fait par une révolution de palais. Le 9 novembre 1989 lors de la réunion du bureau politique du Parti communiste Bulgare (PCB), Jivkov est forcé par la majorité à démissionner. Le lendemain le Comité Central vote sa démission. Cet événement suscite une joie générale au sein de la population Bulgare qui pense que les choses vont vite s'améliorer. Pourtant le PCB n'a aucune intention de quitter son rôle dirigeant, ni de faire des réformes économiques considérables. Pour lui la démocratisation consiste à libéraliser le régime et à réhabiliter les victimes de la répression.²⁰⁹

B. La Bulgarie moderne et l'évolution du problème ethnique après 1990

1. La situation du Parti Communiste Bulgare

Jusqu'à la fin de 1989 le Comité central prend un ensemble de décisions importantes parmi lesquelles celles d'exclure les membres compromis ou responsable de la crise et de réintégrer d'anciens membres victimes de la répression de Jivkov. Une autre décision non négligeable est celle de supprimer l'art.1 de la Constitution selon lequel le PCB est le dirigeant de l'Etat. Le Comité central prend vite des

²⁰⁸ Charles Jelavich, *op.cit.*, p.71

²⁰⁹ R.J. Cramton, *op.cit.*, p.66

mesures pour dissimuler les abus commis par le pouvoir et donc détruit une grande partie des archives du Ministère des Affaires Intérieures et de celui des affaires étrangères. On prévoit également la réunion d'un Congrès extraordinaire. A ce XIV Congrès du Parti (30.01-02.02.1990) est adopté le Manifeste du socialisme démocratique. Le PCB renonce au modèle soviétique et accepte la conception sociale-démocrate. Un référendum pour le changement de nom du parti est envisagé. De même, Petar Mladenov est élu président de la République et Andrei Lukanov premier ministre. Mais tous ces changements n'ont qu'un seul but qui est celui de se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible et d'éviter les conflits avec les autres partis. Pour cette raison le PCB arrive jusqu'au point de s'auto critiquer et de révéler toutes ses fautes – à commencer par les camps de concentration pour finir avec les distorsions de la culture. Toutes ces aveux sont faits dans un contexte qui dit que ce qui a été fait avant 1989 est partie du passé désormais, la faute n'est que de T. Jivkov, le Parti a changé depuis et se distancie de tout cela. La terreur de Jivkov est dénoncée en soulignant qu'elle a fait souffrir également des membres du Parti. Ainsi certains communistes commencent à se définir comme des « combattants contre le régime de Jivkov ». Des procès judiciaires sont entamés contre certains des membres exclus du Parti, mais les accusations et les condamnations souvent ne répondent pas à leurs actes ou les procès sont prolongés jusqu'à tomber en désuétude.²¹⁰ Pendant cette première période se forme aussi l'opposition politique. Ses membres dirigeants parmi lesquels Jeliu Jelev, se rendent compte qu'il faut accélérer les mutations, car la Bulgarie est en retard par rapport aux autres pays du camp communiste. Mais cette nouvelle opposition se trouve divisée en de nombreuses formations qui ont intérêt à se regrouper en une structure cohérente. Cela est fait le 7.12.1989 et l'Union des Forces Démocratiques (UFD) est ainsi fondée. Le 18.11.1989 sur la place Alexandar Nevski se rassemble environ 50 mille personnes pour protester contre les changements de surface faits par le Parti et pour exiger des vraies réformes. Ils veulent l'annulation de l'art.1 de la Constitution, une résolution démocratique du problème ethnique, des élections démocratiques, des procès judiciaires pour ceux qui ont violé la loi pendant le régime communiste, liberté d'expression etc. C'est un moment qui va déterminer le déroulement des événements par la suite parce que l'opposition au lieu de choisir la révolution choisit la voie de la paix et ainsi l'UFD se fait échapper l'occasion de faire

²¹⁰ Antonina Zhelyazkova, *op.cit.*, p.91

tomber le régime totalitaire. Dans l'entre-temps les députés décident de créer une Commission des distorsions (au lieu de parler de crimes commis par les communistes on parle de déformations).²¹¹

Les quelques mois après la démission de Jivkov sont marqués par une aggravation de la situation générale de la Bulgarie ce qui conduit aux pourparlers de la « table ronde » pour débloquer la situation.

La « table ronde » se réunit du 2 janvier au 15 mai 1990. Elle présente les deux points de vue principaux – celui des dirigeants et celui de l'opposition naissante et se termine par quelques accords politiques dans les domaines les plus importants. Il s'agit notamment de l'abolition du système socialiste et la négociation de la transition politique vers la démocratie parlementaire. On négocie aussi la liquidation des organisations du PCB dans les lieux de travail et la décommunisations de toutes les institutions principales, comme l'armée, la police, la magistrature, le Parquet, la diplomatie. La police politique doit être également abolie.

A la « table ronde » on décide de tenir des élections pour la réunion d'une Assemblée Nationale Suprême (ANS) qui devra élaborer une nouvelle Constitution. Mais pour pouvoir élaborer une Constitution démocratique et dégagée de tout lien avec le régime précédent il faut que l'UFD gagne les élections comme cela a été le cas en Pologne et en Hongrie. La guerre électorale commence ainsi même avant la fin des séances de la « table ronde ». L'opposition attaque d'une façon acharnée les 45 ans de gouvernement communiste et souligne que son bilan négatif mérite des poursuites judiciaires. Le message de la campagne promettent un futur complètement nouveau sans crises ni violence. Le PCB qui a changé de nom dans l'entre-temps et s'appelle Parti Socialiste Bulgare (PSB), lui, s'appuie sur les acquis du socialisme et nie le passé répressif du PCB en se portant partisan d'un nouveau socialisme démocratique.

²¹¹ **Ibid.**, p.92

1.1. Les premières élections démocratiques en Bulgarie. Quel résultat pour les Turcs ?

Contrairement aux attentes de l'UFD, les socialistes emportent les élections avec 47,25% des voix et lui, ne reste qu'à la deuxième place avec 36%. A ces premières élections démocratiques se présente aussi le parti des Turcs Bulgares qui choisit un nom neutre Mouvement des droits et libertés MDL. Ce parti à base ethnique dénonce le régime communiste comme l'UFD. Les résultats électoraux au lieu d'apaiser les conflits les rendent encore plus féroces. L'opposition estime que les élections ont été truquées tandis que le PSB soutient l'affirmation qu'elle a perdu à cause de sa propagande fondée sur la diabolisation du passé et cela c'est révélé inacceptable pour les Bulgares d'âge moyen qui liaient leur réussite personnelle au socialisme.²¹²

Ainsi la décommunisations du nouveau régime n'est pas facile du faite qu'il n'y a pas eu de changement au pouvoir – c'est toujours le partis communiste qui reste à la tête de l'Etat simplement avec un nouveau nom. Pendant toute l'année 1990 le PSB tente donc de dissiper toute l'information secrète. A cette fin sont dissoutes les structures de l'ex-Sécurité d'Etat, du Ministère de la défense, du Ministère des affaires intérieures etc. Au cours de peu près sept mois 7 milles employés des polices sont licenciés et l'armée et la police seulement formellement sont dépolitisées. Par décret du ministre de l'intérieur les archives compromettant du Ministère sont brûlés. En même temps on supprime également des programmes d'éducation les enseignements idéologiques. La foule dans les rues répond à ces actions du gouvernement par des protestations et demande sa démission. Ainsi se termine la première période de la transition Bulgare. La seconde est celle qui a mené à l'élaboration de la nouvelle Constitution. L'absence de majorité parlementaire met fin aux espoirs de l'UFD de voir la Bulgarie rattraper les autres pays d'Europe de l'Est. Il préfère saboter les activités de L'Assemblée Nationale Suprême pour éviter que la Constitution ne soit pas suffisamment démocratique et que les ex-communistes puissent réaffirmer leurs positions en tant que force dirigeante de la transition. Ainsi l'opposition change de tactique pour accélérer les événements et fait recours à la pression de la rue. Les manifestants ont des nouvelles et des nouvelles exigences. La nuit du 26 au 27 août un

²¹² **Ibid.**, p.105

petit groupe met feu à la Maison du Parti. La crédibilité de cet acte plus tard a été remise en cause et on l'a qualifié d'acte masqué du PSB qui voulait détruire une part des archives qui se trouvaient dans le bâtiment.

Sous la pression de la foule le PSB propose à plusieurs reprises à l'UFD de participer au pouvoir. Après avoir refusé de participer dans le second gouvernement Lukanov, finalement, suite à la démission du président de la république, l'UFD décide d'accepter le partage du pouvoir. Ainsi le 1er août 1990 le leader de l'UFD Jeliu Jeleu est élu président par l'Assemblée Nationale Suprême. L'écart du pouvoir des ex communistes continue par la formation d'un nouveau gouvernement de coalition l'automne 1990. Sa formation met fin à la distribution des postes clés : le président est déjà de l'UFD, le premier ministre est sans parti et seulement le président de l'Assemblée Nationale est du PSB. Pour souligner sa volonté de se détacher du passé la Bulgarie est le premier pays de l'Europe de l'Est qui renonce par une loi à ses rapports contractuels avec l'URSS.²¹³

La situation dans le pays au lieu de se calmer devient de plus en plus conflictuelle. Les extrémistes de l'UFD exigent de nouvelles élections avant l'élaboration de la nouvelle Constitution sous prétexte que l'actuelle Assemblée n'est pas suffisamment démocratique. Une autre excuse pour la dissolution de l'ANS est le scandale qui éclate après la décision d'ouvrir les dossiers secrets des députés. Ainsi la première tentative de dévoiler les crimes du régime antérieur échoue. Malgré la forte opposition de l'UFD, l'ANS élabore une nouvelle Constitution qui est adoptée le 12 juillet 1991. Pour prévenir les dérives du passé l'art.1 mentionne qu'aucun "parti politique ou personne ne peuvent s'approprier la représentation de la souveraineté populaire."²¹⁴

Avec ce premier essai de dévoiler les crimes du communisme s'enchaîne une longue série qui ne s'avère pas plus efficace que la première. Le but est d'apaiser les militant de l'UFD mais aussi toute la société qui veulent savoir la vérité sur le passé et qui surtout veulent que justice soit faite. Après l'adoption de la nouvelle Constitution des élections législatives sont fixées pour l'automne de 1991. Des grands changements

²¹³ D. Djordjevic, *op.cit.*, p.44

²¹⁴ *Ibid.*

s'étaient produits en moins d'un an et demi au sein des deux forces principales – le PSB et l'UDF. Le premier était fortement déstabilisé et à la veille des élections les choses ne semblaient pas aller mieux dans les milieux de l'UDF.²¹⁵

La question de la décommunisations divise le nouveau parti démocratique entre extrémistes et modérés. Autour d'un groupe dit des 39 se forment un noyau de la nouvelle organisation qui préfère que l'UFD se transforme en coalition anticommuniste. Contre cette évolution se déclarent non seulement les modérés qui rejettent les actes de violences qui menaceraient les institutions démocratiques, mais aussi les représentants des plus grands partis adhérant à la coalition. Pourtant même si la majorité ne veut pas entreprendre des actions contre l'ancien régime communiste, le leader de l'UFD Peter Beron est obligé par le président J. Jelev à démissionner à cause d'un dossier découvert dans les archives de l'ancienne Sécurité d'Etat, dossier qui n'a jamais été publié. La question du dossier devient ainsi de première importance. Il faut ouvrir les dossiers pour éviter toute spéculation et le fait qu'on les utilise pour menacer des hommes politiques, mais aussi pour pouvoir apprendre finalement quelque chose sur le côté secret de l'ancien régime. Ainsi la plupart des gouvernements depuis 1991 ont entrepris des mesures pour la décommunisations. Déjà l'Assemblée Nationale Suprême avait créé une commission sur les dossiers des députés mais cette tentative a été un fiasco et peu après sa création elle a été dissoute. Le 24.04.1991 l'ANS adopte une décision justement contre l'utilisation des dossiers pour faire chanter les hommes politiques.

Au mois d'octobre 1991 ont lieu les élections législatives pour élire la 36^{ème} Assemblée Nationale. L'UFD remporte 34,36% des suffrages mais n'obtient pas la majorité absolue des sièges ce que ne lui assure pas l'indépendance lors de la formation du gouvernement.²¹⁶ Pourtant Filip Dimitrov, leader de l'UFD forme un gouvernement sans la participation d'autres forces politiques. Il se donne pour objectif de « changer le système » et par cela il entend modifier complètement les conditions politiques et économiques héritées du socialisme, de même que d'écarter de l'administration d'Etat tous les anciens cadres. Il déclare qu'il se voit dans le rôle de Moïse, pour aider les Bulgares à marcher à travers le désert jusqu'à ce que soient

²¹⁵ Barbara Jelavich, *op.cit.*, p.112

²¹⁶ *Ibid.*, p.119

rompus les liens qui les rattachent à leur passé communiste. Il signale son intention d'écarter de la politique et de l'économie au moins deux générations de personnes.

Dès le début, le leader du MLD Ahmed Dogan déclare lui aussi qu'il demandera l'interdiction du parti socialiste, responsable de la crise sévissant en Bulgarie, ainsi que du régime communiste. Tout cela laisse à supposer que la législature du 36ème Parlement va être dominée par l'esprit de décommunisations. Une série d'actes de répression dirigés contre des politiciens et des organisations du passé est ouverte rapidement. En fin des comptes, la décommunisations est accomplie dans le seul domaine de la science, grâce à la « loi Penev », aux termes de laquelle dans les institutions scientifiques les anciens secrétaires du parti ont été écartés de leurs postes dirigeants. On procède également à des licenciements massifs dans les milieux de l'administration d'Etat, de la police et de l'armée. Les épurations atteignent les cadres de l'ancien régime, cependant certains d'entre eux réussissent à profiter de leurs compétences et de leurs relations dans le domaine du commerce, de l'activité bancaire, de même que comme entrepreneurs. C'est ainsi que commence le processus propre à tous les pays de l'Europe de l'Est au cours duquel les membres de l'ancienne nomenclature communiste forment une nouvelle classe capitaliste. Le nouveau premier ministre

F.Dimitrov voit également sous un jour tout à fait nouveau la politique extérieure. Il veut remplacer les diplomates issus des écoles supérieures de diplomatie de l'URSS par des jeunes inexpérimentés, mais sur lesquels ne pèse pas le passé. L'un des objectifs principaux de la 36ème Assemblée nationale est aussi de réviser et corriger les lois votées précédemment par l'Assemblée Nationale Suprême, dominé par les socialistes.²¹⁷

Si les représentants du premier gouvernement anticommuniste de la Bulgarie contemporaine sont bien accueilli à travers le monde, une large partie de la société Bulgare n'approuve pas ses actions notamment parce qu'elles s'appuient sur une négation complète de leur passé. La première loi sur les archives de la Sécurité d'Etat La première vraie démarche législative contre les ex-agents de la police politique est faite en 1994. Le 13 octobre la 36ème Assemblée Nationale vote une loi en se fondant

²¹⁷ **Ibid.**

sur l'art. 86 de la Constitution. C'est une décision fondamentale de la période de démocratisation de la Bulgarie. La loi dit : « Les informations concernant l'organisation, les méthodes et les moyens utilisés lors de l'exécution des ordres de la Sécurité d'Etat, tout comme les informations donnés par les agents de ses organes relevant de la période jusqu'au 13.10.1991 ne sont plus considérés comme secret d'Etat »²¹⁸. Mais cette décision jusqu'à aujourd'hui n'a jamais été respectée et n'existe que sur papier. Aucune des directions détenant les dossiers secrets de l'expolice politique n'a entrepris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre cette loi.

Il s'agit notamment des dirigeants des ministères de la défense, des affaires intérieures, de la justice, des affaires étrangères et des directeurs des Services secrets. Quand même cette loi est une des réussites du gouvernement Dimitrov.

Au gouvernement de F. Dimitrov succède celui du professeur Berov qui se caractérise par un ralentissement des réformes. L'UFD dirigé toujours par Dimitrov s'oppose à chaque son action parce qu'il le déclare de «cryptocommuniste ».²¹⁹ La période suivante, de 1994 à 1996 est marquée par une montée en puissance de la gauche, mais qui se termine par une nouvelle crise accompagnée des fortes protestations de la société. Des élections anticipées sont ainsi prévues. La victoire est remportée par l'UFD qui pour la première fois obtient la majorité absolue des voix.

La 38ème Assemblée Nationale adopte une loi sur l'accès aux documents de la Sécurité d'Etat. La nouvelle loi contient comme celle de 1994 un texte explicite exigeant que les archives de la Sécurité d'Etat deviennent publiques mais encore une fois cela n'est pas respecté. Le texte atteint un but important quand même qui est celui de donner aux victimes du régime communiste la possibilité de prendre connaissance de leurs dossiers. Le problème est que la commission chargée de l'ouverture des dossiers est composée de membres avec des intérêts divergents qu'entrent en conflit. De plus cette loi a un champ d'application trop restreint. Ce qui conduit en 2001 à sa révision.²²⁰

Les changements les plus importants dans la loi concernant l'accès aux archives de la Sécurité d'Etat sont ceux qui créent deux nouvelles commissions, indépendantes l'une

²¹⁸ B. Jelavich, **op.cit.**, p.55

²¹⁹ Djordjevic., **op.cit.**, p.87

²²⁰ **Ibid.**, p.88

de l'autre. Leurs membres ne peuvent plus être des représentants des Services secrets communistes ni des Services secrets contemporains. Ces réformes sont adoptées au mois de mars et seul le BSP vote contre. La première commission, nouvellement instituée, a trois compétences principales. Tout d'abord elle doit contrôler et dépister les collaborateurs d'ancienne Sécurité d'Etat, qui depuis la chute du communisme a occupé des postes administratifs. Ensuite elle doit rechercher, rassembler et analyser les documents des services secrets du régime communiste. Enfin, elle doit assurer l'accès à toute cette documentation aux victimes du communisme ou à leurs proches. La deuxième commission doit approuver la décision de la première de déclarer quelqu'un collaborateur de l'ex-police politique. Sans son accord la première ne peut rien faire.

Ces deux commissions rencontrent beaucoup d'obstacles à leur travail qui tiennent notamment au manque d'information dû au fait qu'elle a été détruite ou au refus des directions des ministères et des services secrets de la fournir. C'est là un défaut majeur de la loi qui n'a pas mis les archives sous le contrôle des commissions. Ainsi elles ne peuvent pas exercer leur travail efficacement et en même temps les citoyens continuent à poser leurs demandes au près de celles-ci. La statistique de la commission révèle qu'il y a eu depuis les années 1950 jusqu'en 1989 environ 50000 et 65000 agents secrets et qu'à peu près 600000 citoyens Bulgares ont des dossiers. Les deux commissions cessent d'exister au mois d'avril 2002 avec l'arrivée du gouvernement de Siméon de Sax Coubour Gotha. L'idée de la révélation de la vérité sur le passé communiste connaît encore aujourd'hui une forte opposition de la part de l'élite politique Bulgare. Dans une certaine mesure on peut dire que le dernier gouvernement de l'UFD a été une exception à cette tendance. En 2001, peu avant les élections législatives sur la scène politique Bulgare apparaît le parti de l'ex-roi Siméon II. Et remporte la victoire. Son gouvernement adopte envers la décommunisations et la publication des dossiers une politique qui n'était pas attendu par la société.²²¹

Si sous le gouvernement précédent de l'UFD la décommunisations et la publication des archives de la Sécurité d'Etat avait connu une relative montée, peu après l'investiture du gouvernement de Siméon II, le Parlement vote sur proposition

²²¹ Crampton., *op.cit.*, p.40

d'un député de la majorité, l'annulation de la loi sur l'accès aux documents de l'ex-Sécurité d'Etat (18 avril 2002). C'est une démarche qui peut difficilement s'expliquer. Premièrement parce que le Mouvement national Siméon II a reçu les voix d'une grande partie de l'électorat de l'UFD qui a voté pour des changements et non pas pour un parti qui lui cacherait la vérité sur le passé. Deuxièmement, l'actuel MDL. Les Turcs ont toujours accusé pendant les dernières 15 années soit le BSP soit le UFD de ne pas faire suffisamment pour la décommunisations et maintenant quand finalement ils ont le pouvoir de changer les choses ils se tirent en arrière.²²²

Et pourtant, comme il arrive souvent en Bulgarie avant les élections législatives, le Premier ministre a changé d'attitude envers l'ouverture des dossiers depuis l'année dernière. Cette évolution de l'opinion de la majorité parlementaire c'est inscrit dans un contexte particulier. L'OTAN a limité l'accès des généraux Bulgares à ses documents secrets. Certains membres du gouvernement ont été accusés d'être des ex-agents de la Sécurité d'Etat, on a même parlé du Président de la République. A cette accusation il a répondu en disant que les dossiers n'étaient plus à l'ordre du jour. En même temps la coalition des forces démocratiques a adressé une demande au gouvernement pour savoir pourquoi les ministres n'appliquent pas la loi sur les documents secrets et pourquoi ils n'envoient pas les textes qui ne sont plus secrets aux archives. Ainsi suite à toutes ces circonstances le gouvernement de Siméon II a finalement décidé qu'il est pour une publication des dossiers. Cela est bien évident dans le climat de campagne électoral qui règne en Bulgarie. De plus, l'adoption des mesures sur la publication des archives de l'ex Sécurité d'Etat n'apporterait que des avantages à Siméon II. Tout soupçon qu'il a collaboré avec le KGB et les services secrets Bulgares serait ainsi dissipé. Il deviendra plus anticommuniste que Kostov, l'ex-premier ministre. Enfin, cela sera un signe pour l'électorat de gauche que Siméon II ne laissera pas accéder aux listes des ex-agents de la police politiques exactement comme il a fait en 2001. La position actuelle de l'opposition et de la société envers la décommunisations,²²³ la gauche envers l'ouverture des dossiers n'a pas beaucoup changé. Aux déclarations du MNSD de publier le dossier, le leader du PSB a répondu qu'une telle attitude était tout à fait normal vue que les élections approchaient. La

²²² Dennis P.Hupchick, *op.cit.*, p.65

²²³ Thomas A. Meininger, *op.cit.*, p.65

coalition des forces démocratiques, elle, propose de réviser le Code pénal et de faire du refus de publier les documents dans les archives un crime. Elle est aussi comme toujours pour une complète publication des archives de l'ex-Sécurité d'Etat.

En ce qui concerne la société, on voit de nouveau une montée en puissance de la nostalgie du passé communiste même s'il faut faire une distinction entre les différentes générations. Parmi les jeunes beaucoup sont ceux qui disent que l'ancien régime ne les intéresse pas parce que c'est du passé, mais il y a aussi ceux qui sont contre. En effet le problème de la jeune génération est qu'elle connaît très peu la période de 1945 à 1989 ce que ne lui permet pas d'avoir une opinion pertinente. La génération de leurs parents est majoritairement contre l'ancien régime, tandis que se sont surtout les retraités qui voudraient bien un retour en arrière. La nostalgie du communisme a été prouvée en septembre 2004 quand le PSB a fêté, et on le lui a permis, le 9 septembre, la fête national de la Bulgarie à partir de 1945 jusqu'en 1989.

En même temps une grande partie de la société a montré qu'elle continuait à être décidément anticomuniste en s'opposant à cette nostalgie par une manifestation de quelque milliers de personnes. De plus le Parlement a adopté à l'initiative de l'UFD et de la coalition des forces démocratiques une déclaration condamnant le régime communiste qui bien sûr n'a pas été soutenu par les socialistes.²²⁴ Ainsi la société Bulgare tout comme l'élite politique a refusé le retour en arrière. Pour conclure il faut dire que depuis 1989 aucun gouvernement Bulgare n'a eu de position ferme et sans ambiguïtés à propos de l'ancien régime communiste et des dossiers des agents de la Sécurité d'Etat. On peut remarquer que cela a influencé la législation en la matière. Seul, le gouvernement UFD de Kostov peut être distingué pour avoir essayé pour la première fois d'apporter un peu plus de clarté sur la décommunisations. L'ombre portée du passé communiste n'a donc pas fini de hanter la société Bulgare, y compris dans des domaines qu'on aurait pu croire étrangers à l'ancien régime, telle la sphère religieuse dont Marx disait qu'elle était « l'opium du peuple » et qui pourtant fut mêlée au système.²²⁵

La religion n'apparaît pas au premier abord comme le sujet le plus polémique et le plus discuté dans la Bulgarie postcommuniste. Du point de vue historique la Bulgarie

²²⁴ Crampton, *op.cit.*, p.113

²²⁵ Marin Pundeff, *op.cit.*, p.87

est, à l'exception de la période communiste, un pays très tolérant envers les différents cultes religieux. Cette tolérance a survécu au communisme et on peut affirmer qu'aujourd'hui chrétiens et musulmans vivent en paix en Bulgarie. Ce fait peut s'expliquer par un manque de ferveur religieuse au sein de la population: certains observateurs placent la Bulgares parmi les peuples les moins religieux en Europe. Mais la question des cultes suscitent d'autres problèmes: en premier celui du rôle de l'Église orthodoxe Bulgare dans la société Bulgare. En effet, la majorité de la population est de religion chrétienne orthodoxe (83,5%), qui devient religion officielle en Bulgarie dès 865. Après 1989 l'Église orthodoxe Bulgare connaît un renouveau important, malgré les problèmes liés à la scission qui a eu lieu au début des années 1990. Aujourd'hui encore l'Église orthodoxe de Bulgarie, autonome et dirigée par un patriarche, est un élément important de l'identité nationale Bulgare (elle était un des piliers de la préservation de la culture Bulgare sous l'occupation ottomane et pendant la période communiste). Elle a joué un rôle essentiel dans la préservation de la culture Bulgare, à la fois lors de l'occupation ottomane et pendant le régime communiste. D'ailleurs le baptême fait toujours partie de la construction de l'identité Bulgare - le régime communiste a même introduit un « baptême civil » comme contrepoids au rite religieux.

L'Islam est la deuxième religion du pays, confessé par 13% de la population. La communauté musulmane est loin d'être homogène; elle est composée essentiellement par trois groupes ethniques différents: les Turcs (qui sont venus en Bulgarie pendant l'occupation ottomane), les Pomaks (Bulgares convertis à l'islam durant la domination ottomane) et une partie des Rom (dont la majorité est Chrétienne). Les Musulmans ont été persécutés pendant le communisme (notamment dans le cadre de la « bulgarisation » forcée des populations turques) ce qui a conduit à une émigration importante des populations musulmanes. Aujourd'hui, la liberté de culte permet de nouveau le développement de l'islam en Bulgarie où de nombreuses mosquées ont été reconstruites depuis 1989.²²⁶

Il existe également quelques communautés catholiques (concentrées surtout dans les villes de Sofia, Plovdiv et Russe) ainsi que des communautés protestantes.

²²⁶ **Ibid.**

Quant à la population juive elle ne représente que 0,8% de la population totale Bulgare. En effet, une grande partie de cette communauté a émigré en Israël après la Seconde guerre mondiale. Il faut noter que le tsar Boris III, allié de l'Allemagne nazie, s'est opposé à la politique antisémite et aux déportations comme c'était le cas de l'Allemagne hitlérienne. D'ailleurs la plus grande synagogue des Balkans se trouve toujours à Sofia.²²⁷

Si la prépondérance de l'Église Bulgare orthodoxe dans la société est évidente, les liens entre l'État et les religions restent toujours discutables. L'adoption d'une nouvelle loi sur les confessions en 2002 accorde un statut exceptionnel à l'Église orthodoxe Bulgare et les autres cultes craignent d'être discriminés par cette loi. Ce sont justement ces liens entre l'État et l'Église orthodoxe, des liens qui datent encore de l'époque communiste, qui pourrait mettre en cause la transition démocratique de la Bulgarie dans le sens des libertés d'opinion et de culte.

2. Ce que 1989 a détruit : Les droits de minorité, les Turcs, les femmes et tout.

Le passage du communisme au libéralisme s'est accompagné de la disparition des structures de travail antérieures : ni l'emploi ni les conditions de rémunération de sont plus garantis, et un creusement considérable entre les niveaux de vie s'opère, qui tranche avec l'égalitarisme précédent. Le chômage, surtout dans les trois premières années qui suivent 1989, explose : s'il connaît une légère rémission après 1997, il n'en demeure pas moins en permanence supérieur à 15% en moyenne. On imagine aisément le choc et les difficultés pour tous ceux qui ne possèdent rien d'autre que la force de leurs bras et qui peinent désormais à trouver à s'employer : la transition met sur la touche une large frange de la société, et les 10% les plus pauvres n'ont aujourd'hui pour vivre que 2,3% du revenu total, soit la moitié de ce dont ils bénéficiaient en 1989.²²⁸

L'évolution des données de la pauvreté recouvre deux aspects qui concourent également à laisser livrées à elles-mêmes les populations concernées. D'une part, la pauvreté n'est plus le fait de trajectoires personnelles, mais un phénomène de masse qui se développe par « poches » et touchera le plus souvent non seulement un individu

²²⁷ Meininger, *op.cit.*, p.71

²²⁸ Zhelyazkova, *op.cit.*, p.76

donné, mais aussi ceux qui auraient pu éventuellement l'aider. D'autre part, la logique libérale entraîne un changement de paradigme, et ce n'est plus l'Etat qui est responsable du phénomène mais l'individu : le pauvre n'est plus l'indigent «sympathique», mais l'incapable, le « raté » qui ne parvient pas à s'adapter aux nouvelles conditions et aux exigences de la modernité.

Notons au passage la faiblesse de la tradition associative en Europe centrale et orientale, particulièrement dans un pays de culture orthodoxe – religion qui tend moins à encourager les actions caritatives que le catholicisme ou le protestantisme – comme la Bulgarie ; en d'autres termes, l'absence d'un type d'organisations qui à l'Ouest jouent un rôle considérable en matière d'emploi et de réinsertion et constituent un complément efficace voire un substitut aux politiques sociales et à la régulation étatique du marché.²²⁹

2.1 Chômage, pauvreté, exclusion

A vrai dire, les figures de la pauvreté sont les mêmes partout en Europe centrale et orientale : elle touche principalement les travailleurs issus des secteurs industriels vieillissants, dont les qualifications sont rendues obsolètes par la transition, ainsi que le monde rural. Les « perdants » de la transition sont les chômeurs, les inactifs, les employés à temps partiels, les femmes seules avec des enfants, les retraités en quête d'un revenu d'appoint, mais le phénomène touche en fait toutes les classes d'âge, à commencer par les jeunes adultes dont l'arrivée sur le marché du travail est hautement problématique dans un moment où les opportunités se réduisent et, surtout, ne correspondent plus aux formations dont ils sont issus. On estime ainsi qu'en 1992 un quart des Bulgares vivaient dans des conditions inférieures au seuil de pauvreté.²³⁰

La pauvreté est aussi régionalisée. Les espaces qui bénéficiaient précédemment de programmes socialistes – motivées par l'idéologie égalitariste que l'on sait – sont aujourd'hui abandonnés, et la légitimité du nouveau régime est clairement problématique pour les populations concernées. La crise touche d'abord les régions rurales – les plus isolées, les plus pauvres, et par là les plus vulnérables – ainsi que les régions industrielles qui peinent à se reconverter. Les villes n'échappent pas au

²²⁹ F. Russell, *op.cit.*, p.187

²³⁰ Zhelyazkova, *op.cit.*, p.97

phénomène, dont un des effets les plus visibles est la multiplication des sans-abri. Cependant l'environnement urbain offre davantage d'opportunités de « débrouille », de sorte que les situations problématiques y sont plus nombreuses, mais moins dramatiques. En fait, il semble que la pauvreté soit moindre qu'ailleurs à Sofia ou à l'inverse dans les petits villages, plus propices au maintien de fortes solidarités, tandis que les villes « intermédiaires » constituent de ce point de vue un problème majeur. Ainsi apparaissent donc de larges « poches » de pauvreté, territorialement mais aussi socialement identifiables, puisque certaines catégories sociales sont clairement plus touchées que d'autres. C'est le cas notamment des femmes pour lesquelles les taux de chômage dépassent en moyenne 50% sur une décennie, et des minorités ethniques – au premier rang desquelles les Tsiganes mais aussi les Turcs, nombreux dans le Sud Est du pays, ou les Pomaks.²³¹

2.2 Les femmes, premières victimes

Si les femmes sont plus durement touchées que les hommes, c'est en premier lieu parce que leur position était précédemment soutenue artificiellement par le régime communiste. Elles ont été, naturellement, les premières à pâtir de la disparition des systèmes de crèches sur les lieux de travail, ainsi que de la protection

Sociale en termes de droits parentaux (congés maternité entre autres) qui répondaient sous le communisme au souci de combiner l'effort reproductif et l'effort productif, et permettaient aux femmes de participer conjointement à la sphère économique et à la sphère familiale. Cependant, leurs intérêts et leurs besoins spécifiques ne sont pas pris en compte par les propositions politiques contemporaines, la tendance étant à considérer que cinquante ans de « tradition égalitaire » sont suffisants pour considérer que leur statut est acquis – or ce n'est visiblement pas le cas.

Systématiquement exclues des processus décisionnels aussi bien dans la sphère économique que dans la sphère politique, les femmes sont considérées comme une main d'œuvre de moindre qualité mais bon marché. Ainsi, les salaires de celles, minoritaires, qui échappent au chômage, sont nettement inférieurs (de 28% en

²³¹ **Ibid.**

moyenne) à ceux de leurs collègues hommes. Les mères qui élèvent seules leurs enfants se retrouvent dans des situations réellement dramatiques.

Les enquêtes à ce sujet sont assez peu nombreuses, puisque comme nous l'avons dit il s'agit d'un problème que les pouvoirs publics tendent à ignorer, et ce sont les ONG mobilisées contre ce statut d'infériorité et ses conséquences – violence domestique, traite des femmes et des enfant, prostitution... – qui tirent la sonnette d'alarme : la situation, déjà préoccupante risque de s'aggraver, dans la mesure où les stéréotypes orientent prioritairement les femmes vers les secteurs de l'éducation, de la santé, etc. – c'est-à-dire précisément les secteurs aujourd'hui concernés (menacés) par la privatisation.²³²

La situation n'est pas rose non plus pour les minorités ethniques – très vulnérables à la variation des politiques sociales puisqu'on estime par exemple que 50 à 60% des Tsiganes vivent exclusivement de subventions publiques et sont jusqu'à six fois plus exposés au chômage que le reste des Bulgares.

La révolte des Roms de Stolipinovo en février 2002 donne une idée de l'ampleur du problème. L'explosion de violence qui a fait suite à la décision de l'agence de l'électricité de couper l'alimentation de ce quartier nous rappelle en effet l'extrême dépendance de ces minorités à l'aide publique. A Stolipinovo, 90% des habitations n'ont ni permis de construire, ni par conséquent d'accès légal au réseau électrique, ce à quoi chacun remédie par un peu de bricolage (généralement un crochet branché sur la ligne la plus proche), mais il n'y a personne pour régler la facture – les habitants du quartier sont d'autant plus pauvres que leur installation illégale ne leur donne droit à aucune aide gouvernementale.²³³

On comprendra qu'il est vital pour ces populations de disposer des infrastructures de base, de même qu'il n'est pas possible – pour des raisons de légalité – d'installer lesdites infrastructures dans un bidonville. Des solutions existent théoriquement, bien sûr : légaliser les maisons construites là, ou raser le bidonville pour reloger ses habitants, par exemple. Mais pour les mettre en œuvre il faudrait des moyens financiers qui ne sont à l'évidence pas disponibles.

²³² Crampton, *op.cit.*, p.88

²³³ Russell, *op.cit.*, p.109

On ne peut de fait pas aborder la question des politiques sociales sans poser celle de leur financement. Or la marge de manœuvre est très faible dans une économie en transition où les fluctuations demeurent considérables. L'opération consistant à construire un marché opérationnel basé sur la possession privée des capitaux a dû prendre place dans un temps très court. Il a fallu privatiser et rendre viables des entreprises longtemps gérées sans aucun soucis de rentabilité économique – en d'autres termes, il a fallu réduire très rapidement les coûts, au premier rang desquels les coûts sociaux. La Bulgarie a connu une crise profonde au cours des trois ans qui ont immédiatement suivi 1989, et les communistes rappelés au pouvoir pour l'endiguer ont l'en réalité aggravée, laissant filer le déficit budgétaire sans pour autant empêcher la paupérisation d'une large majorité de la population tandis que se redéveloppaient des liens étroits entre pouvoir et mafia.²³⁴ Quittant le pouvoir sous la pression de la rue en 1997, le gouvernement Videnov laisse à ses successeurs une situation forte délicate, au point que la Bulgarie soit placée sous le directoire financier du FMI au 1er juillet. Le programme de restructuration encadré par la Banque Mondiale et le FMI a alors impliqué un certain nombre de mesures de rigueur. La politique menée en ce sens par le gouvernement de Kostov a incontestablement permis de ramener l'économie Bulgare à une certaine stabilité macro-économique, de sorte que la croissance s'est accélérée après la crise de 1996-1997 et que le chômage a même eu tendance à diminuer.

Cette légère embellie macro-économique ne doit cependant pas faire oublier le coût social élevé d'une transition au cours de laquelle le retardement des restructurations n'a pas empêché l'explosion du chômage, et d'une politique de rigueur dont la contrepartie – en termes d'emploi, de salaire, de conditions de travail, etc. – a été d'autant plus importante qu'elle a été tardive. Des « politiques actives » pour l'emploi avaient été mises en place dès 1994, reprenant pour l'essentiel des mesures occidentales, à savoir un axe formation/requalification, le développement de travaux d'utilité publique dans le cadre des communes, et la mise en place d'aides aux entreprises et de stages pour les jeunes et les moins jeunes. Mais leur effet a été limité dans la mesure où ces mesures n'ont pas débouchés sur un emploi stable pour ceux qui en ont bénéficiés, et n'ont finalement permis qu'une mise entre parenthèses

²³⁴ Zhelyazkova, *op.cit.*, p.133

provisoire de la situation d'in employabilité où se trouvaient ces personnes.²³⁵ En 1997, c'est-à-dire lorsque le pays passe sous le directoire financier du FMI, la part du PIB consacrée aux politiques de l'emploi ne dépasse pas les 1% : en d'autres termes, l'insécurité de l'emploi est considérable avant même que ne se mette en place la politique de rigueur. On conçoit alors aisément que les restrictions budgétaires sont plus que problématiques en termes de garantie des conditions de travail, de protection sociale, d'éducation, de santé, d'aide aux familles...

Un autre problème majeur des politiques sociales envisagées est qu'elles ciblent bien sûr un certain type de population, ce qui d'une part exclut de nombreuses personnes du système – ainsi, les travaux d'utilité publique s'adressent d'abord aux hommes, mais aucune activité alternative n'est proposée pour les femmes –, et d'autre part contribue à stigmatiser tout un pan de la société – une enquête réalisée en 1992 montre que déjà une personne sur deux considérait que les Etat donnait trop d'argent aux « Gypsiers », notamment en matière d'éducation, alors que ceux-ci étaient de toute façon incapables d'en faire bon usage.

Une réforme du système de santé, d'assurance et de retraites est entreprise en 2000, et se développe alors un système dual, où une minorité bénéficie des services performants, mais coûteux, d'entreprises privées, tandis que la majorité voit se réduire encore un peu plus sa couverture sociale.²³⁶

D'autres sondages plus récents, réalisés dans le cadre de l'Eurobaromètre 2004, indiquent que plus de la moitié de la population estiment que leur situation personnelle s'est dégradée au cours des 5 dernières années et qu'au final « pauvreté et misère » figurent au premier rang des peurs des Bulgares.

C. La Nouvelle définition du problème des minorités

1. L'objectif actuel après 1990: l'égalité pour tous dans le monde actuel

Précisons tout d'abord qu'avec l'effondrement du régime communiste en 1989, on assiste, bien sûr, à une rupture dans la politique des gouvernements envers les

²³⁵ *Ibid.*, p.141

²³⁶ Russell, *op.cit.*, p.99

minorités Bulgares. Les droits des minorités sont désormais plus respectés et mieux garantis qu'auparavant. Toutefois, cette évolution qui est certainement positive, n'est pas tout à fait issue d'une véritable volonté des gouvernements Bulgares d'introduire une politique de protection des minorités et de promouvoir ainsi le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Au contraire, il semble que cette amélioration de la protection des droits des minorités est due davantage à la pression des organisations internationales et à la volonté de la Bulgarie postcommuniste d'adhérer à celles-ci et de se rapprocher du monde occidental. En janvier 1990, le nouveau gouvernement Bulgare annonce qu'il prendra tous les moyens pour redonner aux Turcs leurs droits linguistiques. Une loi est adoptée à cet effet le 5 mars 1990. D'autre part, en une loi de novembre 1990 autorise les Turcs à reprendre leurs noms interdits par le régime communiste. Enfin, une loi adoptée au printemps 1991 et entrée en vigueur dès le mois de septembre, autorise les cours optionnels de Turc à l'école.

De plus, la Constitution Bulgare adoptée par le Parlement le 12 juillet 1991 introduit dans son article 6 l'égalité en droit de tous les citoyens. Elle précise dans l'alinéa 2 du même article que « Tous les citoyens sont égaux devant la loi » et que « Sont inadmissibles toute limitation des droits et toute attribution de privilèges, fondés sur la distinction de race, de nationalité, d'appartenance ethnique, de sexe, d'origine, de religion, d'éducation, de convictions, d'appartenance politique, de condition personnelle et sociale ou de situation de fortune. »²³⁷

En outre, l'article 54 de la présente Constitution complète cette logique en stipulant que « Chacun a le droit de jouir de valeurs culturelles nationales et universelles, de développer sa propre culture conformément à son appartenance ethnique, ce qui lui est reconnu et garanti par la loi. »²³⁸ De même, l'article 36 reconnaît aux citoyens Bulgares dont la langue maternelle n'est pas le Bulgare (Macédoniens, Turcs, Pomaks, Tsiganes, Albanais, Tatars, Valaques, Gagaouzes, Arméniens), le droit, parallèlement à l'étude obligatoire du Bulgare, d'étudier et de parler leur langue d'origine. Les cas où seule la langue officielle, le Bulgare, peut être employée sont définis par la loi.

L'introduction de l'ensemble de ces mesures a permis à la Bulgarie d'accomplir un premier grand pas vers l'Union européenne et vers le monde occidental en général, en devenant, le 7 mai 1992, membre du Conseil de l'Europe. Par conséquent, la Bulgarie

²³⁷ **Ibid.**, p.111

²³⁸ **Ibid.**, p.119

est obligée d'adopter la *Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales*, qui contient d'autres mesures contraignantes en ce qui concerne la protection des droits de l'homme et des minorités. De même, en 1997, la Bulgarie signe la *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales* du Conseil de l'Europe. La Convention entre en vigueur le 1er février 1998.²³⁹

Quoi qu'il s'agisse « uniquement » d'une « Convention-cadre », elle reçoit une valeur juridique importante car en vertu de l'article 5 de la Constitution de 1991 « Les accords internationaux, ratifiés par ordre constitutionnel, publiés et entrés en vigueur à l'égard de la République de Bulgarie, font partie du droit interne de l'Etat. Ils ont la priorité sur les normes de la législation interne qui sont en contradiction avec eux. » La Bulgarie s'engage notamment dans les domaines des libertés linguistique et de l'éducation. Les objectifs à atteindre sont de permettre l'utilisation de la langue minoritaire en privé ainsi que devant les autorités administratives, de reconnaître le droit d'utiliser son nom exprimé dans la langue minoritaire, de reconnaître le droit de présenter à la vue du public des informations à caractère privé dans la langue minoritaire, de s'efforcer de présenter les indications topographiques dans la langue minoritaire, d'assurer la possibilité d'apprendre des langues minoritaires et de recevoir enseignement dans ces langues, de reconnaître aux minorités le droit de créer des établissements d'enseignement et de formation, d'encourager la coopération transfrontalière et internationale dans le domaine de l'éducation, de favoriser la participation à la vie économique, culturelle et sociale et de favoriser la participation aux affaires publiques.²⁴⁰

Enfin, en 1999 le gouvernement d'Ivan Kostov réussit à faire ratifier la *Convention générale pour les droits des minorités*. Le document est adopté après deux ans de vifs débats à une majorité impressionnante de deux tiers des voix des députés. Avec la Convention, la Bulgarie reconnaît officiellement pour la première fois de son histoire l'existence des « minorités » sur son territoire, ce qui lui faisait défaut jusqu'alors en ce qui concerne la politique de protection des minorités. D'autre part, les minorités auront désormais la possibilité d'utiliser leur langue de façon officielle, ce qui n'était pas le cas auparavant. Finalement, elles se voient reconnues également le droit d'avoir un interprète devant les tribunaux, le droit d'établir des organisations, des associations et des institutions religieuses

²³⁹ Poulton, *op.cit.*, p.118

²⁴⁰ Brunnbauer, *op.cit.* p.198

Après la chute de Todor Jivkov, le 10 novembre 1989, le pays s'engage dans une transition au cours de laquelle la minorité turque de Bulgarie devient un acteur stratégique. L'opposition Bulgare s'organise à la fin de cette année de bouleversements, et elle se construit autour des droits de la minorité turque, qui rassemble presque 10% de la population. Les principales revendications tournent autour du rétablissement des noms et droits des Turcs. Sous cette pression nouvelle de la part de l'opinion et de la communauté internationale, les nouveaux dirigeants du Parti Communiste se voient obligés de revenir sur la politique de «Renaissance Nationale», ce qui conduit, le 29 décembre 1989, le Conseil d'Etat et le Conseil des ministres, à adopter un arrêté garantissant les droits constitutionnels, condamnant les actes de violation de la liberté de confession, de langue, et de choix de nom des citoyens Bulgares. Ces droits provoquent la joie de la communauté turque, mais attise la jalousie des autres communautés. On parle de « privilèges » accordés à une minorité, et pas à une autre. Privilèges d'autant plus contestables que, pour certains, les Turcs de Bulgarie sont des Bulgares convertis quelques générations auparavant.

Cette encombrante minorité turque organise également sa représentation politique.²⁴¹En janvier 1990, après leur sortie de prison, les leaders amnistiés du Mouvement Turc de libération nationale en Bulgarie, dans la clandestinité pendant les années 80, fondent sa vitrine légale, le Mouvement pour les Droits et les Libertés (MDL) dont la vocation est de représenter et de défendre les droits de la minorité turque. Son existence aurait légalement du être interdite, du fait de la loi contre les partis ethniques figurant dans la Constitution, néanmoins, après quelques tensions, le pouvoir Bulgare préfère s'en affranchir. Le MDL devient un parti parlementaire dès les premières élections libres en juin 1990 et joue depuis un rôle important dans la vie politique Bulgare, sous la direction de son leader Ahmed Doğan.

En effet, le MDL est le parti dont dépend l'équilibre politique dans le pays, celui qui fait pencher la balance tantôt gauche, tantôt à droite entre les deux grands mouvements qui se disputent le pouvoir, le Parti socialiste Bulgare (PSB) et l'Union des forces démocratiques (UFD). Après les élections législatives d'octobre 1991 remportées par l'UFD et les présidentielles en janvier 1992, le MDL confirme son rôle. Pendant cette période, le soutien du MDL est indispensable à l'UFD qui ne dispose pas de majorité absolue au Parlement, ce qui le rend tributaire du parti de la

²⁴¹ Hupchick, *op.cit.*, p.86

minorité turque lors de la formation du gouvernement. Mécontent de la politique du cabinet de Philip Dimitrov à l'égard de certains secteurs de l'agriculture, notamment la culture du tabac et la sylviculture - domaines d'activité par excellence de la minorité turque - le MDL retire son soutien à l'UFD et renverse son gouvernement, ce qui provoque une crise gouvernementale à la fin de 1992.²⁴² Ces événements politiques sont des faits très significatifs quant au rétablissement des droits de la minorité turque en Bulgarie : non seulement elle bénéficie pleinement de tous les droits constitutionnels, mais elle participe d'une façon décisive à la vie politique du pays ; elle a acquis un rôle si important pendant cette période que c'est pratiquement le MDL qui est le détenteur de l'équilibre politique du pays. Cette caractéristique de l'espace politique Bulgare devient une constante ; elle est présente lors de toutes les législatures successives. Le MDL est aujourd'hui le partenaire de coalition du jeune mouvement politique en Bulgarie, fondé par l'ancien roi Siméon de Saxe-Cobourg Gotha deux mois seulement avant les dernières élections législatives de juin 2001, qu'ils remportent.²⁴³ « Le problème Turc » a toujours constitué un aspect particulièrement sensible dans la réalité Bulgare. Douze ans après le début de la transition vers la démocratie, il semble que toutes les conditions soient réunies pour pouvoir affirmer qu'un apaisement bénéfique et durable des tensions interethniques dans le pays s'est produit. Un tel modèle de coexistence intercommunautaire réussie représente une contribution non négligeable à la stabilité régionale dans le Sud-est de l'Europe. Cependant, il appert qu'un tel soin des minorités n'est valable que pour celle qui représente le plus d'intérêts. Si les minorités turques font l'objet d'une attention toute particulière, il n'en va pas de même pour les autres communautés. Même si la perspective de l'entrée dans l'Union européenne, et la peur d'un veto grec ont amélioré la situation de la minorité hellénique, le pouvoir continue d'ignorer les autres revendications, malgré la ratification en 1999 de la Convention générale pour les droits des minorités. Alors que la minorité tzigane dont l'existence avait été niée sous le régime communiste, avait été plus ou moins reconnue après 1989, rien n'a été fait en faveur des Tsiganes. Ceux-ci dont estime leur nombre entre 400 000 et 800 000 ne font pas l'objet d'attention particulière malgré leur nombre. Au contraire, on observe même une politique de ségrégation des Roms, ceux-ci étant urbanisés du fait de l'interdiction du nomadisme en 1958, mais parqués dans des *mahalas* (quartiers roms)

²⁴² **Ibid.**, p.119

²⁴³ Poulton, **op.cit.**, p.54

souvent très précaires, et subissent la discrimination à l'armée, au travail, devant la justice. En effet, Si le taux moyen de chômage du pays varie de 18 à 25 %, pour les Roms il dépasse les 80 %.

Selon les données de IMIR on peut aller jusqu'à 95 % dans certains endroits ayant une forte densité rom (Leur façon de vivre, totalement en marge de la vie Bulgare et de la prospérité ou de la logique de marché, est d'ailleurs admirablement bien démontrée dans les films d'Emir Kusturica *Le temps des Gitans* ou *Chat Noir Chat Blanc*).²⁴⁴ Le peu de crédit que l'on leur accorde ne vient pas de leur nombre, important, mais justement de leur attitude bien plus passive que celle des Turcs. Par ailleurs, les Tsiganes ne sont pas seulement victimes d'une indifférence de la part de l'Etat, mais également des discriminations de la part des Bulgares eux-mêmes. Cela provoque incidents, bavures, et ségrégation raciale que l'Etat n'essaie pas de stopper. De plus, à la différence des Turcs, les Tsiganes ne peuvent faire l'objet de revendications venant d'un pays abritant la nation mère rom, du fait de l'inexistence de celui-ci.²⁴⁵

La protection des populations macédoniennes est, elle aussi, profondément injuste. La minorité macédonienne n'est pas officiellement reconnue, sous prétexte d'une absence de reconnaissance de frontières. Pour beaucoup de Bulgares, (comme de Grecs ou de Serbes), la Macédoine n'existe pas réellement, et les Macédoniens sont soit des Serbes, Grecs ou Bulgares. Il est donc interdit en Bulgarie d'exprimer une identité macédonienne distincte de l'identité Bulgare. C'est ainsi que les partis politiques macédoniens en Bulgarie ne sont pas reconnus légalement, notamment l'OMO Ilinden, tandis que le MDL l'est. Les manifestations culturelles, comme la commémoration du massacre de 1924, sont systématiquement interdites par les autorités.²⁴⁶

Le statut de la communauté est plus diffus. En effet, les Pomaks sont des populations Bulgares converties à l'islam (13,5% de la population musulmane), à la différence des Tatars et des Tcherkesses, et qui de par leur religion se différencient des Bulgares orthodoxes majoritaires. Toutefois, dans la mesure où les Pomaks ne se définissent pas nécessairement comme tels, et bien souvent cochent la case Bulgare, ou bien Turc lors des sondages, la reconnaissance de la communauté n'est pas acquise, et les Pomaks

²⁴⁴ Hupchick, **op.cit.**, p.87

²⁴⁵ **Ibid.**

²⁴⁶ Jelavich, **op.cit.**, p.102

sont parfois instrumentalisés afin de servir les intérêts ethniques Bulgares, ou au contraire le rapprochement des minorités musulmanes contre les orthodoxes Bulgares. De ce fait, il est difficile de déterminer leur nombre avec précision, celui-ci étant estimé entre 150 et 250 000.

Enfin les communautés arméniennes jouissent dans l'ensemble d'une situation privilégiée, et d'une bonne intégration économique, à l'image des minorités russes. Quant aux communautés Gagaouze et elles tendent à abandonner leurs langues, leurs coutumes et à se fondre de plus en plus dans la population Bulgare, dont elles ont adoptées la langue depuis plusieurs siècles.

Ce tour des situations des différentes minorités en Bulgarie nous renvoie une image finalement assez simple des phénomènes de ségrégation des populations «différentes» en Bulgarie. En effet, nous assistons à une double ségrégation des populations Tziganes, qui souffrent d'une part, à l'instar des Macédoniens ou même jusqu'à il y a peu de temps des Grecs, de ségrégation dans le travail et d'une mise à l'écart *sociale*, et dans le même temps subissent des préjugés raciaux, à un moment où la chute d'un régime égalitaire laisse apparaître et se cumuler les inégalités économiques et sociales.²⁴⁷

La question des politiques sociales constitue une problématique centrale dans les sociétés postcommunistes. Centrale, parce que s'y recourent – et bien souvent s'y opposent – des enjeux politiques, économiques et sociaux. Problématique, parce que la chute du communisme a été essentiellement pensée en termes de transition économique, à la limite en termes de transition politique, mais finalement assez peu en termes de transition sociale : de fait, appliqués à faire disparaître les vicissitudes de l'ancien système, les acteurs de la transition – a fortiori lorsque celle-ci a décollé, comme se fut le cas en Bulgarie, d'une révolution de palais et non d'une opposition venue d'« en bas » – n'ont rien voulu garder de l'ancien régime, pas même les structures qui auraient pu atténuer le choc libéral pour les populations. En effet, si le problème de la pauvreté se posait déjà avant 1989, les données en étaient fondamentalement différentes, compte tenu du cadre paternaliste de l'Etat communiste – centralisé et autoritaire mais fondé sur le principe d'un accès pour tous au service

²⁴⁷ Djordjevic, *op.cit.*, p.108

public. L'égalitarisme massif qui servait de norme excluait notamment qu'une discrimination s'opère entre travailleurs et chômeurs – d'ailleurs l'Etat garantissait le droit de chacun à un emploi, même s'il est vrai que ce fut souvent du « chômage déguisé » – ou même entre hommes et femmes.

Tous n'étaient pas riches, loin de là, et les pensions par exemple étaient généralement très modestes. Cependant, les retraités dont les revenus étaient les plus bas conservaient un accès aux nombreux services développés dans le cadre des entreprises (publiques) dans le domaine de la santé, de la restauration, voire même de vacances organisées – autant de prestations grâce auxquelles un niveau de vie minimum était maintenu.²⁴⁸

Ainsi, sans nier que l'indigence existe, il faut souligner qu'elle est d'une part vécue comme un état temporaire que l'Etat communiste a promis de corriger, et d'autre part encadré – régulée – par ledit Etat de même que par des réseaux de solidarité familiale ou autre. Il ne s'agit alors ni d'un phénomène de masse ni surtout d'une dynamique de différenciation sociale, et si le régime a pu bénéficier d'une certaine légitimité c'est sur cet aspect qu'elle était appuyée, d'autant plus que le chômage et la pauvreté avaient pu se révéler problématiques aux époques précédentes, et se révèlent problématiques à la chute du système. Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de la gestion des questions sociales par le communisme, et incontestablement les tensions sont alors nombreuses dans la société Bulgare et la marge de progression considérable – qu'on pense simplement à la situation des minorités dont quelques épisodes dramatiques suffisent à rappeler qu'elle était loin d'être enviable : citons par exemple l'entreprise de « bulgarisation » des Turcs en 1985 dont beaucoup sont contraints à l'émigration pour préserver leur identité, ou encore le « coup » de Jivkov qui déclenche en 1988 une vague de violence contre ces mêmes Turcs accusés d'être responsables de la crise que traverse le pays. Reste qu'en termes de politiques sociales plus encore qu'en d'autres domaines, le régime postcommuniste ne s'implante pas sur une table rase, et sera jugé aussi à l'aune de ce qui l'a précédé. Dans les années 1960, 97% de l'emploi en Bulgarie était public : en d'autres termes, l'Etat constituait la source quasi-exclusive des revenus de la population.²⁴⁹

Dans ces conditions, on comprend que la chute du régime ne puisse être simplement envisagée du point de vue des rapports politiques, ni même des équilibres

²⁴⁸ Crampton, *op.cit.*, p.45

²⁴⁹ *Ibid.*, p.55

macroéconomiques, mais qu'il soit crucial de se demander selon quelles modalités cette lourde responsabilité héritée de l'Etat communiste – la gestion des ressources à l'échelle de la société – a été prise en charge par son successeur libéral, ou en l'occurrence déléguée au marché.

1.1. Le bilan pour les politiques sociales depuis 1989 et les étapes du problème.

Entre urgence et manque de moyens, le tableau que nous avons dressé jusqu'ici des politiques sociales en Bulgarie et de leur contexte montre assez que l'accompagnement de la société vers le libéralisme et la modernité n'est pas allé de soi, alors justement que la capacité d'un système à garantir un certain niveau de vie à la population semble bien une condition de sa légitimité, et que la fin du régime communiste devait permettre à la Bulgarie et aux Bulgares d'accéder enfin à la qualité et aux niveaux de vie qui les attiraient vers le capitalisme et vers l'Ouest.

Incontestablement, de nouveaux droits sont nés, du moins sur le papier. Les Bulgares se sont vu reconnaître le droit de grève dès 1990 et le Code du travail a été considérablement amendé depuis.²⁵⁰ Le gouvernement de Siméon de Saxe-Cobourg Gotha a quant à lui permis de progresser sur la voie de l'égalité des droits sociaux, notamment pour les travailleurs à temps partiel, de même que des efforts ont été fait pour garantir à tous des conditions de travail décentes – notamment la généralisation des contrats de travail écrits qui limite considérablement les risques d'abus. Un meilleur droit à l'information pour les travailleurs, ainsi qu'un certain nombre d'obligation pour les employeurs, ont également étaient introduits. En outre, toute discrimination, qu'elle soit fondée sur l'âge, le sexe, la religion, l'origine ethnique, ou autre, est maintenant officiellement interdite, et une commission indépendante a été instaurée en mai 2003 avec pour mission de faire appliquer cette loi.

Cependant, on en revient toujours à la question des moyens : ceux qui seront débloqués pour financer projets et politiques, ceux dont disposera l'Inspection du travail pour exercer un réel contrôle, ou encore ceux dont disposera le système judiciaire pour sanctionner effectivement les infractions constatées.²⁵¹ On peut d'une part regretter que n'aient pas été réalisés davantage de progrès sur la voie du respect des droits des personnes, malgré la mise en place d'un bureau de médiation chargé

²⁵⁰ Mancheva, *op.cit.*, p.88

²⁵¹ Jelavic., *op.cit.*, p.105

d'enquêter sur les violations des droits de l'homme imputables à des organismes gouvernementaux ou municipaux. Si cette question sort du cadre pur des politiques de redistribution, elle n'en est pas moins fondamentale en termes de bien-être social. Or des témoignages inquiétants circulent : mauvais traitements policiers, possibilité pour les suspects de faire respecter leur droit à un avocat et de communiquer avec leur famille.

D'autre part, pour se faire une idée du chemin qu'il reste à parcourir, il est intéressant de noter le rôle que joue encore l'économie grise dans la société Bulgare. Le secteur informel florissant au temps de la planification communiste n'a en effet pas disparu, et il sert de palliatif aux carences du nouveau système comme il le faisait pour l'ancien. Il bénéficie même d'une certaine tolérance de la part des pouvoirs publics, car s'il a un coût en termes de rentrées fiscales, il n'en constitue pas moins part un bon prétexte pour expliquer l'échec de certaines politiques, et surtout un mode de survie vital pour les plus pauvres. C'est donc un délicat équilibre qui s'est établi entre d'une part les exigences de la modernité et de l'efficacité, et d'autre part la nécessité pratique de ménager un tissu social fragile auprès duquel l'Etat libéral en proie aux difficultés économiques de la transition peine à prendre le relais de l'ancien système.²⁵²

L'horizon européen n'est pas étranger non plus à l'évolution de la question des politiques sociales en Bulgarie : on y trouve la motivation de certains progrès – pour répondre aux normes européennes ou aux aspirations que suscite la proximité de modèles différents – mais également les facteurs de certains retards, et surtout de l'absence d'un réel débat autour de ces questions. En effet, l'échéance européenne fournit à la fois un cadre aux réformes à accomplir, et un argument pour invoquer le caractère nécessaire de certains sacrifices.

Les gouvernements successifs ont cherché à faire primer leurs succès en matière d'intégration euro-atlantiste sur leurs échecs en termes de politiques sociales dans l'évaluation de leur gestion du postcommunisme. Reste que la rhétorique européenne ne satisfait pas l'aspiration des Bulgares à un mieux-être sensible, et ne sera plus longtemps un substitut tenable à une vraie réflexion sur la légitimité du système politique face à la crise sociale, compte tenu notamment du risque potentiel de voir

²⁵² Karasimeonov, Georgi, **The Constitutional Rights of Minorities in Bulgaria**, 2001, http://www.cecl.gr/RigasNetwork/databank/REPORTS/r9/BU_9_Konstantinov.html.

germer une argumentation populiste dans ces interstices désertés du débat politique. Le 15 juin 2004, la Bulgarie a clôt provisoirement les 31 chapitres concernant son adhésion à l'Union européenne, six mois avant la date qui était prévue ce qui témoigne de la vitesse avec laquelle sont menées les réformes. L'année 2005 est fondamentale pour la Bulgarie car en avril, le traité concernant l'accèsion de la Bulgarie à l'Union européenne doit être signé et pour la première fois des députés Bulgares vont être élus au Parlement européen.

On peut se demander quelles sont les relations entre la Bulgarie et l'Union européenne ? Est-ce que l'opinion publique soutient la politique du gouvernement et adopte la même attitude positive ? Le Président, le Gouvernement et le Parlement ont adopté une attitude positive vis-à-vis de l'Union européenne. Il n'y a pas de différences majeures entre ces trois instances en termes de position européenne malgré le fait qu'il reste des divergences au sein des partis quant à la politique à adopter. Tous les partis sont en faveur de l'Union européenne mais pour des raisons différentes. Le parti du Mouvement National pour Siméon II est européen par conviction. Le parti de l'Union des Forces Démocratiques est européen par opportunité et le Parti Socialiste Bulgare est européen par nécessité.

Le parti du Mouvement Nationale pour Siméon II soutien l'Union européenne avec ardeur. Cela est dû en grande partie à la personnalité de Siméon II et à ses origines. Durant la période de son exil en Espagne, il a été témoin de la réussite de l'adhésion de l'Espagne à la communauté européenne, ce qui a renforcé son attitude pro-européenne. Le parti du Mouvement Nationale pour Siméon II a accompli de nombreuses avancées comme l'accèsion de la Bulgarie à l'OTAN. L'intégration européenne a été au cœur de la politique du gouvernement notamment par la création du Conseil de l'intégration européenne, chargé de prendre les décisions finales pour toutes les questions d'intégration européenne. Grâce à de nombreuses réformes, le système législatif a été amélioré au moyen du développement du dialogue avec la société civile. Le plan d'action pour favoriser la création d'un espace institutionnel et juridique s'inspirant des valeurs et des normes de l'Union européenne pour la période 2003-2005, témoigne de la volonté de rendre le système juridico-politique plus transparent. Il privilégie la lutte contre la corruption qui passe par le développement des contrôles anti-fraude, tout en proposant des réformes dans des domaines clés tels que la santé, l'éducation etc. En outre l'adoption d'un code de déontologie à

l'intention des juges, conforme à la Charte européenne s'inscrit dans le cadre de la réforme des institutions. De même, un code de conduite à l'intention du personnel de la fonction publique a été adopté. Le gouvernement prévoit une modernisation de l'enseignement et le renforcement du pouvoir des autorités locales. Il faut dire que l'activité du gouvernement est facilitée du fait que la Bulgarie bénéficie des aides élevées de l'Union européenne, dans le cadre notamment du programme Phare.²⁵³ De même, la protection des Droits de l'Homme a été renforcée par la législation anti-discrimination introduite en 2004, ce qui a permis, dans une certaine mesure, d'aligner la législation Bulgare sur l'acquis communautaire. Elle interdit toute forme de discrimination. Les modifications apportées à la Constitution Bulgare sur le statut des magistrats afin de réduire la durée des procédures judiciaires est très importante. L'intégration des Roms doit être favorisée par la mise en œuvre du «programme-cadre pour l'intégration égale des Roms dans la société Bulgare». Il prévoit une augmentation des aides financières en matière de lutte contre la discrimination, de l'emploi, de la protection sociale etc. En outre, le parti est favorable à la Constitution européenne. Il est favorable à l'élection du Président de la Commission par le Parlement Européen afin de renforcer l'autorité de la Commission. En outre, L'UFD, a été à l'origine du début des négociations pour l'accès de la Bulgarie à l'Union européenne durant le gouvernement Kostov. Pendant la période durant laquelle l'UFD était au pouvoir, les visas Schengen ont été abolis ce qui est hautement apprécié par l'opinion publique Bulgare.²⁵⁴ Jusqu'à cette période, la position de la droite soutient l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne. Le parti réclame plus de transparence afin de rendre l'Europe plus proche des citoyens. Il soutient le principe de subsidiarité, et souhaite une défense européenne commune tout en restant membre avec l'Otan et en gardant de bonnes relations avec la Russie. Le Parti socialiste Bulgare durant les années 90 était contre l'adhésion de la Bulgarie à l'Europe. Cependant, depuis que la perspective d'adhésion à l'Union européenne s'est concrétisée, le parti a changé d'attitude. Ainsi, il mène une politique européenne déterminée par la conjoncture et notamment par la perspective des élections de juin 2005. Ainsi, si PSB remporte les élections en juin 2005, le parti devra mener à terme le processus d'intégration. Dans leur programme électoral, l'Union européenne occupe une grande place. Cependant, c'est le seul parti à se différencier des autres dans la mesure où il soulève le problème

²⁵³ Jones, **op.cit.**, p.110

²⁵⁴ Zhelyazkova, **op.cit.**, p.117

de la question sociale. Les critiques concernant la centrale nucléaire de Kozlodui se font au nom du « coût élevé » de l'intégration et de la protection des intérêts nationaux.

L'ensemble des partis sont favorables à l'élargissement à d'autres pays et perçoivent l'Union comme un moyen d'accéder à la prospérité et d'accroître le prestige de la Bulgarie sur le plan international. Ils considèrent que l'Europe doit poursuivre ses réformes institutionnelles afin accélérer l'établissement d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, afin de mieux défendre ses citoyens. Ils sont favorables à l'élargissement de la procédure de codécision, notamment en matière de contrôle aux postes frontières, de droit d'asile, de visas, d'immigration, de coopération judiciaire et administrative. Ils souhaitent le renforcement des pouvoirs du Parlement Européen. Il faut préciser qu'il n'y a pas de véritables débats sur la Constitution européenne car la Bulgarie s'est fixée comme priorité l'adhésion à l'Europe. L'UE donne une évaluation positive du travail du gouvernement. Dans son rapport sur la Bulgarie 2004, la Commission considère que la Bulgarie a accompli de « nombreux progrès » et qu'elle satisfait les critères de Copenhague. De même, elle possède une économie de marché viable. Le pays a mis en place des programmes de réformes qui ont permis de renforcer la stabilité de ses institutions et de consolider la démocratie. Cependant malgré les progrès accomplis, des problèmes demeurent. Ils devront faire l'objet de mesures appropriées de la part du gouvernement.²⁵⁵ La corruption à tous les échelons du pouvoir constitue un problème d'ampleur. De même, la Bulgarie doit concentrer ses efforts sur la lutte contre la criminalité organisée. La Commission met en évidence le problème du trafic d'êtres humains.

L'Union européenne adresse des recommandations au sujet de la réforme du système judiciaire. En effet, il faut réviser la règle relative à l'immunité des juges et des procureurs et réformer en profondeur les structures du système. De même, le problème d'intégration des Roms persiste car ils sont toujours victimes d'inégalités et de discrimination. Ils n'ont pas accès à tous les services publics. Il faut améliorer leurs situations. La majorité des problèmes ne présentent pas de risque quant à l'adhésion de la Bulgarie à l'Europe mais elles peuvent être la cause de tensions et débats nationales.

²⁵⁵ *Ibid.*, p.120

La centrale de “Kozloduy” est au centre des débats. La gauche multiplie les critiques en ce qui concerne la clôture des chapitres 3 et 4. De plus, cette centrale est perçue par l’opinion publique comme une sécurité et une source indépendante de pouvoir nucléaire.

Une autre question brûlante est celle qui concerne la nécessité ou non de lancer un référendum sur l’adhésion de la Bulgarie à l’Union européenne. Le ministre des Affaires Européennes de même que le Président sont favorables à un référendum populaire. Cependant, cela nécessite une modification de la loi électorale sur le référendum qui date de 1947 et une mobilisation importante de la population. Les agences sociologiques ne fournissent aucune information quant au résultat possible d’un éventuel référendum populaire. En outre, certains soutiennent la thèse d’une entrée individuelle de la Bulgarie à l’Union européenne par rapport à la Roumanie.²⁵⁶ En effet, la Bulgarie a clôt tous les chapitres d’adhésion alors que ce n’est pas le cas de la Roumanie. Cependant, l’Union européenne est claire sur le sujet, Michel Barnier a spécifié que la Bulgarie ne tirera aucun intérêt de sa séparation avec la Roumanie et que si elle devait attendre quelque mois, ce ne serait pas fatal. Il faut dire que le débat sur l’Union européenne est valorisé du fait que les échéances électorales sont en juin 2005.²⁵⁷

L’institut « for marketing and social Survey » a procédé à une grande enquête en novembre 2004, afin d’évaluer l’attitude de l’opinion publique Bulgare vis-à-vis des grandes questions européennes.²⁵⁸ Il s’est appuyé sur un échantillon de 1216 personnes dont la majorité est issues des classes moyennes. Nous baserons principalement notre analyse sur les statistiques de cette enquête qui sont révélateurs de la situation tout en gardant un esprit critique et en nous appuyant sur d’autres sources. Une attitude positive vis-à-vis de l’intégration européenne Il faut dire que le débat sur l’Union européenne est valorisé du fait que les échéances électorales sont en juin 2005.

L’opinion publique est majoritairement favorable à l’intégration de l’Union européenne. Ainsi, 71 % des personnes interrogées ont répondues affirmativement

²⁵⁶ Crampton, *op.cit.*, p.118

²⁵⁷ Dejkova, *op.cit.*, p.60

²⁵⁸ Eminov, *op.cit.*, p.88

contre 15% négativement. On observe une certaine attitude réticente parmi les classes sociales défavorisées, notamment les retraités, les chômeurs etc. De même, ce pessimisme se retrouve surtout chez les partisans du parti socialiste Bulgare. On retrouve une attitude positive principalement parmi les classes socialement élevées, les jeunes et les milieux urbains.²⁵⁹

En outre, l'intégration est perçue comme l'une des politiques les plus réussies du gouvernement actuel et le ministre des Affaires Européennes, Mme Kuneva et celui des ministres Affaires étrangères M. Passi sont très appréciés. Ainsi, l'opinion publique a le plus confiance quant à la diffusion de l'information sur l'Union européenne au ministre Kuneva (40%), le ministre Passi (38%) suivit du premier ministre Simeon II (25%) et du Président Parvanov (23%). En outre, 57% des participants considèrent que l'Union européenne va avoir un impact favorable quant au développement de la Bulgarie et 43% estiment que l'intégration à l'Europe est une étape importante pour la Bulgarie. L'adhésion est perçue comme un moyen de promouvoir la stabilité économique par le biais des aides financières et de l'élargissement du marché. De même 67% des participants jugent que l'intégration devrait permettre d'améliorer les droits de l'homme. L'amélioration du système judiciaire de même que la lutte contre la corruption devraient être favorisée. L'Europe devrait permettre de renforcer la sécurité nationale et de consolider la démocratie. Le prestige de la Bulgarie sur le plan international devrait être accru. 51 % des interrogés soutiennent la politique de défense de l'Union européenne et 41% souhaitent une politique de défense européenne commune. D'après les études réalisées par l'Union européenne, les Bulgares perçoivent aussi la liberté de mouvement des individus et l'abolition des restrictions d'accord de visas comme des effets extrêmement positifs. L'amélioration du système éducatif, celui de la santé, l'administration devrait être permis. Les aides financières et le soutien des pays occidentaux devraient « compenser les injustices subies dont la Bulgarie a souffert auparavant ». Cependant même si les Bulgares sont conscients des réformes institutionnelles nécessaires ils préfèrent laisser ces questions « aux spécialistes ».²⁶⁰

²⁵⁹ *Ibid.*, p.100

²⁶⁰ Krazstev, Peter, **Understated, Overexposed: Turks in Bulgaria - Immigrants in Turkey in Between Adaptation and Nostalgia: The Bulgarian Turks in Turkey.** <http://www.omda.bg/imir/studies/nostalgia.htm>

La population craint de voir s'accroître les inégalités. 36% des participants à l'enquête perçoivent l'adhésion à l'Union européenne comme un facteur d'aggravation des problèmes de la Bulgarie. 51% des participants estiment que l'intégration n'aura pas d'effet considérable sur le Bulgare moyen, et 11% pensent qu'il y aura des répercussions néfastes. Cependant on retrouve parmi la majorité de la population, une méfiance relative à la capacité de la Bulgarie à intégrer l'Union. 46% des personnes interrogées estiment que la Bulgarie ne sera pas prête d'ici 2007 contre 43%. 9% sont d'avis que la Bulgarie ne sera jamais prête. Ces craintes révèlent le manque de confiance dans les institutions. La part des personnes qui considèrent que l'Europe va apporter plus d'avantages que de contraintes a chuté par rapport à l'année dernière car elle est passé de 67% à 57% et inversement la part de personnes considérant que les coûts sont supérieurs aux bénéfiques à augmentée. Les peurs sont liées aussi à la perception de l'adhésion comme un facteur d'écart entre riches et pauvres. Dans la représentation de la population, ceux qui vont être avantagés de l'intégration sont les riches et les milieux des affaires, comme le pense 42% des participants suivit de la classe politique (10%). En outre, 17% seulement des participants considèrent que l'union va profiter à tout le monde. Cela est extrêmement faible. L'opinion publique considère que les milieux pauvres vont le moins profiter de l'adhésion et notamment les retraités, les régions et commerçants qui ont un pouvoir faible. A l'inverse, les hautes classes et les milieux des affaires vont en tirer le plus profit. En outre, les Bulgares se sentent victimes de la discrimination en raison des restrictions imposées sur l'accord de visas ce qui restreint la liberté de mouvement des individus. La Bulgarie ne se sent pas encore comme un partenaire égale et craint de se voir soumise aux autres puissances européennes. La majeure partie de l'opinion est réticente au fait que la Bulgarie reçoit des directives européennes. Les peurs sont aussi liées au marché du travail et les Bulgares craignent la concurrence des entreprises étrangères. 53 % des interrogés sont contre le fait que des européens achètent des terres Bulgares. Des doutes sur le niveau du système d'éducation Bulgare et la valeur des diplômes constituent persistent. 38% des participants estiment que les Bulgares auront moins de chance d'être embauché que les européens.

Les Bulgares sont peu mobilisés aux questions européennes. Ils ont très peu de connaissances à l'égard de l'union européenne. 24% des participants à l'enquête considèrent leur connaissance de l'Union bonne, 30% plutôt faible et 20% avouent n'avoir aucune connaissance. De même 11% ont déclarés que cela ne les concernait pas. Ainsi l'enquête montre que les Bulgares ne font pas d'effort pour s'informer sur les questions européennes. 84% reconnaissent ne pas s'être renseigné sur l'Union européenne contre 16%.²⁶¹ En outre, 1 personne sur 3 ne sait pas à quelle étape se trouve les accords entre la Bulgarie et l'Union européenne. 27% estiment que ces accords vont être finalisés dans une future proche et 17% seulement sont au courant que les accords ont déjà été finalisés. De même, l'opinion publique ne se sent pas assez informée quant aux objectifs de l'Union européenne et considère que les médias transmettent une information qui ne montrent que le « bon coté des choses ». En outre, l'information trouvée est difficilement compréhensible pour la population qui réclament plus de lisibilité des textes. Ainsi la Bulgarie a adopté une attitude positive dans son ensemble. Le gouvernement poursuit une politique active d'intégration et continue ses réformes pour résoudre les problèmes. L'opinion publique est favorable à l'Union européenne même si elle reconnaît être mal informée et souhaiterait l'être mieux. Cependant, les craintes liées à l'Union européenne commence à surgir même si elles sont minimisées en raison des élections qui approchent et qui tentent de dissimuler le débat.

2. Les élections de 2001 : La fin du problème ?

L'insatisfaction des minorités quant à leur niveau de vie, et leur impatience, se sont fortement ressenties lors des dernières élections législatives. Certains commentateurs ont pu souligner l'apparente « incohérence » des électeurs, qui ont voté en masse pour un parti formé quelques semaines seulement avant les élections. Sans doute serait-il plus éclairant d'y voir l'expression d'une grande lassitude, fruit de dix ans de privations. Le premier ministre, Siméon de Saxe-Cobourg Gotha, ainsi porté au pouvoir par 42,73% des votants en juin 2001, s'est présenté aux Bulgares

²⁶¹ Eminov, *op.cit.*, p.166

comme l'homme providentiel.²⁶² Jouant sur son charisme – et son statut de monarque déchu (il fut l'enfant-roi Siméon II chassé de Bulgarie par les effets de la Seconde Guerre

Mondiale) aidant – il a promis une amélioration sensible des conditions de vie des minorités sous « 800 jours » : séduisant en effet pour une population qui, alternativement déçue par la droite et par la gauche, ne sait plus vers qui se tourner pour apercevoir enfin la prospérité promise avec le retour au libéralisme. Il est vrai que l'opinion publique Bulgare est coutumière d'une grande volatilité, ne laissant qu'une marge de manœuvre étroite à ses dirigeants, dans un contexte où les hausses successives des prix constituent autant de chocs pour les ménages, de sorte que l'on peut estimer que la réussite ou l'échec du nouveau gouvernement aller se jouer sur sa réussite ou son échec en matière de politiques sociales. Certes d'autres facteurs que la simple question des politiques sociales contribuerait à expliquer que la cote de popularité de Siméon ait tellement baissé – elle était de 66% en octobre 2001 pour tomber à 21,5% d'avis positifs seulement en juillet 2003. Mais il est indéniable que l'absence d'amélioration réelle de leurs conditions de vie a lourdement pesé dans l'opinion des sondés. A son arrivée au pouvoir, le gouvernement Saxe-Cobourg Gotha s'est d'abord tenu fort sagement à la ligne d'austérité budgétaire initiée par son prédécesseur, politique dont nous avons déjà mentionné l'efficacité en termes d'assainissement des finances et de retour à la croissance.²⁶³ Le problème, c'est que cette croissance n'a toujours pas été réellement « redistribuée » aux Bulgares. Sans doute, un audit commandé dès les premiers jours de la législature a mis à jour un déficit considérable – et inattendu ? – dont l'existence n'était pas de nature à permettre une relâche rapide de la contrainte budgétaire et de cette rigueur qui a permis à Siméon d'acquérir une réelle crédibilité aux yeux des instances internationales – du FMI notamment dont la confiance s'est traduite par l'octroi d'un « crédit relais » fort bienvenu. Cependant, ce sont des problèmes plus structurels encore qui inhibent les retombées sociales de la croissance. En effet, les gains de productivité réalisés par et pour la libéralisation de l'économie ne se sont pas réellement faits dans un effort pour améliorer par exemple la les droits de minorités. Ils sont au contraire passés le plus

²⁶² Holmes, Leslie, **Postcommunism: An Introduction. Durham:** Duke University Press. Human Rights Watch. World Report 2001 Bulgaria Human Rights Developments. <http://www.hrw.org/wr2kl/europe/bulgaria.html>

²⁶³ Nazarska, **op.cit.**, p.156

souvent par une baisse des coûts salariaux, c'est-à-dire par une réduction des effectifs, des taux salariaux, et des taux de couverture sociale. En d'autres termes, la croissance a été appuyée non sur un essor de la demande intérieure – largement mise à mal par les dégradations de l'emploi que nous venons d'évoquer, alors même que le passage à d'une économie centralisée à une économie libérale, d'un monde de pénuries à un monde (supposé) d'abondance, aurait dû la stimuler – mais sur une insertion « par le bas » dans la division internationale du travail, ce qui implique à l'inverse le maintien de bas salaires pour garantir la compétitivité de la main d'œuvre nationale, et donc fondamentalement un décalage considérable entre la croissance du PIB et celle du niveau de vie.

Naturellement, et compte tenu de la volonté de changement qu'il avait affichée au cours de sa campagne électorale, Siméon de Saxe-Cobourg Gotha n'est pas resté les bras croisés en termes de politiques sociale. Il a notamment préconisé de passer d'une logique d' « assistanat » à une philosophie d' « assistance pour l'auto assistance ».²⁶⁴ En d'autres termes, de donner aux aides publiques une efficacité d'impulsion – c'est-à-dire qu'elles doivent être le moyen d'une réelle réinsertion de ceux qui en bénéficient et leur permettre à terme de se passer de la tutelle publique – plutôt que de cantonner leurs bénéficiaires dans le statut d'éternels assistés.

Le gouvernement de Siméon a rendu obligatoire l'assurance contre le chômage, mais il a également redéfini les critères à remplir pour avoir droit aux allocations correspondantes, en excluant notamment les travailleurs saisonniers dont ils étaient surtout les minorités. Les conséquences de cette nouvelle législation sont problématiques pour ceux dont les activités sont exclusivement de cet ordre, et notamment pour les Turcs qui se retrouvent du coup un peu plus exclus du système. D'autre part, la modification des législations – comme par exemple en janvier 2003 celle de la loi de protection sociale qui accroît la responsabilité du gouvernement dans le financement des foyers sociaux des minorités – ne peut être efficace si elle ne s'accompagne pas aussi d'une augmentation des moyens – ainsi dans l'exemple que nous citons, que la source de financement ait changé importe assez peu, le problème

²⁶⁴ Russel, *op.cit.*, p.99

étant surtout qu'au final les sommes reçues permettent tout juste de chauffer les établissements et d'en nourrir les pensionnaires.²⁶⁵

Ainsi, d'ajustement marginal en réajustement marginal, une réelle augmentation du niveau de vie en Bulgarie se fait attendre, et l'impatience se lit sans peine dans les résultats électoraux. Les municipales de 2003 ont été une vraie sanction pour le gouvernement en place, et une relative victoire au contraire pour l'opposition socialiste du BSP, c'est à dire les anciens communistes. Ce n'est pas vraiment une surprise lorsque l'on sait que la pauvreté et le chômage sont au premier rang des préoccupations de la population des Turcs – les questions sociales étant des priorités plus aisément portées par une force de gauche que par le centre ou la droite. Cependant, il serait sans doute justifié de considérer plus généralement ces élections comme un indice de l'échec de l'ensemble de la classe politique Bulgare. En effet, le score le plus impressionnant est bien celui de l'abstention, qui a été le choix de près des deux tiers des électeurs. Un chiffre à mettre en rapport avec la crise de confiance institutionnelle que révèle l'Eurobaromètre 2004 : seuls 13% des minorités affirment leur confiance envers leurs institutions, et 6% envers leurs partis politiques – soit une chute de 9 points entre l'automne 2003 et le printemps 2004.²⁶⁶

Que manque-t-il au système politique Bulgare pour être vraiment efficace ? Il est d'autant plus difficile de le déterminer exactement que le phénomène du «désenchantement» et du «désengagement» politiques des minorités n'est pas un trait spécifiquement Bulgare, ni même spécifiquement est-européen – l'abstention ne préoccupe-t-elle pas aussi les observateurs chez nous? Dans la perspective qui nous intéresse, celles des politiques sociales, on pourra peut-être quand même lier le désarroi des électeurs à l'absence de force « de gauche » crédible, trait qui est fortement lié à l'histoire du pays, c'est-à-dire aussi bien à son passé communiste qu'à ses expériences plus récentes en la matière. De fait, non seulement il n'y a pas à gauche de l'échiquier politique Bulgare de concurrent – d'alternative – au BSP, et ce en raison du poids des mauvais souvenirs attachés à ce type de sensibilité politique, mais en outre le BSP lui-même ne semble pas en mesure de porter efficacement les aspirations des Bulgares à une régulation du libéralisme motivée par des préoccupations sociales. L'expérience de 1995 ne s'est-elle pas traduite par le retour en force des inefficiences et de la corruption plutôt que par l'embellie escomptée ?

²⁶⁵ Mancheva, *op.cit.*, p.112

²⁶⁶ *Ibid.*, p.117

Ainsi, tout concourt à l'impression décourageante qu'il n'est pas possible de se dissocier la modernité de ses coûts sociaux ni la régulation étatique de ses vastitudes.

3. La loi de 2002 : Un pas vers une société démocratique pour les minorités

Le 1er janvier 2003 est entrée en vigueur une nouvelle loi Bulgare sur les religions, dite la Loi sur les Confessions 2002. Elle remplace la Loi sur les confessions de 1949, qui était adoptée par l'ancien gouvernement communiste. La loi de 1949 autorisait la libre intervention du gouvernement dans les affaires intérieures de toutes les confessions religieuses - ce qui est absolument contradictoire avec les principes démocratiques. En effet, la réforme de la loi sur les confessions était attendue comme un pas nécessaire dans la transition démocratique du pays.

Pourtant la nouvelle loi n'a été votée qu'en 2002 - les négociations ont été très lentes et la recherche des compromis s'est avérée difficile.²⁶⁷ La nouvelle loi est clairement le signe d'une démocratisation de la société

Bulgare, surtout si on la compare à l'ancienne loi de 1949. Celle-ci permettait au gouvernement de relever de leurs fonctions les ministres du culte et interdisait l'éducation religieuse à l'école. La religion, seule alternative tolérée à l'idéologie du régime communiste, était alors strictement contrôlée comme on l'a vu avec l'Église orthodoxe Bulgare. La nouvelle loi fait du droit à la religion un droit "fondamental, absolu, subjectif, personnel et inviolable", affirme que personne ne peut être persécuté à cause de ses croyances, que les différentes religions sont libres et sur un pied d'égalité et que l'ingérence de l'État dans les affaires internes des communautés et institutions religieuses est inadmissible. Ainsi, les institutions religieuses devraient être strictement séparées de l'État. Ceci se confirme avec la réforme de la Direction des affaires religieuses, agence gouvernementale décrite comme une «administration spécialisée du Conseil des ministres». Jusqu'en 2002 il s'agissait d'un organe de contrôle - avec la réforme il devient un organe consultatif et de coordination dont l'objectif premier est de garantir le respect des droits et libertés religieuses.²⁶⁸ Par ailleurs, la nouvelle loi rappelle le rôle qu'a joué l'Église orthodoxe dans l'histoire et dans la formation de la nation Bulgares. En effet, d'après ce texte la «religion traditionnelle de la République de Bulgarie est le rite orthodoxe oriental», qui a joué

²⁶⁷ Todorova, *op.cit.*, p.101

²⁶⁸ Obstnosti, *op.cit.*, p.166

un « rôle historique pour l'État Bulgare » et revêt « une importance réelle pour la vie de l'État ». Si le rôle traditionnel de l'Église orthodoxe n'est pas remis en cause, la place spécifique accordée par la nouvelle loi à l'Église orthodoxe Bulgare a soulevé de nombreuses critiques en Bulgarie et à l'étranger. Effectivement la neutralité de l'État en matière de religion ne semble pas être complète.

Dès l'adoption de la Loi sur les Confessions de 2002, de nombreuses communautés religieuses (à l'exception de l'Église orthodoxe Bulgare et de la communauté juive) ont critiqué le nouveau texte législatif - notamment la procédure d'enregistrement et les dispositions particulières faites à l'Église orthodoxe Bulgare. D'ailleurs la Loi ne reconnaît pas explicitement la liberté de pensée (et donc le droit de ne pas croire) et n'éclaire pas la situation et les droits des croyants appartenant à des communautés non-enregistrées. La Loi donne un rôle spécifique à l'Église orthodoxe Bulgare - certains pensent qu'elle émet une jument de valeur illicite en faveur de l'Église orthodoxe ce qui conduirait à une discrimination des autres religions. En effet, l'Église orthodoxe n'est pas obligée de s'enregistrer auprès des tribunaux (l'enregistrement représente un lourd fardeau administratif et financier sur les autres religions), sa principale source de revenus (la vente des cierges) est exonérée d'impôts alors qu'un impôt de 20% existe sur les dons qui ne sont pas liés à la vente d'articles religieux ce qui constitue la principale source de financement des autres communautés religieuses. Par ailleurs, d'après une directive relative à l'enseignement religieux stipule que les "enseignants en religion" ne peuvent être que des personnes titulaires d'un diplôme en théologie délivré par une université Bulgare, ou des diplômés du Haut institut d'études islamiques. Vu que les départements de théologie exigent encore un certificat de baptême orthodoxe pour l'inscription, les catholiques ou les protestants sont exclus de l'enseignement religieux. De plus, la Loi de 2002 interdit l'usage des religions "à des fins politiques". Les communautés religieuses pourraient donc être exclues des débats politiques majeurs concernant la société civile sur des questions tels que l'avortement, les politiques sociales et familiales, l'euthanasie etc.²⁶⁹

Enfin, l'État ne paraît pas être impartial vis-à-vis des religions, puisqu'il accorde des "privilèges" à l'Église orthodoxe. Cette Loi peut être interprétée comme la

²⁶⁹ Hupchick, *op.cit.*, p.177

réalisation de la promesse, faite par le gouvernement et le président actuels, au patriarche Maxime pour trouver une solution au schisme qui s'est produit au sein de l'Église orthodoxe. Si on retient cette interprétation il est évident que l'État peut encore intervenir dans les affaires intérieures d'une communauté religieuse.²⁷⁰ La Loi sur les Confessions de 2002 est certainement un pas en avance par rapport à la Loi de 1949, mais certaines de ces dispositions sont contestables, voire contradictoires avec les principes démocratiques.

La Bulgarie est un pays traditionnellement tolérant envers les différentes religions comme la montre, par exemple, l'aide apportée à la communauté juive pendant la Seconde guerre mondiale. Le régime communiste, quant à lui, a adopté la même politique envers les religions que l'Union soviétique, il intervenait librement dans les affaires internes des communautés religieuses et ne leur laissait qu'une place minimale dans le débat sur les questions sociales. Les deux principales religions présentes en Bulgarie, l'Église orthodoxe Bulgare et l'Islam, sont séculaires et tolérantes l'une envers l'autre. Les années de communisme ne leur ont pas permis de se prononcer sur des questions telles que l'avortement, le divorce, l'euthanasie... et même aujourd'hui ces sujets sont considérés comme faisant partie de la vie privée de chaque individu. C'est pourquoi le débat sur l'avortement ne suscite pas de polémique en Bulgarie: le recours à l'avortement s'est généralisé voire banalisé et l'Église orthodoxe n'a pas la prétention de jouer le rôle moralisateur rigide comme c'est le cas de l'Église catholique dans certains pays (en Europe de l'est il s'agit notamment de la Pologne).

La religion orthodoxe orientale est la religion traditionnelle de la population Bulgare, elle a été un des piliers de la construction de la « nation » Bulgare. Sa place spécifique au sein de la société Bulgare est reconnue par les autres cultes – mais les privilèges qui lui sont accordés par la nouvelle Loi sur les Confessions de 2002 ont donné lieu à un débat sur la liberté de religion en Bulgarie. Cette loi est certes un pas en avance par rapport à la loi de 1949, mais certaines de ses dispositions ne correspondent pas aux principes démocratiques. En effet, la Loi peut être interprétée d'une manière qui légitimerait la discrimination des communautés religieuses autres que l'Église

²⁷⁰ **Ibid.**

orthodoxe Bulgare.²⁷¹ En effet, c'est la relation entre l'Etat et les communautés religieuses qui nous diront si la Bulgarie a achevé sa transition démocratique dans ce domaine. Pour le moment, l'Etat intervient toujours, même si c'est d'une manière discrète, dans les affaires des communautés religieuses. Les liens qui ont été établis entre l'Eglise orthodoxe et le gouvernement communiste n'ont pas été totalement coupés: aujourd'hui encore le Parti socialiste Bulgare (ancien parti socialiste) soutient le patriarche Maxime contre les rebelles de l'Eglise «alternative», soutenus plutôt par la droite et surtout par l'Union des forces démocratiques. Par ailleurs, le Mouvement des droits et libertés lutte pour une meilleure intégration des communautés musulmanes au sein de la société Bulgare – même s'il ne s'agit pas d'un parti religieux, l'Islam joue ici le rôle unificateur et identitaire de la communauté musulmane.

Qu'on l'appelle Principautés des Peuples, mosaïque des nationalités, poudrière des nationalismes... Peu importe finalement l'expression, sa traduction et ce sur quoi elle veut insister, la zone balkanique est en Europe une zone particulièrement riche en peuples, en cultures différentes qui peuvent s'exprimer en tant que minorités dans les Etats des Balkans. On ne peut pas tenter d'expliquer voire de comprendre les problèmes des minorités dans la zone balkanique en se privant d'une perspective historique. Nous pouvons ainsi constater que la Bulgarie est un exemple particulièrement intéressant dans la zone balkanique. En effet son histoire liée, d'une part à l'Empire ottoman (une zone contact entre le bloc ottoman et le bloc «occidental»), mais aussi mise en parallèle avec les mouvements de frontière dans la fin du XIXème siècle et le début du XXème siècle ont peuplé ce pays d'une multitude de minorités. On peut citer pour exemple les Pomaks, qui sont une minorité religieuse, mais aussi les Turcs, les Grecs, les Macédoniens, les Gagaouzes qui sont des minorités nationales, mais aussi les Roms, qui sont omniprésents sur cette zone géographique.

Afin de pouvoir essayer d'approcher au mieux le concept de minorité, il faudrait souligner le caractère particulièrement volatile de ce terme. Il n'y a en effet

²⁷¹ Council of Ministers, Republic of Bulgaria, Government Bulletin 25-29 October 1999, http://www.government.bg.eng/gis/bulletin/25_10.html

pas de consensus international sur ce qu'est une minorité. On pourrait dire que les minorités naissent en 1648, avec le Traité de Westphalie, lorsqu'on tire officiellement un trait sur la période, qui prévalait jusqu'alors, du « *Cujus régión, eus religión* » (c'est la religion du prince qui détermine la religion des sujets). En 1648, pour la première fois la liberté de conscience est reconnue. Près de 340 ans plus tard, Jules Deschenes, donne pour l'ONU, une définition de la minorité nationale : «un groupe de citoyens d'un Etat en minorité numérique et en position non dominante dans cet

Etat, dotés de caractéristiques religieuses, linguistiques différentes de celles de la majorité de la population, solidaires les uns des autres, animés fussent implicitement d'une volonté commune de survie et visant à l'égalité en fait et en droit avec la majorité». Comme l'a montré *József Eötvös* la minorité utilise un élément «affectif» pour se constituer, s'unifier. Ainsi, la langue, la religion, ou tout autre élément culturel, deviennent des éléments constitutifs d'une minorité sur un territoire. La recommandation 1201 du Conseil de l'Europe ajoute dans cette définition, que les membres de la minorité ont entretenue des liens durables, solides et anciens avec l'Etat de résidence. Il faudrait aussi remarquer sur ce point, que la question du rapport de dominé/dominant n'est pas toujours aussi claire que l'on voudrait la présenter.²⁷²

A partir du moment où l'Etat donné reconnaît la minorité comme constituant un « problème » politique et qu'il engage des manœuvres pour remédier à ce problème, on peut dire qu'il met en place une *politique* vis-à-vis des minorités. Toutefois, cette politique, peut suivre différents modèles, le schéma libéral, très lié au modèle multiculturaliste (John Stuart Mill et Lord Acton se répondent sur le propos), mais aussi un schéma beaucoup plus autoritaire pouvant aussi être antidémocratique mettant en place des processus d'acculturation, de répression, de déplacement de population, voire de génocide.

Essayons de caractériser les différentes politiques envers les minorités mises en place en Bulgarie. Ont-elles réellement eu pour volonté l'instauration d'un « bon vivre ensemble » ? Nous verrons que la politique envers les minorités en Bulgarie a toujours servi d'autres objectifs politiques que celle de la simple bonne entente entre les communautés, et que cette politique encore aujourd'hui sert plus la cohésion nationale

²⁷² Apostolov, *op.cit.*, p.171

en vue d'une entrée dans l'Union Européenne que le véritable respect des droits des minorités.

Il est assez paradoxal de s'apercevoir que le processus de construction identitaire Bulgare a été le plus fort durant les années communistes, soit entre 1947 et 1989. En effet, l'internationalisme prêché par le marxisme léninisme semble s'opposer à la structuration de l'identité nationale Bulgare. Pourtant, à bien des égards, c'est durant cette période que les politiques ont été les plus répressives envers les minorités ethniques, et culturelles (religieuses essentiellement). Les différentes politiques visant à régler le « problème minoritaire » en Bulgarie ont été nombreuses, mais nous pouvons les classer en deux vagues principales.²⁷³

La première vague de traitement du problème minoritaire s'étend de 1949 à 1984, il s'agit d'une campagne de gommage des différences religieuses. Guidé par un principe invoqué (la religion est l'opium du peuple) et par un principe plus pragmatique (maintenir une population cohérente, solidaire et éviter à tout prix la formation de couches mises à l'écart du modèle communiste), la campagne menée a eu pour effets principaux de mettre les religions sous la tutelle de l'Etat. Au tout début de la campagne, les religions les plus menaçantes étaient le catholicisme et le protestantisme en raison de leur attachement à des courants transnationaux non marxistes, mais le groupe religieux le plus important hormis les orthodoxes était les musulmans. Le Parti Communiste Bulgare (PCB) a donc par étapes successives tenté de fermer les écoles coraniques, puis les mosquées, et a même interdit aux musulmans de pratiquer leurs rites et leurs fêtes religieuses.²⁷⁴

Le but de cette première campagne était simple : il s'agissait d'arracher les musulmans, arriérés par leur religion affirmait-on, et de les fondre dans une même communauté marxiste, Bulgare et modernisée. Les muftis qui subsistent sont alors des fidèles du régime, à l'exemple de Nedim Gendjev, mufti sans formation mais travaillant pour les services secrets du PCB. Ici donc nous voyons que la politique de gommage des différences religieuses a eu pour objectif, relativement logique de fondre une même nation, si possible marxiste. Notons que durant ces années, le critère ethnique n'a pas été un critère de dissociation des minorités, c'est ainsi que même l'on a encouragé pendant cette période la formation de la culture turque, mais ce respect de

²⁷³ Brunnbauer, *op.cit.*, p.76

²⁷⁴ *Ibid.*

la culture turque était intéressé une fois de plus, il s'agissait de former une élite turque servant de relais entre le PCB et les populations rurales.

La deuxième vague de bulgarisation s'est fondée à l'inverse sur un critère ethnique, sous le couvert d'un processus de « renaissance nationale ». Sous la houlette de Todor Jivkov, une campagne de slavisation de la population Bulgare est menée entre 1984 et 1989, campagne s'appuyant donc sur des critères non plus religieux, mais ethniques et culturels. C'est ainsi que, s'appuyant sur des raids de l'armée (prises de villages par des tanks), le pouvoir en place force les populations n'ayant pas des coutumes suffisamment slaves et Bulgares d'abandonner leurs coutumes. Les minorités saxonnes sont priées d'abandonner leurs noms à consonance allemande, de même que les quelques Grecs du sud du pays. Mais une fois encore, la politique a été particulièrement féroce vis-à-vis des populations ethniquement les plus différentes, et surtout les plus nombreuses, les Turcs de Bulgarie. L'usage du Turc est prohibé, dans le domaine privé et public, le port de vêtements traditionnels est interdit, mais la mesure la plus symbolique est la bulgarisation des noms Turcs.²⁷⁵ Cette campagne antiturque s'appuie sur cet argumentaire, selon laquelle on reconnaît la présence ancienne de Turcs en Bulgarie, mais que ceux-ci sont retournés en Turquie dans le cadre d'un accord passé entre 1968 et 1978. De ce fait, les Turcs restants ne sont pas des Turcs, ne peuvent être reconnus comme tels, et doivent donc ressembler à tous les autres Bulgares. Mais les quelques élites locales turques du parti de Jivkov prennent leurs distances vis-à-vis de ce régime qui les bulgarise, et n'hésitent pas à s'y opposer, notamment dans les années 1988-1989. Jivkov réagit en ordonnant l'expulsion de 340 000 Turcs vers la Turquie entre juin et août 1989, provoquant l'un des mouvements migratoires les plus importants depuis la Seconde Guerre mondiale.²⁷⁶ La conséquence de cette deuxième vague est la persistance de l'attachement aux valeurs turques des Turcs de Bulgarie, ainsi qu'une condition paradoxale qui est l'incorporation volontaire de certains musulmans non Turcophones dans la communauté turque, par solidarité musulmane. Autre conséquence, importante également, la rancœur nourrie entre les chrétiens et les musulmans.

²⁷⁵ Poulton, *op.cit.*, p.187

²⁷⁶ *Ibid.*, p.200

En observant les deux campagnes, l'on s'aperçoit de la persistance d'un but unique et finalement cohérent, qui est la volonté de créer (ou de maintenir, selon que l'on reconnaisse l'existence de groupes minoritaires) une peuple Bulgare uniforme, dont les diverses origines seraient gommées, et ce dans un but de stabilisation et de mise sous tutelle de la population sous un régime autoritaire.²⁷⁷

La chute du régime de Jivkov s'accompagnera justement de l'effet inverse. Les communautés ethniques (Tsiganes) ou religieuses (Pomaks) ou ethnico religieuse (Turcs) vont dans leur immense majorité se retourner vers leurs critères de différenciation, vers leurs racines, plus ou moins effacées par 40 ans de bulgarisation, en particulier les minorités les plus touchées.²⁷⁸

²⁷⁷ Atanassova Ivanka, **The Impact of Ethnic Issues on the Security of South East Europe**, 2000, <http://www.nato.int/acad/fellow/97-99/atanassova.pdf>

²⁷⁸ Cviic, **op.cit.**, p.100

Conclusion

On a essayé d'analyser les sources, les raisons, le développement et les dynamiques des problèmes des minorités, et en particulier de la minorité Turque, parallèlement aux dynamiques intérieures de la Bulgarie, qui ont subi des grands changements pendant cette période de l'histoire.

Bien que les droits des minorités Turques aient été pris sous garantie par la législation nationale Bulgare, ainsi que par les régulations des traités internationaux, les Turcs de la Bulgarie ont été maintes fois sujets aux politiques d'assimilation et subi de multiples génocides. Les politiques en question n'ont eu comme conséquences que le contraire des résultats projetés et attendus par le gouvernement Bulgare. Les Turcs de la Bulgarie n'ont jamais oublié, ni nié leurs identités ethniques et ont refusé de s'assimiler.

La minorité Turque de la Bulgarie a pris sa place dans le système démocratique, pendant la période d'après Jivkov, en formant des partis politiques et de ce fait a créé un nouveau terme qui fut accepté dans la littérature des relations internationales en tant que « le modèle Bulgare ». Malgré leur passé oppressant, les Turcs de la Bulgarie actuelle sont parvenus à occuper des postes clefs dans l'équilibre politique du pays et avoir voix au chapitre dans sa gestion.

Parallèlement à la période de transition vécue en 1989 en Bulgarie, le gouvernement a effectué des changements radicaux dans ses stratégies de politique intérieure et étrangère. A la suite de la fin de la Guerre Froide, la Bulgarie a orienté la direction de sa politique étrangère vers l'Ouest et s'est fixé comme but principal d'adhérer aux institutions européennes.

Quant à sa politique intérieure, les politiques des minorités appliquées auparavant furent très vite abandonnées et des reformes concernant les droits minoritaires furent mises en place. Bien que ces reformes paraissent être une conséquence naturelle des dynamiques intérieures de la Bulgarie, les réactions internationales provoquées par la vague d'assimilation des 1984-85 y ont beaucoup contribué ; on ne peut pas oublier que le processus d'intégration de la Bulgarie avec le monde occidental les avait rendus indispensables.

La Bulgarie a parcouru un long chemin quant aux droits de ses minorités. Le gouvernement Turc qui a suivi de près les progrès dans ce domaine a même exprimé sa satisfaction. Toutefois, il n'est pas possible de déclarer qu'au point où on en est, tout est en ordre, et tout ce qui devrait être fait a été accompli à ce sujet. Les classes de Turc et le droit de publication en langue Turque sont des questions encore épineuses qui laissent beaucoup à désirer.

En outre, la vie socio-économique des Turcs Bulgares a subi des abrasions sérieuses. Les écoles Turques fermées par le leader communiste Todor Jivkov ne sont toujours pas ouvertes ; la question d'enseignement en Turc n'a pas encore été résolue. Dû au manque d'investissement de capital pour les développer, les régions où la population Turque est dense ont un taux de chômage très élevé. Les fonds versés dans le pays par l'Union Européenne pour son développement, sont plutôt employés pour investir dans les régions où la densité de la population est Bulgare, ce qui ajoute aux questions qui attendent des solutions.

En fin de compte, dans la période d'après 1989, parallèlement aux élections démocratiques dans le pays et au processus d'adhésion de la Bulgarie à la Communauté Européenne, les Turcs de la Bulgarie ont aussi entamé un processus de transformation relatif à leurs droits minoritaires. Actuellement, bien qu'il y ait encore plusieurs problèmes à résoudre, les Turcs de la Bulgarie sont devenus non seulement membres de ce pays, mais aussi font partie du système de l'Union Européenne.

Ouvrages

- ANDERSON Benedict, **Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism**, New York, Verso, 1991
- ARAL Berdal, **Turkey's Insecure Identity from the Perspective of Nationalism**, Mediterranean Quarterly, vol. 8, no. 1, hiver 1997, pp. 77-91.
- APOSTOLOV Mario, **The Pomaks: A religious Minority in the Balkans**, Nationalities Papers, 1996
- BARANOVIC Branislava, **History Textbooks in Post-war Bosnia and Herzegovina**, Intercultural Education 12, 2001
- BRUNNBAUER Ulf, **The Perception of Muslims in Bulgaria and Greece: Between the 'Self and the 'Other,'** Journal of Muslim Minority Affairs Winter 2001
- CERYCH Ladislav, **Education Reforms in Central and Eastern Europe: Process and outcomes**, European Journal of Education 32, 1997
- CRAMTON R.J., **A Consice History of Bulgaria**, New York: Cambridge University Pres, 1997
- CVIIC Christopher, **Remaking the Balkans**, London: The Royal Institute of international Affairs, 1995
- DASKALOV Roumen, **Ideas about, and Reactions to Modernisation in the Balkans**, 1977
- DEJKOVA Olya and CHAKAR Susan, **The Bulgarian School and the Children of the Turkish Ethnic Group**, Sofia, 2000
- DJORDJEVIĆ D., **The Balkan Revolutionary Tradition**, New York: Columbia University Pres, 1981

- DONKOVA Maria, **Teaching History Differently : A Lesson from the Balkans**, UNESCO Sources 120, 2000
- EMINOV Ali, **The Turks in Bulgaria: Post-1989 Developments**, Nationalities Papers 27, no.1,1999
- FIRKATIAN Mari A., **The forest traveler : Georgi Stoikov Rakovski and Bulgarian nationalism**, New York, 1996,
- GLENNY Misha, **The Balkan, Nationalism, War and the Great Powers, 1804-1999**, New York, 2000
- GRABAR Andre, **Influences musulmanes sur la décoration des manuscrits slaves Balkaniques**, Revue des Etudes Slaves, 1951
- HUPCHICK Dennis P., **Orthodoxy and Bulgarian Ethnic Awareness under Otoman Rule, 1396-1762**, Nationalities Papers, 1993
- HUPCHICK Dennis, **The Pen and the Sword**, New York : Columbia University Press, 1988
- HUSBAND William B., **History Education and Historiography in Soviet and Post-Soviet Russia**, NY, 1994
- JELAVICH Barbara, **History of the Balkans: Twentieth Century**, New York: Cambridge University Press, 1983, vol2
- JELAVICH Charles, **South Slav nationalisms textbook and Yugoslav Union before 1914**, Columbus: Ohio State University Press, 1990
- JELAVICH Charles, **Tsarist Russia and Balkan Nationalism, Russian influence in the internal affairs of Bulgaria and Serbia, 1879-1886**, Berkeley University of California Press, 1962
- JONES,Anthony **The Educational Legacy of the Soviet Period in Education and Society in the New Russia**, NY: M.E. Sharpe, 1994
- JOYCE C.Alan, **World Almanac & Book of Facts**, 2003

- KERR Stephen T., **Diversification in Russian Education in Education and Society in the New Russia**, NY: M.E. Sharpe, 1999
- KING R., **Minorities under Communism**, Harvard University Press, 1973
- KOHN H., **Pan-Slavism, its history and ideology**, Notre Dame, Indiana University of Notre Dame Press, 1953
- KÜÇÜKCAN Talip, **Re-Claiming Identity: Ethnicity, Religion and Politics among Turkish-Muslims in Bulgaria and Greece**, Journal of Muslim Minority Affair, 1999
- LEWIS Bernard, **The Emergence of Modern Turkey**, Oxford University Press, 2002
- LUKE C., DECASTELL P., **Beyond Criticism: the authority of the school text**, Curriculum Inquiry 13. 1983
- MAKARIEV P., **The Role of the University in the Dialogue of Cultures-Bulgarian Perspectives** Higher Education in Europe 23, no , 1998
- MANCHEVA Mila, **Image and Policy: the Case of Turks and Pomaks in Inter-war Bulgaria, 1918-1944 with special reference to education)" Islam and Christian-Muslim**, 2000
- MEININGER Thomas A., **The Formation of a Nationalist Bulgarian Intelligentsia, 1835-1878**, New York: Garland Publishing, 1987
- MILLER Howard M., **Who Owns History?**, Reading Teacher 52, no. 1, 1998
- NAZARSKA Zhorzheta, **The Bulgarian State and Its Minorities, 1879-1885**, 1999
- NORRIS H.T., **Islam in the Balkans: Religion and Society between Europe and the Arab World**, Columbia, SC: University of South Carolina Press, 1993
- POULTON Hugh, **The Balkans: minorities und states in conflict**, London: Minority Rights Publications, 1991

- PUNDEFF Marin, **Bulgaria in American Perspective, Political and Cultural Issues**, New York : Columbia University Pres, 1994
- REYNOLDS John C., **Textbooks: Guardians of Nationalism**, Education 102, no. 1, 1981
- RUSSELL William F., **Schools in Bulgaria**, New York: Teachers College, Columbia University. 1924
- ŞİMŞİR Bilal, **The Turkish Minority in Bulgaria: History and Culture in The Turks of Bulgaria**, Istanbul, 1990
- SUGAR Peter, **Southeastern Europe under Ottoman rule, 1354-1804**, Seattle University of Washington Press, 1977
- TODOROVA Maria, **Imagining the Balkans**, New York : Oxford University Pres, 1997
- TUNÇOKU A. Mete, **The rights of minorities in international law. The case of the Turkish minority in the People's Republic of Bulgaria" in The Turks of Bulgaria: the history, culture and political fate of a minority**, Istanbul, 1990
- VAZOV Ivan, **Under the Yoke**, New York, Twayne Publishers, 1971
- VESTI Dyrzhuvni, **Constitution of the Republic of Bulgaria**, Sofia, 1991
- VOSP James F..**Issues in the Learning of History**, Issues in Education 4, no. 2,1998
- WERTSCH James, **Consuming Histories**, 1998
- ZHELYAZKOVA Antonina, **"The Social and Cultural Adaptation of Bulgarian Immigrants in Turkey" in Between Adaptation and Nostalgia: The Bulgarian Turks in Turkey**, International Center For Minority Search, Sofia, 1998

ZHELYAZKOVA Antonina, B. Aleksiev and Z. Nazarska, **Myusulmanskite
obstnosti na balkanite i v Bulgaria (The Muslim communities in the
Balkans and in Bulgaria)**, Sofia, 1997

Sources électroniques

Atanassova Ivanka, **The Impact of Ethnic Issues on the Security of South East Europe**, 10 March 2000, <http://www.nato.int/acad/fellow/97-99/atanassova.pdf>

Council of Ministers, Republic of Bulgaria, Government Bulletin 25-29 October 1999, http://www.government.bg.eng/gis/bulletin/25_10.html

Holmes, Leslie, **Postcommunism: An Introduction. Durham:** Duke University Press. Human Rights Watch. World Report 2001 Bulgaria Human Rights Developments. <http://www.hrw.org/wr2kl/europe/bulgaria.html>

Karasimeonov, Georgi, **The Constitutional Rights of Minorities in Bulgaria**, 2001, http://www.cecl.gr/RigasNetwork/databank/REPORTS/r9/BU_9_Konstantinov.html.

Krazstev, Peter, **Understated, Overexposed: Turks in Bulgaria - Immigrants in Turkey in Between Adaptation and Nostalgia: The Bulgarian Turks in Turkey.** <http://www.omda.bg/imir/studies/nostalgia.htm>

Lütem, Ömer, **The Past and Present State of the Turkish - Bulgarian Relations**, The Foreign Policy Quarterly, Volume 23, Turkish Foreign Policy Institute, 2001 <http://www.ceeol.com/aspx/getdocument.aspx?logid=5&id=5947CD8E-A24E-427A-8532-73422C8EC09E>

Ministry of Foreign Affairs, Republic of Turkey **The Bulgarian Turks in Turkey.** 1997, <http://www.mfa.gov.tr/groupb/bc/bcc99/march/01.htm>.

Resumé

Heni Hazbay est né en 1981 à Istanbul, Turquie. Il est diplômé de Lycée français Saint Michel et Université de Yıldız Teknik.